

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN LETTRES (COMMUNICATION SOCIALE)

PAR
MARIK GRÉGOIRE

LE DISCOURS DU GOUVERNEMENT LIBÉRAL DU QUÉBEC
PENDANT LA MOBILISATION ÉTUDIANTE DE 2012

Juillet 2017

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Remerciements

Faire une maîtrise à temps partiel n'est pas de tout repos et demande un grand investissement et beaucoup de discipline. Plusieurs personnes furent d'une aide précieuse tout au long de ce parcours.

D'abord, je tiens sincèrement à remercier ma directrice de maîtrise, France Aubin, pour son temps, ses judicieux conseils et sa rigueur.

Ensuite, je tiens à souligner le soutien de mes amis, particulièrement Stéphanie et Ariane, pour leurs encouragements et leur écoute.

Aussi, je tiens à exprimer ma reconnaissance à Diane et Sylvain qui me soutiennent dans tout ce que j'entreprends et qui croient en moi plus que quiconque. J'offre également une pensée spéciale à ma sœur, Carlie, pour sa présence et sa folie.

Finalement, je termine en remerciant Simon, qui par ses réflexions et son ouverture font de moi une meilleure personne chaque jour.

Résumé

En 2012, un conflit majeur éclatait entre les étudiants et le gouvernement québécois, donnant lieu à l'une des plus importantes mobilisations de l'histoire du Québec. Nous inspirant d'un des auteurs phares de l'analyse critique de discours, Teun A. Van Dijk (2006), selon lequel les idéologies sont souvent mobilisées lorsqu'il y a conflit, nous avons étudié les représentations des acteurs sociaux. Nous nous sommes concentrée sur le discours politique, et plus précisément sur le discours officiel du gouvernement Charest. Comme les idéologies reposent en bonne partie sur la « différenciation entre ce qui fait partie du groupe et ce qui en est exclu, c'est-à-dire typiquement entre nous et eux » (Van Dijk, 2006, p. 77), nous nous sommes penchée sur les processus de légitimation et de délégitimation, cherchant à vérifier quels acteurs avaient été légitimés et quels acteurs avaient été, au contraire, délégitimés dans le discours politique du gouvernement libéral.

Plus concrètement, nous avons utilisé le schéma d'analyse des représentations des acteurs sociaux élaboré par un autre chercheur actif dans le champ de l'analyse critique de discours, Theo Van Leeuwen. Notre corpus était constitué d'une lettre ouverte et de 22 communiqués de presse émis par le gouvernement libéral pendant le conflit, soit pendant la période de février à septembre 2012. Nous avons divisé les acteurs en cinq grandes catégories : le gouvernement, les étudiants, les associations étudiantes, la population et les acteurs « résiduels » comme les dirigeants d'établissement et les forces policières, qui occupaient un rôle secondaire dans le discours politique. Nous avons relevé systématiquement l'ensemble des procédés définis par Van Leeuwen et produit un grand nombre de résultats.

Nous avons constaté que le gouvernement pratiquait systématiquement l'autolégitimation en recourant à divers procédés et notamment en expliquant qu'il agissait au nom de la population et des étudiants qui ne participaient pas au conflit. En contrepartie, il délégitimait les étudiants protestant contre la hausse des frais de scolarité ainsi que les associations étudiantes lorsqu'il considérait qu'elles ne coopéraient pas avec lui. Comme l'a bien montré Weissbrod (1981), les idéologies qui servent à délégitimer certains acteurs doivent ainsi servir à légitimer ceux qui les utilisent.

Enfin, nous avons été frappée par l'importance du non-dit et du silence entourant les pratiques concrètes de mobilisation, comme l'appui des enseignants à la cause étudiante et la diversité des activités festives organisées par les associations. À terme, ce qui nous avait semblé constituer une limite à notre recherche, soit notre participation au mouvement étudiant, s'est révélé très utile pour interpréter nos résultats.

Mots-clés : discours politique, idéologie, représentations sociales, (dé)légitimation, analyse critique de discours, CDA, mobilisation, discours

Table des matières

Résumé	3
Liste des abréviations, sigles et acronymes	7
Liste des tableaux	8
Introduction	9
Chapitre 1 1. Problématique de la recherche.....	11
1.1 Contexte sociale	12
1.2 Contexte scientifique.....	19
1.3 Objet, objectif, question et hypothèse de recherche.....	21
Chapitre 2 - Cadre conceptuel.....	24
2.1 Discours politique	25
2.2 Idéologie.....	28
2.3 Analyse critique de discours	32
2.4 Représentations sociales.....	36
2.5 Légitimation et délégitimation	37
Chapitre 3 - Méthodologie	42
3.1 L'analyse de discours	43
3.1.1 Choix de l'analyse de discours.....	44
3.2 Stratégie de recherche	46
3.3 Choix du corpus	47
3.4 Indicateurs (grille d'analyse).....	49
3.5 Les limites de la recherche	54
Chapitre 4 - Résultats	56
4.1 Portrait des acteurs sociaux	57
4.1.1 Les associations étudiantes.....	57
4.1.2 Le gouvernement libéral du Québec	58
4.2 Présentation des résultats	61
4.2.1 Les étudiants.....	64

4.2.2 Les associations étudiantes.....	70
4.2.3 La population.....	75
4.2.4 Le gouvernement.....	79
4.2.5 Les acteurs résiduels.....	83
Chapitre 5 - Discussion	88
5.1 La synthèse des résultats	89
5.2 Le non-dit	95
Conclusion.....	99
Références	103
Annexe 1 - Corpus.....	112
Annexe 2 - Liste exhaustive des appellations des acteurs.....	114
Annexe 3 - Catégories de Van Leeuwen.....	138
Annexe 4 - Exemple d'un communiqué.....	145
Annexe 5 - Exemple d'une grille	146
Annexe 6 - Grille globale	161

Liste des abréviations, sigles et acronymes

AFE	Aide financière aux études
ANÉQ	Association nationale des étudiants du Québec
ASSÉ	Association pour une solidarité syndicale étudiante
ASSNAT	Assemblée nationale du Québec
CASSÉE	Coalition de l'ASSÉ élargie
CCAFÉ	Comité consultatif sur l'accessibilité aux études
CDA	Critical discourse analysis (analyse critique de discours)
CLASSÉ	Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante
CREPUQ	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSQ	Centrale des syndicats du Québec
FAECQ	Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec
FECQ	Fédération étudiante collégiale du Québec
FEEQ	Fédération des étudiantes et étudiants du Québec
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec
GGI	Grève générale illimitée
MELS	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
MÉSRRQ	Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec
ONU	Organisation des Nations Unies
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
SPVM	Service de Police de la Ville de Montréal
TACEQ	Table de concertation étudiante du Québec

Liste des tableaux

Tableau 1 : Grille d'analyse

Tableau 2 : Schéma des catégories de représentations de Van Leeuwen

Tableau 3 : Schéma des catégories de représentations de Van Leeuwen avec un code de couleur pour les catégories retenues

Tableau 4 : Inclusion des acteurs sociaux

Tableau 5 : Exclusion des acteurs sociaux

Introduction

La mobilisation étudiante de 2012 au Québec fut une des nouvelles les plus présentes dans l'actualité de la province au cours de l'année 2012. Elle fut en effet dans le top 5 des nouvelles les plus médiatisées durant 22 semaines consécutives, ce qui est considérable (Influence communication, 2012, p. 30). Nous avons décidé de nous y intéresser dans le cadre de nos études au deuxième cycle en communication. Notre mémoire porte sur le discours politique et plus précisément sur celui du gouvernement en place lors de cette mobilisation. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de la maîtrise en communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Notre mémoire comporte cinq chapitres. Le premier présente la problématique de notre recherche. Le deuxième porte sur le cadre conceptuel. Le troisième chapitre aborde les questions méthodologiques. Le quatrième chapitre rend compte des résultats de notre analyse alors que le cinquième chapitre propose une discussion sur les résultats. Nous concluons en revenant sur les grandes lignes de notre mémoire et en suggérant quelques avenues pour approfondir la recherche.

Chapitre 1

Problématique de la recherche

Nous exposerons, dans cette partie, le contexte sociale de la recherche en présentant l'historique du mouvement étudiant au Québec et en décrivant le contexte de 2012. Ensuite, nous présenterons le contexte scientifique en évoquant brièvement les recherches qui recoupent notre sujet. Par la suite, nous dévoilerons l'objet et l'objectif du mémoire, la question de recherche ainsi que notre hypothèse de recherche.

1.1 Contexte sociale

Historique du mouvement étudiant au Québec

C'est à la fin des années 1950, sous le régime de Duplessis¹, que le mouvement étudiant commence à s'organiser (Simard, 2013). En effet, les premières manifestations se veulent une contestation du régime politique², mais aussi de la religion qui régissait alors le milieu de l'éducation (Simard, 2013). Dans cette veine, la première grève étudiante au Québec se déroule en 1958 (Millette, 2013) et durera une journée.

Le système scolaire³, tel qu'on le connaît aujourd'hui au Québec, a été instauré en juin 1960 par le Parti libéral du Québec (PLQ) qui, dans la vague de nombreuses réformes connues sous le nom de *Révolution tranquille*⁴, a voulu donner un meilleur accès à l'éducation (Simard, 2013). Le PLQ avait promis, lors des campagnes électorales de 1960 et de 1962, la gratuité scolaire de la maternelle à l'université (Simard, 2013). Dès 1961, le gouvernement de Jean

¹ Maurice Duplessis, fondateur du parti politique l'Union nationale en 1935, fut le premier ministre du Québec de 1936 à 1939 ainsi que de 1944 à 1959 (Assnat, 2013). Sa vision conservatrice, incluant la défense de l'entreprise privée et de la religion, ainsi que son approche autoritaire envers le mouvement syndical en ont fait un "ennemi" des progressistes de la province. Il est mort en fonction le 10 septembre 1959 (Assnat, 2013) et fut remplacé par Paul Sauvé, ministre sous Duplessis, qui décéda également en fonction le 2 janvier 1960.

² La période de 1944 à 1959 est souvent appelée *La Grande noirceur* pour évoquer le contrôle de la pensée critique et la valorisation de la religion (Berthiaume, Corbo et Beauchemin, 2011). Cependant, plusieurs auteurs et historiens abordant cette époque (Berthiaume, Corbo et Beauchemin, 2011 ; Meunier et Warren, 2002 ; Comeau et Bourque, 1989, etc.) tiennent à nuancer le Duplessisme ainsi que son influence négative qui aurait nui au développement de la province.

³ L'éducation est un domaine de compétence provinciale tel que stipulé dans la Loi constitutionnelle de 1867 (Parlement du Canada).

⁴ Le 22 juin 1960, le Parti libéral du Québec, mené par Jean Lesage, gagne les élections par une mince victoire après 15 ans de pouvoir sans interruption de l'Union nationale (Sloan, 1965). Ce parti s'engageait à réformer et à moderniser l'État (Thompson, 1984). Cette modernisation, qui a permis de former et d'améliorer les réseaux de santé et d'éducation au Québec, était nécessaire pour combler les nombreux besoins dus au boom démographique de l'après-guerre (Berthiaume, Corbo et Beauchemin, 2011).

Lesage invite les commissions scolaires à « se charger de la gestion des écoles jusqu'en 11^e année, rallonge la fréquentation scolaire obligatoire d'un an, étend la gratuité des cours et des manuels jusqu'en 11^e année » (Simard, 2013, p.19).

En 1963, le rapport de la commission Parent⁵ prévoit la création d'un ministère de l'Éducation, et d'un Conseil supérieur de l'éducation. Les deux structures seront mises en place dès 1964. Les associations étudiantes universitaires obtiendront d'être consultées sur la composition du Conseil supérieur de l'éducation (Simard, 2013). Le rapport prévoit également la création des collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps), qui seront mis sur place en 1967 (Simard, 2013) ainsi que le réseau des Universités du Québec, mis en place en 1968 dans le but « d'augmenter l'accessibilité des francophones aux études universitaires » (Simard, 2013, p. 26-27). Les francophones avaient en effet un taux de fréquentation universitaire beaucoup plus bas que celui des anglophones (Bhéreur-Lagounaris, Boudreau, Carlier, Labrie et Ribeiro, 2015). Dans ce contexte, l'enjeu premier des débuts du mouvement étudiant était l'accessibilité aux études supérieures, et plus précisément les frais de scolarité (Millette, 2013 et Bhéreur-Lagounaris, Boudreau, Carlier, Labrie et Ribeiro, 2015).

Une grève générale survient en 1968 chez les étudiants québécois, alors que des mouvements sociaux d'importance se déroulent dans plusieurs pays, dont en France. Le résultat final est l'obtention du gel des frais de scolarité, qui durera jusqu'en 1990 (Simard, 2013). Une grande mobilisation se déroule l'année suivante (1969), en faveur de la francisation de l'Université McGill et d'une plus grande accessibilité des francophones et de la classe ouvrière à l'institution. Le mouvement sera appelé *McGill français* (Cauchy, 2009).

En 1974, après que le gouvernement ait annoncé vouloir resserrer le régime de prêts et bourses, des étudiants de 27 cégeps organisent un congrès où ils concluent à l'importance de créer une association nationale (ANEQ) pour défendre leurs intérêts communs (Simard,

⁵ La commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, mieux connue sous le nom de Rapport Parent, s'est penchée sur le système d'éducation de 1961 à 1966, sous la présidence de Monseigneur Alphonse-Marie Parent. Elle a incité le gouvernement à amener diverses réformes permettant une démocratisation ainsi qu'une plus grande accessibilité à l'éducation (Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, 2002).

2013). D'autres associations étudiantes seront créées au fil des années, soit la Fédération des étudiantes et étudiants du Québec (FEEQ), ancêtre de la FEUQ (en 1989), la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (FAECQ), ancêtre de la FECQ (en 1982), l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ en 2001) et la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ en 2009) (Simard, 2013). En 1978, après avoir promis la gratuité scolaire à tous les niveaux, le Parti québécois revient sur sa décision, ce qui mobilise à nouveau le mouvement étudiant (Radio-Canada, 2012a). Le soulèvement mènera à l'amélioration du système de prêts et bourses. En 1986, le gouvernement libéral de Robert Bourassa menace de dégeler les frais de scolarité, le mouvement étudiant se mobilise et obtient le gel des frais de scolarité (Radio-Canada, 2012a). En 1988, les étudiants amorcent une grève pour réclamer une amélioration du régime des prêts et bourses (Radio-Canada, 2012a). En 1990, le gouvernement libéral dégèle les frais de scolarité sur deux ans et annonce l'indexation par la suite (Simard, 2013).

En 1996, la ministre de l'Éducation de l'époque, Pauline Marois, organise des États généraux sur l'éducation et annonce des compressions budgétaires ainsi qu'une hausse des frais de scolarité. Les étudiants se mobilisent durant plusieurs semaines pour contester ces décisions et le gouvernement revient finalement au gel des droits de scolarité (Simard, 2013). Ce gel des frais de scolarité durera plus de dix ans et causera ainsi une diminution des grandes mobilisations étudiantes (Simard, 2013).

À la fin de l'année 2003, le gouvernement Charest de l'époque adopte le projet de loi 19 afin de réformer l'Aide financière aux études (AFE) dans le cadre de son projet de réingénierie de l'État (Millette, 2013). Lors du dépôt du budget de mars 2004, le gouvernement annonce des compressions de 103 millions de dollars à l'AFE qui seront confirmées à la fin du mois d'avril (Millette, 2013). Critiquée fortement par les associations étudiantes, mais aussi par une majorité des acteurs sociaux, cette mesure provoque une forte mobilisation (Millette, 2013). En mars 2005, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition de l'ASSÉ élargie (CASSÉE) votent en faveur d'une grève générale illimitée, qui atteindra, à son apogée, plus de 175 000

étudiants en débrayage (Simard, 2013). Des négociations sont entreprises, mais le gouvernement n'accepte pas de discuter avec la CASSÉE au motif que celle-ci refuse de dénoncer les actes de violence et de vandalisme (Bhéreur-Lagounaris, Boudreau, Carlier, Labrie et Ribeiro, 2015). Les deux autres fédérations, soit la FECQ et la FEUQ, continuent les négociations jusqu'au début du mois d'avril. Ainsi, après sept semaines de grève, les partis en arrivent à une entente de principe, en revenant graduellement, à partir de l'année suivante, aux 103 millions de dollars en bourse (Bhéreur-Lagounaris, Boudreau, Carlier, Labrie et Ribeiro, 2015).

En 2007, le Parti libéral de l'époque augmente les droits de scolarité, qui n'avaient pas bougé depuis 15 ans, de 300 \$ sur trois ans, tel qu'annoncé lors de la campagne électorale (Simard, 2013).

Le mouvement de 2012

En mars 2011, lors du dévoilement du budget, le gouvernement libéral du Québec annonce une hausse des frais de scolarité de 75 % sur cinq ans. Il s'agit d'une augmentation de 325 \$ par année pendant cinq ans, soit 1 625 \$ de plus à payer pour les étudiants en 2017 (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). Dès la fin du mois de mars 2011, le mouvement étudiant se mobilise pour dénoncer cette hausse. Au mois de février 2012, les premières associations étudiantes des établissements postsecondaires votent en faveur de la grève. Le gouvernement fait parvenir une lettre aux cégeps et universités afin d'inciter les enseignants à franchir les piquets de grève dressés par les étudiants. Les professeurs se retrouvent donc pris entre les demandes des étudiants et celles du gouvernement. Plusieurs d'entre eux décident de prendre position en créant le regroupement *Profs contre la hausse*. Quelques jours plus tard, alors qu'il y a 132 000 étudiants en grève, Line Beauchamp, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, utilise le terme de *boycott* pour qualifier la grève étudiante (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). Dans les jours suivants, l'émission télévisée *Tout le monde en parle* invite une étudiante en faveur de la hausse, Arielle Grenier (porte-parole du MÉSRQ) et un étudiant contre la hausse, Gabriel Nadeau-Dubois (co-porte-parole de la CLASSE) à expliquer leur point de vue respectif. Cette médiatisation du conflit provoque un grand intérêt

chez le public et incite la grande majorité de la population à prendre position sur le sujet, créant ainsi une polarisation du débat qui suscitera de vives tensions sociales.

En mars, la ministre Beauchamp demande aux étudiants de faire « leur juste part » et écarte toute possibilité de négocier avec les associations étudiantes alors qu'il y a 175 000 étudiants en grève générale illimitée (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). Des manifestations se déroulent dans plusieurs villes du Québec, dont Montréal, Québec et Sherbrooke, afin de soutenir les associations étudiantes. De nombreux étudiants au Québec se livrent à diverses actions protestataires : ils occupent leur institution postsecondaire, dressent des piquets de grève, et occupent des locaux administratifs dans le but de mobiliser l'opinion publique et de « forcer les arènes institutionnelles à s'ouvrir à la discussion » (Fillieule et Tartakowsky, 2008, p. 130). Le nombre d'étudiants en grève atteint un record en mars, soit 305 000 sur les 400 000 étudiants du Québec (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). À cette occasion, Line Beauchamp déclare, en point de presse, qu'elle respecte ceux qui manifestent, mais qu'elle se doit « d'écouter la majorité silencieuse, celle qui ne peut être dans les rues parce qu'elle travaille » (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013, p. 53). La majorité silencieuse est celle que Champagne (1990) désigne comme ceux qui ne disent rien.

Par la suite, plusieurs tentatives de négociation entre le gouvernement et les associations étudiantes⁶ sont entreprises, mais sans succès. La FECQ et la FEUQ refusent entre autres de négocier sans la présence de la CLASSE à leurs côtés. À ce moment, le gouvernement met l'accent, dans ses interventions, sur la violence et l'intimidation prétendument exercées par les manifestants, déployant ainsi, selon Millette (2013), une stratégie visant à « miner la légitimité des organisations étudiantes les plus fermement opposées au gouvernement ». Des manifestations continuent de se dérouler partout au Québec, dont une qui tourne à l'émeute durant le Salon du Plan Nord à Montréal (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, annonce sa démission le 14 mai en répétant qu'elle a toujours été en « mode solution » et que les associations étudiantes ne font

⁶ Il s'agit de la FEUQ, de la FECQ, de la CLASSE et de la TACEQ.

pas confiance au gouvernement élu. Michelle Courchesne, qui a déjà été ministre de l'Éducation, lui succède.

Le 17 mai 2012, le gouvernement libéral adopte le projet de loi 78, qui deviendra la loi 12, « permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent » (Assemblée nationale, 2012, p. 1). Cette loi prévoit la suspension des sessions pour les départements des cégeps et des universités touchés par la grève et propose de lourdes amendes pour les manifestants. Elle contraint les organisateurs de manifestations de plus de dix personnes⁷ à donner leur itinéraire aux policiers au moins huit heures à l'avance (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). De très nombreuses voix s'élèvent contre le projet de loi, autant chez les gens qui s'opposent à la hausse des frais de scolarité que chez ceux qui l'approuvent. Des regroupements citoyens spontanés, dans de nombreuses villes de la province, organisent des manifestations de casseroles pour contester le projet de loi. La mobilisation civile continue sans interruption partout au Québec jusqu'à la fin de l'été, avec entre autres, des manifestations nocturnes se déroulant quotidiennement pendant plus de 100 jours (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013).

Le 1^{er} août 2012, face à la pression populaire, le gouvernement déclenche des élections durant lesquelles il met l'accent sur la loi et l'ordre. Les élections se concluent le 4 septembre, avec une hausse importante du nombre de citoyens ayant voté, mais surtout par la mise en place d'un nouveau gouvernement, minoritaire, celui du Parti québécois, qui s'était opposé à la hausse des frais de scolarité. Quelques semaines après son élection, le nouveau gouvernement annule la hausse ainsi que la loi 12. Il édicte quelques mois plus tard, suite à un Sommet sur l'enseignement supérieur, une hausse des frais de scolarité suivant le taux d'inflation (Beaudet, 2014).

Plusieurs expressions marquantes sont utilisées par les médias pour caractériser cette période, telles que *printemps érable*, par analogie avec les *printemps arabes*, et *mouvement du carré rouge* pour mettre de l'avant la force de la symbolique du carré rouge épinglé sur les

⁷ Cinquante personnes après les modifications au projet de loi.

vêtements des protestataires et de leurs alliés (Chiasson-Lebel et Coutu, 2012). Plusieurs utiliseront aussi le terme de *crise sociale* vu l'ampleur du mouvement étudiant qui s'est déroulé au Québec durant 30 semaines. Selon Lamizet (2011), une crise est un moment majeur dans la communication politique. Il s'agit selon lui d'une « rupture de la normalité du fait politique » créant un nouveau système relationnel, culturel, identitaire, etc. (Lamizet, 2011, p. 151). La grève étudiante a causé une crise sociale, en raison de sa durée, des échanges violents entre les corps policiers et les manifestants, de la restriction des libertés fondamentales et de ses nombreux actes de désobéissance civile (Julien, 2012 et Panitch, Albo et Chibber, 2013).

Depuis une vingtaine d'années en Occident, les conflits sociaux se transforment souvent en affrontements, parfois violents, avec les forces policières (Dupuis-Déri, 2013). Lors de la crise sociale de 2012 au Québec, plus de 4 500 arrestations en lien avec le mouvement étudiant ont eu lieu (Dupuis-Déri, 2013). La polarisation des enjeux durant de nombreux mois, le cadrage gouvernemental et médiatique du sujet, la judiciarisation du conflit par le biais, entre autres, l'adoption de la loi spéciale et les nombreuses injonctions, ont créé un contexte social tendu, rendant plus acceptable la répression policière (Dupuis-Déri, 2013). Selon Dupuis-Déri (2013), lorsqu'un gouvernement ou un média exprime à répétition que les manifestants sont violents, les manifestants deviennent synonymes de violence, ce qui les rend plus légitimement répressibles. D'ailleurs, selon Dupuis-Déri :

Certaines variables semblent accroître les probabilités que la police réprime une manifestation : le jet de projectiles en direction des policiers, le contexte politique, de même que les cibles de la manifestation, le type de groupes associés à l'organisation de la manifestation (plus ou moins radicaux) et leur étiquetage dans l'espace public (identification de groupes plus ou moins légitimes) [...] « cette répression s'exerce en accord avec les discours de l'élite politique. (Dupuis-Déri, 2013, p. 232)

1.2 Contexte scientifique

D'abord, mentionnons qu'il existe un ouvrage sur le Parti libéral et les réalisations du gouvernement Charest lors de son premier mandat entre 2003 et 2006 (Pétry, Bélanger et Imbeau, 2006). L'ouvrage met en contexte les idéaux et les décisions de ce gouvernement durant son premier mandat, mais il éclaire du même coup les mandats successifs et en particulier celui du mouvement de 2012. Nous y reviendrons au moment de présenter l'acteur gouvernemental dans la section 4.1.2.

Par ailleurs, il existe quelques livres offrant les témoignages d'acteurs qui ont vécu le conflit de 2012. Par exemple, Nadeau-Dubois (2013) ainsi qu'Ethier et Poirier-St-Pierre (2013), membres actifs de la CLASSE, offrent leur point de vue sur le mouvement. Surprenant et Bigaouette (2013) compilent les témoignages et expériences de femmes engagées durant la lutte de 2012 ; tandis que Trudel (2014), professeure au Cégep de Joliette, raconte la grève de 12 semaines du printemps 2012 à cet établissement.

Divers ouvrages ont paru sur l'histoire du mouvement étudiant au Québec, dont Simard (2013), que nous évoquerons à quelques occasions dans notre mémoire ; Beaudet (2013, 2014) qui revient sur la relation des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire ; ainsi que Nadeau-Dubois *et al.* (2014), qui se concentrent sur la perspective de la gratuité scolaire alors que Frappier, Poulin et Rioux (2012) se penchent sur le mouvement des carrés rouges. Soulignons également l'anthologie de Bonenfant, Glinier et Lapointe (2013), qui permet de documenter finement l'historique du mouvement de 2012.

Quelques recherches scientifiques ont été menées sur l'usage de la répression lors de la crise sociale de 2012 au Québec. Blouin-Genest (2012) étudie la construction sociale de la violence et de l'extrémisme politique ; Dupuis-Déri (2013) étudie la répression des mouvements sociaux, dont celui de 2012 au Québec ; Brunelle, Lampron et Roussel (2012) se penchent sur la liberté d'expression en contexte de crise ; tandis que Lemay et Laperrière (2012) examinent les perspectives juridiques de la crise.

Recherches sociographiques consacre un numéro au mouvement du carré rouge, dont Clain (2013), qui fait la sociographie du mouvement ; Martin (2013), qui aborde l'émergence du mouvement étudiant et populaire dans le contexte du néolibéralisme au Québec ; et Sauvageau et Thibault (2013) qui abordent le traitement médiatique du mouvement.

Un collectif d'universitaires provenant de différentes disciplines publie un ouvrage qui cherche à rendre compte « d'un des plus importants mouvements de masse au Québec » (Tremblay, Roche et Tremblay, 2015, p. 1) et de la complexité des enjeux en cause. Un autre ouvrage collectif paraît sous la direction d'Ancelevici et de Dupuis-Déri (2014) sur les ressorts et effets de la mobilisation étudiante de 2012. Enfin, un article publié dans *Cahiers de recherche sociologique* (Collette, 2013) porte sur le statut du discours ainsi qu'une analyse des discours du mouvement étudiant de 2012.

Pour ce qui est des recherches en communication, Millette aborde en 2011, dans son mémoire de maîtrise, l'appropriation des relations publiques par les associations étudiantes lors de la grève étudiante de 2005 au Québec puis publie, en 2013, un ouvrage sur les stratégies de communication déployées par les groupes de revendications lors des grèves de 2005 et de 2012 au Québec. Dans les deux cas, elle s'intéresse aux stratégies de communication des groupes étudiants du Québec qui tentent de contrer des politiques du gouvernement provincial. Dans un même esprit, Provencher (2012 et 2013) publie un mémoire de maîtrise ainsi qu'un article scientifique sur les relations publiques politiques lors du mouvement de 2012.

Des recherches s'intéressent à l'usage des médias socionumériques lors de la crise de 2012 au Québec. Raynald, Lalancette et Tourigny-Koné (2015a ; 2015b) publient deux articles sur l'utilisation de Twitter et du mot-clic #ggi durant le printemps de 2012. Le Centre d'études sur les médias (Gallant, Latzko-Toth et Pastinelli, 2015) réalise une recherche sur la circulation de l'information dans les médias socionumériques durant le mouvement étudiant afin d'observer l'usage de Facebook par les jeunes.

Toujours dans le volet communicationnel des recherches sur le mouvement étudiant de 2012, il existe quelques ouvrages sur la représentation des mouvements sociaux dans les médias, dont spécifiquement le conflit de 2012. D'abord, il y a Francoeur (2012) qui écrit un article sur les formats journalistiques au service du *statu quo* et leur impact sur le mouvement étudiant. Il y a également le Centre d'études sur les médias qui publie plusieurs articles sur le traitement médiatique de la crise étudiante (Sauvageau et Thibault, 2013a, 2013b), dont plus précisément sur la télévision (Giroux et Charlton, 2014a) et sur la presse écrite (Giroux et Charlton, 2014b).

Dufour et Savoie (2014) s'intéressent à l'impact du mouvement de 2012 sur la politique. Ils constatent que le mouvement étudiant a modifié, temporairement, les règles et les pratiques des acteurs sociaux. Finalement, un très court article de Julien (2012) paraît dans *Cultures & Conflits* sur une analyse de discours des parties opposées durant la grève de 2012 au Québec démontrant le choc idéologique entre les deux clans.

1.3 Objet, objectif, question et hypothèse de recherche

La grève étudiante québécoise de 2012 fut la plus longue et la plus importante de l'histoire du Québec et du Canada à ce jour. Elle a marqué les imaginaires, notamment par ses manifestations spectaculaires et par l'impact qu'elle a eu sur la politique. En effet, selon Dufour et Savoie (2014, p. 2) le mouvement étudiant a « bouleversé le jeu politique » en créant « un nouveau clivage autour duquel la vie politique s'est réorganisée, l'ordre du jour des acteurs institutionnels (principalement les partis politiques) ayant été imposé par le bas (les mobilisations) » (Dufour et Savoie, 2014, p. 2). Ils démontrent aussi que les alliances et les relations politiques ont été modifiées par le conflit, puisque les associations étudiantes auraient joué un rôle majeur dans la politique durant les mois de conflit (Dufour et Savoie, 2014).

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes d'abord intéressée à la crise sociale par le biais de la communication politique. La communication politique, qu'on peut définir comme

« l'étude de l'espace public où s'exercent les dynamiques du pouvoir sous toutes ses formes » (Gingras, 2003, p. 65), peut être abordée selon trois axes : les organisations médiatiques et culturelles ; les messages politiques provenant des gouvernants ou des acteurs de la société civile ; et les phénomènes de communication politique. Nous avons choisi d'étudier les messages politiques provenant des gouvernants dans le contexte des mouvements sociaux, puisque les discours « contribuent à produire la société » (Bourque et Duchastel, 1988, p. 51). Selon Krieg-Planque (2006, p. 26), ils sont « à la fois l'instrument et le lieu – et non pas seulement l'origine ou la conséquence – des divisions et des rassemblements ». C'est suite à notre choix de terrain et à la mise en place de notre cadre conceptuel que nous avons trouvé notre angle d'approche, soit l'analyse critique de discours (que nous expliciterons davantage dans les sections suivantes).

Nous nous sommes penchée plus précisément sur la représentation des acteurs sociaux dans le discours du gouvernement libéral lors de la grève étudiante. Nous avons cherché à déterminer comment les différents acteurs étaient représentés. Nous avons donc observé les processus discursifs de (dé) légitimation mobilisés par le gouvernement libéral. La légitimation, qu'on peut définir comme « le résultat d'une reconnaissance par d'autres » (Charaudeau, 2005, p. 52), permet en effet d'observer le travail discursif de l'acteur qui a le meilleur accès à l'espace public - l'acteur politique détenteur du pouvoir - sur un acteur, ou un groupe d'acteurs, pour lequel l'accès à l'espace public, en particulier l'espace public médiatique, est moins aisé comme c'est le cas pour les mouvements sociaux. C'est donc une lutte symbolique qui se joue entre ces acteurs, de force inégale, pour « exercer le maximum d'influence possible sur la sélection des enjeux publics et la construction des discours médiatiques » (Millette, 2013, p. 104-105).

Ainsi notre mémoire se penchera-t-il sur la représentation des acteurs sociaux dans le discours officiel du gouvernement libéral lors de la crise sociale de 2012 au Québec, afin d'établir quels interlocuteurs il légitime et lesquels il délégitime.

Notre hypothèse était que le discours gouvernemental légitimerait la population via la « classe moyenne » ou par ce que certains appellent la « majorité silencieuse »⁸. Nous pensions également qu'il délégitimerait le mouvement étudiant via les associations étudiantes mobilisées contre la hausse. Notre hypothèse s'inspire des travaux de Lilian Mathieu qui souligne que la « majorité du public » est constituée comme un « spectateur impartial », car supposée obéir à des « raisons impersonnelles » alors que les mouvements sociaux représenteraient des intérêts corporatistes. « L'opinion », telle que la mesurent les sondages, désavouerait « une mobilisation s'obstinant à refuser le verdict majoritaire des urnes » (Mathieu, 2011, p. 148). Selon les principes de la démocratie représentative, la « majorité du public » serait perçue comme légitime du fait même de sa passivité alors que les « minorités actives » seraient liées à « l'illégitimité constitutive des mouvements protestataires, vu qu'ils sont la minorité » (Mathieu, 2011, p. 147). Rosanvallon (2008, p. 9) explique que cette légitimité de la majorité s'est créée et imposée en réaction aux systèmes politiques précédents « où des minorités dictaient leurs lois ». Résumant les propos des contempteurs des mouvements sociaux, il écrit « en refusant de patienter jusqu'à la prochaine échéance lors de laquelle ils pourront faire valoir leurs doléances et présenter leur programme alternatif, les mécontents manifestent un irrespect du principe majoritaire, fondamental en démocratie » (Mathieu, 2011, p. 147). Finalement, nous pensions que le gouvernement s'autolégitimerait pour protéger et défendre les décisions qu'il avait prises auprès des citoyens. Il userait ainsi d'une stratégie qui, selon de Certeau (1990), serait une ou des actions servant à préserver le pouvoir et les rapports de force en faveur de celui qui les met en place.

⁸ Depuis Richard Nixon en novembre 1969, de nombreux politiciens affirment agir au nom de la majorité silencieuse dans le but de démontrer la légitimité de leurs actes, puisqu'ils auraient le soutien de la plus grande partie de la population (Bas, 1996).

Chapitre 2

Cadre conceptuel

La politique sert à « décider de ce qu'il faut faire et des lignes d'action à adopter dans des contextes de désaccord, de conflit d'intérêts et de valeurs » (Fairclough et Fairclough, 2012, paragr. 1). Il s'agit donc d'un lieu où les rapports de force en place se servent de l'argumentation pour appuyer leurs points de vue. Ainsi, les différents acteurs sociaux, dont le gouvernement, les entreprises privées ou encore les associations étudiantes, émettent des discours dans l'espace public. Ces discours, étudiés par l'analyse critique de discours, véhiculent des représentations sociales qui constituent les idéologies. Ces dernières sont propagées et contestées dans les discours selon différentes stratégies de légitimation et de délégitimation.

Ainsi, ce chapitre développera les concepts que nous venons brièvement de présenter, soit le discours (politique), l'idéologie, l'analyse critique de discours, les représentations sociales ainsi que les concepts de légitimation et de délégitimation.

2.1 Discours politique

Selon Maingueneau (Charaudeau et Maingueneau, 2002), le discours ne délimite pas un domaine de recherche, mais est plutôt une façon d'aborder le langage. En fait, la définition du discours a évolué au cours des siècles, mais aussi selon les approches théoriques (Barry, 2002).

Le mot discours est apparu en 1503. Il s'agissait alors d'un emprunt au latin du mot *discursus*, qui signifie « parcourir en tous sens » (Rey, 2005, p. 90-91). Le terme était déjà utilisé dans la philosophie classique où l'on opposait l'intuition à la raison : son sens était d'ailleurs apparenté au terme grec *logos* (Maingueneau dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). C'est un peu plus tard, à la fin de la latinité, que le terme prend le sens de conversation et d'entretien. Il désigne un exposé dans un domaine spécifique, comme la médecine ou la politique (Rey, 2005). Encore aujourd'hui, c'est l'acception que le sens commun lui prête en général (le président a prononcé un « discours »). Par la suite, au XVII^e siècle, le terme

discours prend le sens d'expression *verbale* (par les mots) de la pensée et ne se résume plus à la dimension orale (parlée).

L'échange de discours politiques est nommé communication politique (Wolton, 1989). Wolton (1989) voit la communication politique comme un espace où les trois acteurs publics ayant la légitimité de s'exprimer sur la politique (les politiques, les journalistes et l'opinion publique via les sondages) se confrontent avec des discours politiques souvent opposés. Il la considère comme une instance de régulation, comme un processus continu se terminant lors de la tenue d'élections et ouvrant ainsi une nouvelle boucle alimentée par d'autres problèmes politiques (Wolton, 1989).

Le discours politique est vu, par certains citoyens, comme étant « prévisible, codé, voire mensonger » (Le Bart, 2003, p. 97). En se conformant aux contraintes et aux caractéristiques du *genre* discours politique, il est mal vu et suscite la méfiance chez les électeurs (Le Bart, 2003). En effet, lorsqu'un acteur prononce un docheiscours politique, les mots qu'il emploie ne sont pas choisis aléatoirement (Labbé et Monière, 2008). Il y a, en effet, toute une série d'indicateurs à suivre pour respecter le *genre* discours politique. Les termes employés sont également choisis selon l'objectif poursuivi par l'acteur politique. Selon Labbé et Monière (2008, p. 18), « ces contraintes sont encore plus fortes lorsqu'il s'agit du chef du gouvernement qui doit, dans ses déclarations, respecter les valeurs, les orientations et les choix de son gouvernement qui s'inscrivent dans le cadre idéologique de son parti ».

Bourdieu affirme que la langue est un instrument de pouvoir (Bourdieu, 1977) et introduit la notion de *capital d'autorité*. Il soutient que lorsqu'on étudie le discours, comme dans notre cas où nous étudions le discours politique d'un gouvernement, on s'aperçoit qu'il y a des règles qui déterminent la façon dont on parle à une autre personne, règles qui varient selon le statut ou le rôle de cette autre personne. Une partie du langage d'autorité a comme fonction de garder cette autorité et de contribuer à sa crédibilité (Bourdieu, 1977). La crédibilité et l'autorité de la personne qui dit le discours jouent donc également un rôle important dans son pouvoir de conviction (Bourdieu, 1977). Pour comprendre un discours dans son ensemble,

Bourdieu spécifie donc qu'il faut saisir les rapports de forces symboliques entre les différents groupes. Ces rapports de force déterminent qui peut parler à qui et de quelle façon ainsi que ceux qui sont laissés de côté (Bourdieu, 1977). En effet, les savoirs et les croyances sont mis en place par les uns et repositionnés par les autres, il s'agit d'un « jeu complexe de circulation et d'entrecroisement » des discours politiques opéré selon les rapports de force (Charaudeau, 2005, p. 40). Pour les comprendre, il faut donc tenir compte du contexte dans lequel ils ont été écrits.

Dans des termes un peu voisins, Ghiglione (1974, p. 174) considère le discours politique comme un « discours d'influence produit dans un monde social » afin de créer un effet sur l'autre. Labbé et Monière (2008) ainsi que Charland (Charland dans Gingras, 2003) vont dans le même sens en affirmant que le discours politique a une vocation persuasive qui vise à convaincre les citoyens que les décisions prises par le gouvernement sont les bonnes.

Dans le même ordre d'idées, Fairclough (2012) estime qu'un gouvernement fabrique des discours afin de légitimer ses objectifs et ses politiques. Chaque discours politique défend ainsi un point de vue précis avec certaines valeurs et cherche à exercer une influence sur ceux qui le reçoivent. Les différents discours politiques, produits dans une société à un moment donné, construisent et négocient les réalités de cette époque via ses messages. Fairclough (2012, 2013) affirme que le discours politique constitue la société et que la société est à son tour constituée par le discours politique. Plus globalement, Van Leeuwen (1993, p. 193) juge que le discours est « un instrument de pouvoir et de contrôle autant qu'un instrument de la construction sociale de la réalité ».

Ainsi, les discours politiques produits dans une société s'additionnent et s'influencent. Ils légitiment ceux qui les produisent et permettent à des groupes et à des institutions de s'exprimer et aux représentations sociales, de circuler (Le Bart, 1998). Ils rendent possibles les différents rapports sociaux et l'action politique en les justifiant et en les transformant (Charaudeau, 2002). Enfin, les discours politiques sont des influences idéologiques dans la

propagation des représentations des différents groupes dans une société et permettent ainsi la reproduction des relations de pouvoir entre ces groupes (Petitclerc, 2009).

2.2 Idéologie

Dans le discours politique, le locuteur cherche à toucher le plus de personnes possible dans le but de les amener à partager des valeurs communes. Il veut les faire adhérer à un univers de valeurs ou à un imaginaire commun. Pour qu'un discours soit crédible, il doit donc faire appel aux valeurs et aux croyances véhiculées dans une communauté donnée à un moment donné (Charaudeau, 2005). De plus, il est important de noter qu'il n'existe pas un groupe de valeurs homogène, mais qu'il peut y avoir différents groupes d'opinion dans une même société.

L'idéologie est un concept provenant du 19^e siècle et qui désignait à l'époque les représentations intellectuelles du monde (Lamizet, 2011). Le concept fut repris par Marx, qui apporta une nuance à la définition en parlant plutôt des représentations politiques (Lamizet, 2011). Dans cette optique, l'idéologie regroupe les croyances et les perceptions d'un groupe produites par les institutions politiques, mais dont les membres deviennent des véhicules de transmission.

Selon Thompson, l'idéologie « fait référence aux formes et aux processus sociaux à l'intérieur et au moyen desquels les formes symboliques circulent dans le monde social » (Thompson dans Wodak, 2009, paragr. 34). En effet, Thompson (Thompson dans Wodak, 2009) voit l'étude des idéologies comme un moyen d'analyser les « façons dont le sens et le pouvoir se recoupent ». Il précise d'ailleurs qu'étudier l'idéologie, c'est examiner « la façon dont le sens sert à entretenir les rapports de domination » (Thompson, 1987, p. 10-11).

L'idéologie est donc l'ensemble des représentations sociales et politiques, c'est-à-dire les idées, croyances et préoccupations qui circulent dans un système précis. D'un point de vue politique, son rôle est de produire des représentations servant à orienter l'activité politique et

symbolique des acteurs sociaux (Lamizet, 2011). En effet, elle oriente les activités des citoyens, car elle amène une hiérarchie dans leurs valeurs et provoque ainsi une transformation ou une confirmation dans les comportements des gens (Monière, 1977). Selon Monière (1977, p. 13), elle a quatre fonctions. Elle est anhistorique, car « elle rationalise une vision du monde et la présente comme universelle » ; elle est apologétique, car elle légitime « des structures de classes et la domination d'une classe » ; elle est mystificatrice, car « elle déguise plus ou moins consciemment la nature réelle d'une situation, masque de cette façon les intérêts de classe et cherche à réaliser l'intégration sociale » ; et finalement, elle a une efficience, car elle « mobilise les énergies individuelles et collectives et les oriente vers l'action » (Monière, 1977, p. 13). Bref, l'idéologie influence les différentes prises de décisions, parce qu'elle collabore et contribue à un *savoir de connaissances* et permet ainsi une certaine forme d'éclaircissement sur le monde (Charaudeau, 2005).

Selon plusieurs auteurs, l'idéologie justifie les relations de pouvoir qui régissent une société. Fairclough et Fairclough (2012, paragr. 6) avancent qu'elle contribue à « l'établissement, au maintien et à la reproduction des ordres sociaux et des relations de pouvoir ». Monière explique cela par le fait que l'idéologie est reliée à un groupe économique, politique ou encore ethnique qui est au pouvoir et qui détient des intérêts envers le système d'idées véhiculées (Monière, 1977).

Le pouvoir, selon Charaudeau (2005, p. 156), est « un état de fait qui résulte d'une conquête et s'exerce dans un rapport de domination variable, mais peut rencontrer à tout moment un possible contre-pouvoir ». L'idéologie, quant à elle, est plutôt le système de pensées et les valeurs d'un groupe social (Charaudeau, 2005). Les deux concepts s'influencent dans le cheminement d'une société. Par exemple, l'idéologie peut avoir comme effet de discriminer certaines identités sociales et ainsi, conforter le pouvoir en place dans sa position (Charaudeau, 2005). Ainsi, les membres d'une société se sentent ou non appartenir à un certain groupe de la société, créant un « jeu d'identification et d'exclusion » (Charaudeau, 2005, p. 149). Cela fait en sorte que les valeurs et les représentations véhiculées dans les discours dominants deviennent l'idéologie dominante.

Charaudeau prétend que l'idéologie est un pont entre la signification et le pouvoir en raison de plusieurs facteurs. D'abord, à cause « d'une légitimation qui consiste à rationaliser sa propre légitimité pour se justifier et signifier sa position de domination », ensuite par « une dissimulation puisque cette activité de rationalisation a pour effet de masquer les rapports de domination », puis par « une fragmentation puisque cette dissimulation a pour effet d'opposer les groupes entre eux » et finalement par « une réification enfin, puisque cette rationalisation tend à naturaliser l'histoire comme si elle était atemporelle » (Charaudeau, 2005, p. 149).

Van Dijk, auteur central de notre réflexion sur l'analyse de discours, voit l'idéologie comme « le fondement des représentations sociales partagées par un groupe » (2006, p. 74). Il affirme que les idéologies sont situées entre les structures sociales et les structures de pensée des membres de la communauté. Elles permettent ainsi de transposer les caractéristiques sociales en connaissance et en croyances qui influenceront les représentations sociales des gens dans leurs actions et discours de tous les jours (Van Dijk, 1995). Selon lui, les idéologies contrôlent donc, d'une certaine manière, la façon dont les gens d'une communauté planifient et conçoivent leurs pratiques sociales et leurs discours (Van Dijk, 1995).

D'ailleurs, les idéologies se retrouvent souvent utiles et utilisées lorsqu'il y a conflit, domination et/ou résistance, puisqu'elles sont souvent basées sur la « différenciation entre ce qui fait partie du groupe et ce qui en est exclu, c'est-à-dire typiquement entre *nous* et *eux* » (Van Dijk, 2006, p. 77). À ce sujet, Wodak (2009, paragr. 13) soutient que la « construction discursive de *nous* et d'*eux* est le fondement des perceptions et des discours qui contiennent des préjugés, antisémites et racistes ». Elle ajoute que l'étiquetage des acteurs sociaux perpétue cette différenciation et cette généralisation de l'autre et qu'elle contribue à l'exclusion de certains (Wodak, 2009). La façon dont cela se réalise dans le discours est plus ou moins accentuée selon « les conventions historiques, les niveaux de tolérance publique, le politiquement correct, le contexte et la sphère publique » (Wodak, 2009, paragr. 13). Dans le même esprit, Turbide, Vincent et Laforest (2008) identifient des procédés permettant la construction du groupe (le *ingroup*) ainsi que la création de l'autre (le *outgroup*).

D'après Van Dijk, les idéologies expliquent et définissent, entre autres, les similarités entre les pratiques sociales des membres d'un groupe (1995). Il spécifie qu'il faut tenir compte des particularités de chaque membre de ce groupe, puisque chacun d'entre eux est affilié à plusieurs groupes sociaux. D'ailleurs, les valeurs des différents groupes dont une même personne fait partie peuvent s'avérer contradictoires (Van Dijk, 1995). De plus, cette même personne est également influencée par ses expériences et son parcours personnel, ce qui fait en sorte que les représentations sociales peuvent être perçues de plusieurs façons (Van Dijk, 1995). Bref, une personne peut être influencée par plusieurs idéologies à la fois.

Comme Charaudeau, Van Dijk croit qu'il existe des idéologies dominantes. Cependant, il spécifie que les idéologies ne sont pas limitées aux groupes dominants, mais qu'il en existe aussi chez les groupes oppositionnels ou chez les groupes dominés qu'il nomme *idéologies de résistance et d'opposition* (Van Dijk, 2006). Il souligne que la politique est un lieu hautement idéologique, vu les luttes de pouvoir qui s'y passent.

Selon Van Dijk, le contrôle idéologique des discours ainsi que l'acquisition, le changement et la reproduction des idéologies se développent via le contrôle des modèles mentaux des gens (Van Dijk, 1995). Il ajoute que les idéologies ne sont pas seulement des systèmes de pensée, mais qu'elles sont aussi des cadres spécifiques de la cognition sociale (Van Dijk, 1995). En effet, il croit que les idéologies doivent être analysées également par les chercheurs en psychologie sociale, puisqu'elles sont un « type particulier de système de croyances sociales, stockées dans la mémoire à long terme » (Van Dijk, 2006, p. 75).

Bref, les idéologies servent à la création et à l'interprétation des discours politiques, mais ceux-ci reproduisent aussi les idéologies (Van Dijk, 2006). C'est donc « à travers le discours que les idéologies politiques sont acquises, exprimées, apprises, propagées et contestées » (Van Dijk, 2006, p. 83). Mais, c'est aussi grâce aux discours que les idéologies peuvent être observées (Van Dijk, 2006). Il propose d'ailleurs la notion de « carré idéologique » pour aborder la stratégie de construction et/ou de maintien d'une idéologie. Le carré idéologique se veut une façon d'observer les stratégies générales du discours politique qui consistent

à accentuer *nos* points positifs et *leurs* points négatifs et à atténuer *nos* points négatifs et *leurs* points positifs (Van Dijk, 2006).

2.3 Analyse critique de discours

L'analyse critique de discours, mieux connue sous son acronyme anglais de CDA (*critical discourse analysis*), s'est développée dans les années 1990 et de manière plus institutionnelle après un symposium en 1991 à Amsterdam (Wodak, 2001). Cette rencontre a réuni ceux qui allaient devenir les piliers de la discipline, soit Gunther Kress, Norman Fairclough, Ruth Wodak, Teun A. Van Dijk et Theo Van Leeuwen. Ils ont pu discuter et confronter leurs idées, car la CDA regroupe une variété d'approches et de méthodologies de recherche (Fairclough, 2012). Notre grille d'analyse, présentée dans la section 3.4, a été créée à l'aide des concepts de Van Dijk et de Van Leeuwen.

Kress

Gunther Kress aborde, au début des années 1990, les notions de légitimation du pouvoir, de fabrication du consentement, du rôle de la politique, de l'éducation et des médias ainsi que de la reproduction de la domination entre les groupes. Il affirme que ces sujets se retrouvent aussi dans les discours au quotidien et que c'est à cet endroit qu'il est primordial de les analyser.

Fairclough

Norman Fairclough a une « approche pragmatique orientée sur le problème, où la première étape consiste à identifier et à décrire le problème social à analyser » (Meyer, 2001, p. 28-29). Pour cet auteur, la CDA est nécessaire, puisqu'elle démontre le volet discursif de nombreux changements sociaux et culturels. Il voit d'ailleurs les médias de masse comme un lieu de lutte et de pouvoir, et non un lieu neutre comme ils prétendent l'être, puisqu'ils jouent un rôle de médiateur en choisissant les nouvelles qui feront la manchette (Wodak, 2001). Il s'intéresse particulièrement aux processus de transformations sociales (2012). Fairclough

présente la CDA comme apportant à la fois une critique normative, puisqu'elle ne décrit pas seulement les réalités, mais qu'elle les évalue et une critique explicative dans le sens où en plus de décrire et d'évaluer les réalités, elle tente de les expliquer (Fairclough, 2013).

Wodak

Ruth Wodak soutient qu'une perspective historique est primordiale dans l'analyse de l'utilisation du langage en milieu institutionnel (Wodak, 2001). Le contexte historique est d'ailleurs toujours pris en compte dans ses recherches et ses interprétations. Elle est, dans le lot des chercheurs de la CDA, celle qui est la plus orientée vers le côté linguistique du discours (Meyer, 2001). Elle croit que les relations entre le langage et la société sont si complexes qu'une vision interdisciplinaire est nécessaire (Wodak, 2001). Elle utilise une méthodologie déductive et pragmatique, puisqu'elle développe ses catégories, mais qu'elle fait de nombreux allers-retours entre la théorie et ses données (Meyer, 2001).

Van Dijk

Teun A. Van Dijk travaille depuis la fin des années 1970 sur les textes et les discours en tant que pratiques sociales. Il s'est intéressé au discours raciste afin « d'élucider les stratégies de légitimation et de construction de la domination qui s'inscrivent dans l'abus de pouvoir » (Charaudeau, 2002, p. 10). Il travaille dans l'optique d'élaborer un modèle théorique qui expliquerait les mécanismes cognitifs de traitements du discours, puisque ce sont ceux-ci qui codent les préjugés et les idéologies (Wodak, 2001). Il expose l'intérêt des chercheurs pour la linguistique par l'interdépendance entre le texte et le contexte pour comprendre les significations (Meyer, 2001). Van Dijk étudie donc le discours dans le but d'expliquer la construction du sens à un niveau social.

Van Leeuwen

Theo Van Leeuwen s'intéresse à la façon dont les acteurs sociaux sont représentés dans le discours afin d'observer autrement les liens entre le discours, le pouvoir et l'idéologie (Petitclerc, 2009). Il s'inspire de R. Fowler en travaillant les catégorisations. En effet, il les utilise pour observer la manière dont le locuteur va projeter les différents acteurs sociaux,

selon ses choix langagiers (Petitclerc, 2009). Nous présenterons ses différentes catégorisations dans notre section sur la grille d'analyse.

Selon Wodak (2009), quatre concepts sont indispensables dans toute CDA : les concepts de critique, de pouvoir, d'histoire et d'idéologie.

Critique

Wodak (2009, paragr. 35) estime que « les théories critiques, dont fait partie la CDA, se voient offrir un statut particulier, celui de guides pour l'action humaine. Elles ont pour but d'éclairer par la connaissance et d'apporter leur soutien à une démarche d'émancipation ». La CDA est donc en continuité avec les approches critiques des sciences humaines, notamment avec la philosophie critique de l'École de Frankfort (Adorno, Habermas, Horkheimer), la tradition marxiste critique ou la pensée de Foucault (Petitclerc, 2009). Pour les chercheurs qui travaillent avec la CDA, l'applicabilité des résultats, c'est-à-dire la pertinence sociale de la recherche, est centrale. En cela, la CDA rejoint la démarche générale des chercheurs en communication sociale.

Pouvoir

Étant donné l'importance de l'interdiscours (cf. supra), « les textes sont souvent des lieux de lutte dans la mesure où ils portent les traces de différents discours et de différentes idéologies qui s'affrontent et luttent pour la domination » (Wodak, 2009, paragr. 37). Le pouvoir permet de distinguer les divers acteurs politiques, puisque le pouvoir est quelque chose que l'on a ou que l'on n'a pas (Lamizet, 2011). On peut également observer le pouvoir dans le discours à partir des sphères publiques visées et donc de la possibilité qu'ont les auteurs d'y accéder. C'est particulièrement vrai dans le cas du discours politique. Selon Laforest (2006), le discours est un élément important de la confirmation des structures et des relations de pouvoir parce qu'il conforte certaines représentations et contient la possibilité de les faire progresser.

L'histoire

La prise en compte de l'histoire en analyse critique de discours s'impose parce qu'elle donne accès à la « mémoire collective ou aux histoires transmises au fil des générations » et donc à l'interdiscours (Wodak, 2009, paragr. 29). La CDA conçoit ainsi tous les discours comme étant historiques et donc en tenant compte de leur contexte (Meyer, 2001).

L'idéologie

Pour la CDA, « l'idéologie est vue comme un moyen important d'établir et de maintenir des relations de pouvoir inégales. La CDA s'intéresse particulièrement aux manières dont le langage véhicule l'idéologie dans différentes institutions sociales » (Wodak, 2009, paragr. 34). D'ailleurs, « l'un des objectifs de la CDA est de « démystifier » les discours en décodant les idéologies » (Wodak, 2009, paragr. 35). Depuis Gramsci ([1926 à 1937] 1978), une des façons d'aborder à la fois le pouvoir et l'idéologie, ou le rôle de l'idéologie dans le pouvoir, est d'étudier l'hégémonie culturelle. À noter que l'idéologie est dans ce cas qualifiée de « dominante » (idéologie dominante) en raison du rôle qu'elle joue dans la légitimation de l'abus de pouvoir par les groupes dominants.

En somme, l'analyse critique de discours (CDA) se penche sur les discours dans le but de vérifier s'ils servent à reproduire, à légitimer ou à défier les inégalités, les abus de pouvoir et la domination de certains groupes. Les chercheurs qui la pratiquent « prennent clairement position, et veulent donc comprendre, exposer, et, finalement, résister à l'inégalité sociale » (Van Dijk, 2001, p. 352). Ces chercheurs se concentrent sur les stratégies discursives mises en place par les groupes et les institutions dominantes, parce que comme le mentionne Wodak (2009, paragr. 36-37), « le langage n'est pas puissant en lui-même – il gagne du pouvoir par l'usage que les gens puissants en font ». L'analyse de discours est donc, pour ces auteurs, un outil pour s'émanciper de l'idéologie dominante véhiculée dans une société (Petitclerc, 2009).

2.4 Représentations sociales

Sensible à l'argument de Van Dijk selon lequel il serait souhaitable de mettre à contribution la psychologie sociale pour analyser les idéologies, nous avons choisi de mobiliser le concept de représentation sociale en nous inspirant tout d'abord de Moscovici, puisqu'il a beaucoup réfléchi et contribué aux études sur ce concept.

Moscovici perçoit les représentations comme des idées qui « circulent, se croisent et se cristallisent sans cesse à travers une parole, un geste, une rencontre dans notre univers quotidien » (Moscovici, 1976, p. 39). Selon lui, le système représentationnel présente trois dimensions, soit l'information (l'ensemble des connaissances sur un sujet), l'attitude (sa position – favorable ou défavorable – envers un sujet) et le champ de représentation (l'organisation et la hiérarchisation de ces données) (Moscovici, 1976). Les représentations sont ensuite élaborées via deux processus qui se chevauchent. Le premier est l'objectivation, soit le moment où l'individu garde en mémoire certaines informations plutôt que d'autres en les sortant de leur contexte. Le second processus est l'ancrage, soit le moment où la représentation peut s'intégrer dans le système de valeurs de l'individu et lui donner une valeur fonctionnelle (Moscovici, 1976).

Jodelet (1989, p. 53) va dans le même sens en expliquant que les représentations sociales sont des « formes de connaissances socialement élaborées et partagées, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social ». Elle ajoute qu'observer les représentations sociales c'est comprendre comment « les systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres orientent et organisent les conduites et les communications sociales » (Jodelet, 1989, p. 53). Elle est en accord avec Moscovici qui mentionne que l'on doit analyser les représentations dans leur contexte, c'est-à-dire en tenant compte des autres aspects de la communication comme les rapports sociaux et les éléments affectifs (Jodelet, 1989).

Du point de vue d'Abric (1994, p. 64), la représentation est plutôt « le produit et le processus d'une activité mentale par lesquels un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est

confronté et lui attribue une signification spécifique ». Abric (1994) présente quatre fonctions des représentations sociales. D'abord, elles permettent aux gens de mieux comprendre et d'expliquer leurs actions et réactions dans la réalité (fonction de savoir). Elles orientent ainsi les pratiques sociales des individus et de leurs groupes d'appartenance (fonction d'orientation). Elles ont également une fonction identitaire en définissant ce qui les distingue des autres. Finalement, les représentations permettent à l'individu de justifier certaines actions, car elles sont composées de connaissances qui préconisent ces actions (fonction justificatrice).

Moscovici (dans Jodelet, 1989) affirme qu'il y a des représentations dominantes dans la société et qu'elles cadrent et contraignent les individus dans celles-ci, ce qui n'est pas sans rappeler le concept d'idéologie vu par Van Dijk. Cependant, tout comme les idéologies, elles sont distinctes d'une société à l'autre et d'une époque à l'autre. En effet, comme de nombreux auteurs (Moscovici, Windisch, Grize, Jodelet), nous pensons que les représentations sont en perpétuel mouvement. La compréhension du monde par un individu se modifie chaque jour « au contact de l'expérience et sous l'effet des discours reçus et des discours tenus » (Grize dans Jodelet, 1989, p. 183). De plus, pour continuer dans les rapprochements avec les concepts de Van Dijk, Windisch (dans Jodelet, 1989) estime que lorsqu'il y a opposition, un camp utilise l'image, ou la représentation de l'autre pour la contredire. L'idée s'apparente grandement au carré idéologique de Van Dijk. Selon Palmonari et Zani (Jodelet, 1989, p. 331-332), les représentations sont « présentées par chacun des deux groupes de telle sorte que l'une exclut l'autre ; elles définissent, de façon très explicite, qui appartient au propre groupe et qui en est exclu ». En fait, l'ensemble de ces représentations va former les idéologies, que nous avons abordées un peu plus tôt.

2.5 Légitimation et délégitimation

Le dernier concept que nous allons présenter est la (dé) légitimation. De façon générale, la légitimation est un processus de reconnaissance d'un individu par d'autres (Charaudeau,

2005). Elle justifie ou donne le pouvoir à quelqu'un de dire ou de faire certaines choses au nom d'un statut, d'un savoir ou d'un savoir-faire (Charaudeau, 2005). Elle se distingue de la crédibilité qui, elle, renvoie à la confiance qu'on a envers une personne.

Selon Thompson, la légitimation est une des modalités opératoires de l'idéologie. Se basant sur Weber, il affirme « qu'un système de domination peut être fondé sur une représentation qui le légitime » (Thompson, 1987, p. 13). Les concepts d'idéologie, de domination, de représentation et de légitimité sont reliés : « les rapports de domination sont fondés sur la représentation de leur légitimité » (Thompson, 1987, p. 21). Le discours sert à justifier le pouvoir de ceux qui le possèdent et ainsi de faire accepter au reste de la population de ne pas exercer ce pouvoir.

Charaudeau (2005) estime que la légitimité d'une personne lui donne la possibilité d'exercer du pouvoir. Dormagen et Mouchard (2007, p. 16-17) affirment que « ceux qui exercent du pouvoir disposent souvent de cette double ressource : ils sont à la fois légitimés pour commander et disposent de moyens de coercition ». Charaudeau (2005) souligne que la légitimité dépend des normes institutionnelles en place, puisque celles-ci accordent des statuts à certains acteurs sociaux. Par exemple, les gouvernants sont en place pour édicter et faire appliquer des règlements et des décisions et arbitrer des affrontements entre divers groupes. En d'autres mots, ils « disposent d'une autorité reconnue et légitime, et de moyens efficaces de contrainte » (Dormagen et Mouchard, 2007, p. 22). Étant donné qu'ils sont les seuls détenteurs légitimes de la force, ils sont donc en mesure de faire respecter leurs décisions. Cependant, vu la diversité des acteurs sociaux et les rapports de force qui les lient, le pouvoir ne peut s'exercer qu'à la condition d'avoir une légitimité. Le politicien doit donc jouer un « double rôle de représentant et de garant du bien-être social » (Charaudeau, 2005, p. 60).

Charaudeau (2005) précise qu'il ne faut pas confondre légitimité et autorité. L'autorité implique la soumission de l'autre, et permet à son détenteur de faire faire, faire penser ou faire dire des choses aux autres. Bref, on retrouve l'autorité dans « un processus d'influence

qui donne à la personne détenant l'autorité le droit de soumettre l'autre avec l'acceptation de ce dernier » (Charaudeau, 2005, p. 52-53). Par exemple, le policier est une personne en situation d'autorité : il peut donc soumettre un citoyen ne respectant pas les lois en vigueur, qui n'aura d'autre choix que de l'accepter.

Une stratégie de légitimation fréquente chez les acteurs politiques est l'autolégitimation. Il s'agit de se légitimer et de légitimer son rôle ou sa décision, le tout simultanément. Le Bart (1998) avance que les acteurs politiques ont toujours une pensée pour assurer leurs positions et qu'ils mettent une attention particulière à leur présentation de soi. Toujours selon Le Bart (1998), l'autolégitimation se réalise selon deux axes. Le politicien se légitime en mettant de l'avant une proximité physique, d'intérêt ou de bon sens avec les citoyens (Le Bart, 1998), c'est l'axe de l'intégration. Le politicien se légitime aussi en démontrant sa compétence ou son expérience, c'est l'axe de la distinction. Les deux étapes sont complémentaires et simultanées. L'acteur politique montre donc qu'il est proche des gens tout en illustrant qu'il est différent en mettant de l'avant ses aptitudes et ses habilités (Le Bart, 1998). Le Bart précise que la légitimité de la fonction politique s'essouffle depuis quelques années et que le politicien doit donc également légitimer son métier (Le Bart, 1998). Cette légitimation de la fonction sert à la personne de même ainsi qu'à ceux qui sont du même groupe que celle-ci (Le Bart, 1998).

Van Dijk (1995) nous incite à examiner la nature du pouvoir social, les abus de pouvoir et la façon dont la domination est exprimée dans et par les discours. D'après lui, les politiciens ont le contrôle des discours parlementaires et gouvernementaux et ils exercent une emprise sur les discours les plus importants de la société, ce qui leur confère une domination supplémentaire (Van Dijk, 2005). Ainsi, lorsqu'un problème survient, le gouvernement a la possibilité de ne pas l'inscrire à l'agenda, d'enterrer le problème ou de délégitimer les acteurs l'ayant mis à l'avant-plan (Dormagen et Mouchard, 2007). Or, les prises de position politiques ainsi que l'agenda politique peuvent avoir une influence sur l'opinion publique et les citoyens selon Dormagen et Mouchard. En effet, lorsque les politiciens, par l'entremise des communications gouvernementales et de campagnes publicitaires à grande échelle,

mettent de l'avant certains choix et opinions, cela peut inciter les citoyens à prendre position. Lemieux (2007) affirme que la légitimation est une pratique très courante chez les partis politiques, servant, entre autres, à justifier des actions ou des absences d'actions présentes, passées ou futures. D'un point de vue critique, les communications gouvernementales servent donc à convaincre les citoyens que les décisions et les valeurs du parti politique au pouvoir sont pertinentes et ainsi à les inciter à continuer de voter pour lui plutôt qu'à les informer ou à leur demander leur point de vue sur un sujet (Boulay, 2012).

La légitimation est un corolaire d'une délégitimation réussie, elles vont souvent de pair (Weissbrod, 1981). En effet, selon Weissbrod (1981), les idéologies qui ont servi à délégitimer certains acteurs doivent servir à légitimer ceux qui les ont utilisées. La délégitimation est une stratégie de disqualification, une stigmatisation de l'autre (Charaudeau, 2005). Charaudeau (2005) présente le discours politique comme une mise en scène dans lequel il y a un *méchant* ou un *mal* et que le héros doit le battre. Ainsi, le politicien voulant faire adhérer les citoyens à ses idées insiste sur le côté sombre de l'adversaire ou sur le désordre social qu'une décision pourrait entraîner et se crée ainsi une image de héros prêt à sauver les citoyens de la menace qui les guette.

Van Leeuwen (2008) utilise quatre catégories pour analyser la légitimation dans les discours. La première est la légitimation par l'autorité, c'est-à-dire par la coutume, la tradition ou encore par la loi. La deuxième est l'évaluation morale, où les systèmes de valeurs sont primordiaux, comme chez les groupes religieux. La troisième catégorie est la rationalisation, soit la légitimation reposant sur les objectifs et pratiques de l'action sociale institutionnalisée ainsi que sur les savoirs mis en place par la société pour leur conférer une validité cognitive. En clair, il s'agit d'utiliser un argumentaire de rationalité (par exemple, l'appui de preuves scientifiques) pour légitimer un propos ou une action. Finalement, la dernière catégorie est la mythopoièse (*mythopoesis*) soit la légitimation et ses dérivés (la délégitimation et la critique) réalisés au moyen de récits ou d'histoires. Il s'agit d'utiliser par exemple des contes pour montrer que tel geste est légitime contrairement à un autre geste.

En conclusion, Van Leeuwen (2008) présente la légitimation comme une réponse aux questionnements sur les fondements de certaines représentations de pratiques sociales et sur les processus qui participent à leur construction, puisque celles-ci sont changeantes selon le contexte. Les discours sont donc une représentation des pratiques sociales qu'ils expliquent en les légitimant (ou en les délégitimant). Les manières de légitimer ou de délégitimer sont également déterminées selon les rapports de force.

Chapitre 3

Méthodologie

Dans ce chapitre, nous allons présenter la façon dont nous avons répondu à nos questionnements sur la représentation des acteurs dans le discours gouvernemental. D'abord, nous avons choisi d'utiliser la recherche qualitative, car elle permet « de comprendre des processus, dans des situations uniques et/ou fortement contextualisées » (Giordano, 2003, p. 16). L'approche qualitative sert à avoir une meilleure compréhension d'une situation et/ou de s'intéresser à des contextes où les relations ne sont pas claires (Mongeau, 2008). Dans le cas qui nous intéresse, l'analyse qualitative nous a permis de comprendre la façon dont les acteurs sociaux ont été représentés dans un contexte précis, soit la crise de 2012, dans le but de savoir si certains sont légitimés et si d'autres sont délégitimés. Nous aborderons le choix de l'analyse de discours dans la perspective de l'analyse critique de discours, la stratégie de recherche, le corpus, les indicateurs de notre grille d'analyse et enfin, les limites de la recherche.

3.1 L'analyse de discours

Dès le 17^e siècle, on analyse les parties du discours (Rey, 2005), mais ce n'est que beaucoup plus tard, en 1952, que l'expression « analyse de discours » sera utilisée pour la première fois par le linguiste Z. S. Harris (Maingueneau dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). Harris voyait le discours comme une unité linguistique composée d'une succession de phrases (Maingueneau dans Charaudeau et Maingueneau, 2002) et l'analyse de discours, comme une façon de récupérer de l'information en observant la structure d'un texte ou les éléments qui le composent (Mazière, 2005). En 1969, l'article du linguiste est traduit en français dans la revue *Langages* (Barry, 2002). L'expression « analyse de discours » se propagera dans les années 1960, au moment où se mettra en place l'actuel champ de l'analyse de discours comprenant l'ethnographie de la communication, l'analyse conversationnelle, l'École française, les courants pragmatiques, les théories de l'énonciation et de la linguistique textuelle, l'approche foucauldienne du discours (histoire des idées via les dispositifs énonciatifs) ainsi que celle de Bakhtine (Maingueneau dans Charaudeau et Maingueneau, 2002).

3.1.1 Choix de l'analyse de discours

Avant de préciser notre stratégie de recherche, il convient de revenir sur l'analyse de discours afin d'en souligner ce qui la distingue de l'analyse de contenu. On verra qu'autrefois très contrastés, les deux types d'analyses se sont rapprochés au fil du temps. À noter cependant qu'à la différence de l'analyse de contenu, l'analyse de discours comporte en soi une dimension conceptuelle forte, une conception du discours, et ne se limite donc pas à une série de techniques⁹.

L'analyse de contenu est une technique de recherche née au début du XXe siècle aux États-Unis avec les recherches empiriques sur la communication et ses effets et sur les médias (Bonnafous dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). Cependant, la standardisation des règles de cette technique arrive vers le milieu du siècle avec les apports de Berelson, Lasswell et Lazarsfeld (Bonnafous dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). L'analyse de contenu a deux opérations fortes, soit la précatégorisation thématique des données textuelles qui vient après une préanalyse et le traitement quantitatif de ces données qui est suivi de l'interprétation des résultats (Bonnafous dans Charaudeau et Maingueneau, 2002 et Robert et Bouillaguet, 1997). Sabourin définit l'analyse de contenu comme « un ensemble de démarches méthodologiques recourant à des méthodes et des techniques utilisées en vue d'interpréter des documents dans le but de connaître la vie sociale » (Sabourin dans Gauthier, 2006, p. 416). En somme, l'analyse de contenu sert à faire l'inspection méthodique, systématique et objective du contenu de textes afin de classer et d'interpréter les éléments forts qu'ils contiennent (Robert et Bouillaguet, 1997).

L'analyse de discours, de son côté, s'est créée en partie pour s'opposer à l'analyse de contenu et fut donc très souvent critique envers cette technique (Bonnafous dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). Les chercheurs prônant l'analyse de discours blâmaient l'analyse de contenu sur « la neutralisation des différences entre signifiants et l'absence de prise en

⁹ « Contrairement à l'analyse de contenu qui présuppose soit que le sens est dans un rapport bi-univoque avec le mot, soit qu'il se trouve dans un au-delà du discours, l'analyse du discours pose comme hypothèse générale que le sens est la conséquence d'un travail discursif. Il faut donc rechercher dans le discours lui-même, appréhendé comme processus complexe, l'origine du sens. » Bourque et Duchastel (1998), En ligne

compte de la structuration des textes » ainsi que sur « les *a priori* implicites de la catégorisation des données textuelles » (Bonnafois dans Charaudeau et Maingueneau, 2002, p. 40).

Mazière souligne certains critères précis que toute analyse de discours doit avoir et qui la distinguent de l'analyse de contenu. Le premier est qu'elle voit « la langue en tant qu'objet construit du linguiste, et des langues particulières en tant que situées dans un espace-temps » (2005, p. 5). Cette technique prend en compte la grammaire, la syntaxe et le vocabulaire de la langue utilisée et « prend en compte des productions datées, à partir d'un héritage philologique, celui qui décrit les appariements répétables et modulables qui font de tout énoncé un ensemble sémantique singulier » (Mazière, 2005, p. 5). De plus, l'analyse de discours « configure les énoncés à analyser en corpus construits, souvent hétérogènes selon un savoir assumé, linguistique, historique, politique et philosophique » (Mazière, 2005, p. 5). Finalement, toute analyse de discours « propose des interprétations qu'elle construit en tenant compte des données de langue(s) et d'histoire, en prenant compte les capacités linguistiques réflexives des sujets parlants, mais aussi en refusant de poser à la source de l'énoncé un sujet énonciateur individuel qui serait "maître chez lui" » (Mazière, 2005, p. 5). En somme, l'analyse de discours permet une compréhension plus globale par une plus grande prise en compte du contexte. De plus, rappelons que l'analyse de discours implique une conception forte du discours en plus d'inclure un ensemble de techniques diversifiées pour en faire l'étude¹⁰.

Les deux types d'analyse, soit de contenu et de discours, ont connu une évolution dans les années 1980-1990. La première s'est ouverte à autre chose que l'analyse catégorielle et la seconde s'est diversifiée au niveau de ses approches linguistiques (Bonnafois dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). Ces évolutions ont atténué les différences entre les deux techniques et elles sont maintenant parfois combinées dans de mêmes études (Bonnafois dans Charaudeau et Maingueneau, 2002).

¹⁰ À propos du champ de l'analyse de discours et des différentes significations accordées au terme « analyse », voir Maingueneau (2012).

3.2 Stratégie de recherche

Dans cette rubrique, nous présenterons la stratégie de la recherche en décrivant la méthode retenue pour effectuer l'analyse. Nous développerons ainsi notre objet de recherche, soit l'analyse de discours du gouvernement du Québec lors du mouvement social de 2012, tout en expliquant notre démarche épistémologique.

Nous nous intéressons donc aux stratégies de légitimation et de délégitimation en observant la façon dont les acteurs sociaux sont représentés dans le discours officiel du gouvernement libéral lors de la crise sociale de 2012 au Québec. Ces stratégies sont principalement mises en place dans le but de reproduire l'idéologie en faveur des dominants dans le maintien des relations de pouvoir (Van Dijk, 2001). L'analyse de discours, avec une approche qualitative, a l'avantage d'être plus globale, puisqu'elle contextualise chacun des discours dans les préoccupations sociales des moments précis où ils ont été émis (Bonardi et Roussiau, 2014).

Nous aborderons notre objet de recherche sous l'angle de l'analyse critique de discours. Cette dernière a pour objectif de décoder les idéologies présentes dans les discours afin de mieux les comprendre (Wodak, 2009). L'analyse critique de discours voit le langage comme une pratique sociale et s'intéresse fondamentalement « à l'analyse des relations structurelles de domination, de discrimination, de pouvoir et de contrôle, telles qu'elles se manifestent dans le langage, qu'elles soient transparentes ou opaques » (Wodak, 2009, paragr. 31). Elle vise donc à étudier les formes de pouvoir qui traversent les discours, dans le but de les transformer et de les faire évoluer (Maingueneau dans Charaudeau et Maingueneau, 2002). Van Dijk (2001) précise que les analystes critiques de discours prennent clairement position et veulent comprendre, exposer et finalement résister à l'inégalité sociale. Bref, nous aurons un regard critique sur notre objet de recherche.

3.3 Choix du corpus

Comme le mentionne Beacco (dans Charaudeau et Maingueneau, 2002), l'objet de recherche et le corpus sont interdépendants. En effet, l'angle d'un objet de recherche va souvent dépendre du terrain choisi au préalable. C'est précisément le cas dans notre recherche. C'est d'abord le discours du gouvernement durant la crise de 2012 qui nous a intéressée et nous a amenée à nous poser diverses questions sur les manières dont ce discours avait été construit.

Nous avons donc constitué un corpus à partir des communiqués de presse publiés par le gouvernement du Québec durant la crise sociale entre février 2012 et septembre 2012. Nous avons décidé de retenir cette période puisqu'il s'agit du moment où les premiers établissements scolaires ont voté en faveur de la grève jusqu'au moment où la hausse des frais de scolarité a été annulée. Cependant, aucun communiqué n'a été publié sur le sujet par le gouvernement au mois de février 2012 ainsi qu'au mois de septembre 2012.

Nous avons cherché sur Internet tous les communiqués de presse publiés par le gouvernement¹¹ abordant le sujet de la crise sociale durant les mois qui nous intéressent. Il en est résulté un total de 22 communiqués différents ainsi qu'une lettre ouverte publiée parmi les communiqués du Ministère des Finances. Ils proviennent du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (17), du Ministère de la Sécurité publique (1), du Ministère des Finances (3) et du bureau du premier ministre (5). Parmi ces communiqués, certains ont été publiés par plus d'un ministère. Ils étaient disponibles sur les sites Internet de chacun des ministères en question. Nous avons choisi d'étudier également la lettre ouverte, car elle se trouvait dans le même onglet du site Internet du Ministère des Finances et de ce fait, les médias et la population, cherchant les communiqués de ce ministère, pouvaient trouver également cette lettre du ministre Bachand.

Les communiqués de presse sont publiés dans la sphère publique, « lieu d'un intense conflit de définition entre acteurs cherchant à légitimer leur point de vue et à contester ou à disqualifier celui d'autres acteurs, afin d'agir sur les opinions privées et publiques, les normes

¹¹ Nous appellerons dorénavant *locuteur* les personnes ayant rédigé les communiqués pour le gouvernement.

collectives, l'orientation des politiques publiques et le droit » (Macé, 2006, p. 93). L'espace public donne ainsi lieu à une mise en scène médiatique des événements politiques où les différents acteurs sociaux, dont le gouvernement, usent d'un ensemble de stratégies dans le but de garder un avantage dans leurs relations de pouvoir (Millette, 2013). Ces stratégies visent, entre autres, à légitimer les actions de certains acteurs et à en délégitimer d'autres. Millette (2013) aborde le pouvoir dans la même vision que la CDA en disant que les acteurs sociaux ne sont pas égaux et que ceux qui ont le pouvoir bénéficient d'une avance sur les autres.

La sphère publique est donc un espace où chacun des acteurs sociaux tente de promouvoir son message auprès des autres acteurs. En nous penchant sur les communiqués de presse du gouvernement, moyen traditionnel de communication, nous nous intéressons au message officiel que celui-ci veut propager. La diffusion de ces discours sert à rendre les idées du gouvernement accessibles au plus grand nombre de personnes via les médias. En effet, les communiqués gouvernementaux sont « souvent repris par les médias directement ou indirectement » (Herman, 2009, p. 1). Un communiqué est donc une façon plutôt simple et efficace de répondre et/ou d'envoyer des informations à la population. En effet, selon Maisonneuve, Lamarche et St-Amand (2009), le communiqué est le principal moyen de rendre une information publique. Aussi, dans un communiqué de presse, le ministre ou le gouvernement n'a pas à répondre tout de suite aux questions des journalistes comme dans le cas d'un point de presse. Le communiqué permet donc une pensée plus réfléchie et plus contrôlée que les propos relativement improvisés tenus devant un public professionnel de journalistes cherchant à en savoir davantage sur un sujet. Il est donc intéressant d'analyser la représentation des acteurs sociaux dans les communications gouvernementales écrites lors d'un mouvement social d'importance au Québec.

3.4 Indicateurs (grille d'analyse)

Dans les pages qui suivent, nous présentons la grille que nous avons constituée pour notre analyse en expliquant les choix qui ont mené à sa construction. Elle comporte trois rubriques, la structure contextuelle, la structure propositionnelle et la représentation des acteurs sociaux.

Tableau 1 : Grille d'analyse

Titre			
Structure contextuelle			
Date de la publication			
Type de discours			
Contexte			
Locuteur			
Structure propositionnelle			
Acteurs sociaux	Grandes catégories d'acteurs sociaux impliqués dans la crise	Façon dont ils sont nommés dans le communiqué	Nombre d'occurrences
	Associations étudiantes	▪	
	Étudiants	▪	
	Gouvernement	▪	
	Population	▪	
	Acteurs résiduels	▪	
Représentation des acteurs sociaux dans le texte			
Inclusion			
Acteurs sociaux	Catégories de représentations	Oui	Non
	Actif		
	Passif		
	Bénéficiaire		
	Détrimentaire		
	Circonstancialisation		
	Possessivation		
	Personnalisation		
	Détermination		
	Association		
	Dissociation		
	Différenciation		
	Indifférenciation		
	Catégorisation		
	Fonctionnalisation		
	Identification		
	Classification		
	Relationnelle		
	Physique		
	Estimation		
	Nomination		
	Formalisation		
	Informalisation		
	Détermination simple		
	Surdétermination		
	Indétermination		
	Généricisation		
	Spécification		
	Individualisation		
	Assimilation		
	Collectivisation		
	Agrégation		
	Dépersonnalisation		
	Abstraction		
Objectivation			

Exclusion		
Acteurs sociaux	Catégories de représentations	Justifications

La structure contextuelle

Selon Wodak (2009, paragr. 27), « la première étape de l'analyse consiste à aborder le contexte du discours ». Pour cette raison, nous trouvons important de prendre en compte le moment où le communiqué a été écrit et de comprendre les événements et le contexte dans lequel il a été publié, puisque la représentation sociale est interdépendante du contexte (Koller, 2009). Ainsi, pour rester dans la vision de la CDA, nous avons choisi d'incorporer à notre grille une mise en contexte pour chacun des textes de notre corpus, mise en contexte que nous avons appelée *structure contextuelle* pour garder les termes de Van Dijk. Ce dernier insiste sur l'importance de contextualiser le discours en vérifiant « qui parle, quand, où, à ou avec qui, c'est-à-dire aux aspects spécifiques de la situation politique » (2006, p. 83). Charaudeau abonde dans le même sens en expliquant qu'il faut décrire en premier lieu le contexte de la situation de communication avant d'aborder les stratégies discursives mises en œuvre dans le discours (2005). Ajoutons que d'un point de vue critique, « les relations entre le producteur du texte et le récepteur sont souvent caractérisées par la distribution inégale du pouvoir » (Koller, 2009, paragr. 5) et que le but d'une analyse de discours est donc de démontrer les relations de pouvoir qui y sont véhiculées. Cette partie présentera donc la date de la publication, le type de texte, le contexte et le locuteur (la personne qui a écrit le texte). Il n'a pas été nécessaire de préciser à qui le message s'adressait du fait qu'il s'agissait toujours de communiqués de presse (et d'une lettre ouverte à une occasion) et qu'ils s'adressaient donc aux médias, qui en rendaient compte à un plus large public, comme nous l'avons déjà souligné au moment de présenter notre terrain (section 3.3). Mentionnons tout de même que les communiqués émis par le gouvernement sont disponibles sur les sites Internet des ministères (sous l'onglet *salle de presse*) et donc, qu'ils sont effectivement destinés aux médias, mais également accessibles au grand public.

La structure propositionnelle

Pour cette partie, nous avons noté les grandes catégories d'acteurs sociaux impliqués dans la crise sociale (les associations étudiantes, les étudiants, le gouvernement, la population) en prévoyant une catégorie indéterminée (*acteurs résiduels*), puis nous avons résumé leurs différentes appellations dans le texte. Par exemple, les associations étudiantes peuvent être représentées par leurs leaders ou porte-paroles, par le nom des associations, etc. Nous avons également relevé le nombre d'occurrences de chacune de ces catégories d'acteurs. Van Leeuwen (2008) affirme qu'il est important de faire la liste des différentes façons dont les acteurs sociaux, sous un dénominateur commun, sont représentés afin d'avoir une vue d'ensemble sur ces appellations. Soulignons que la liste exhaustive de toutes les appellations pour chacun des acteurs est disponible en ordre chronologique dans l'annexe 2.

Les représentations des acteurs sociaux

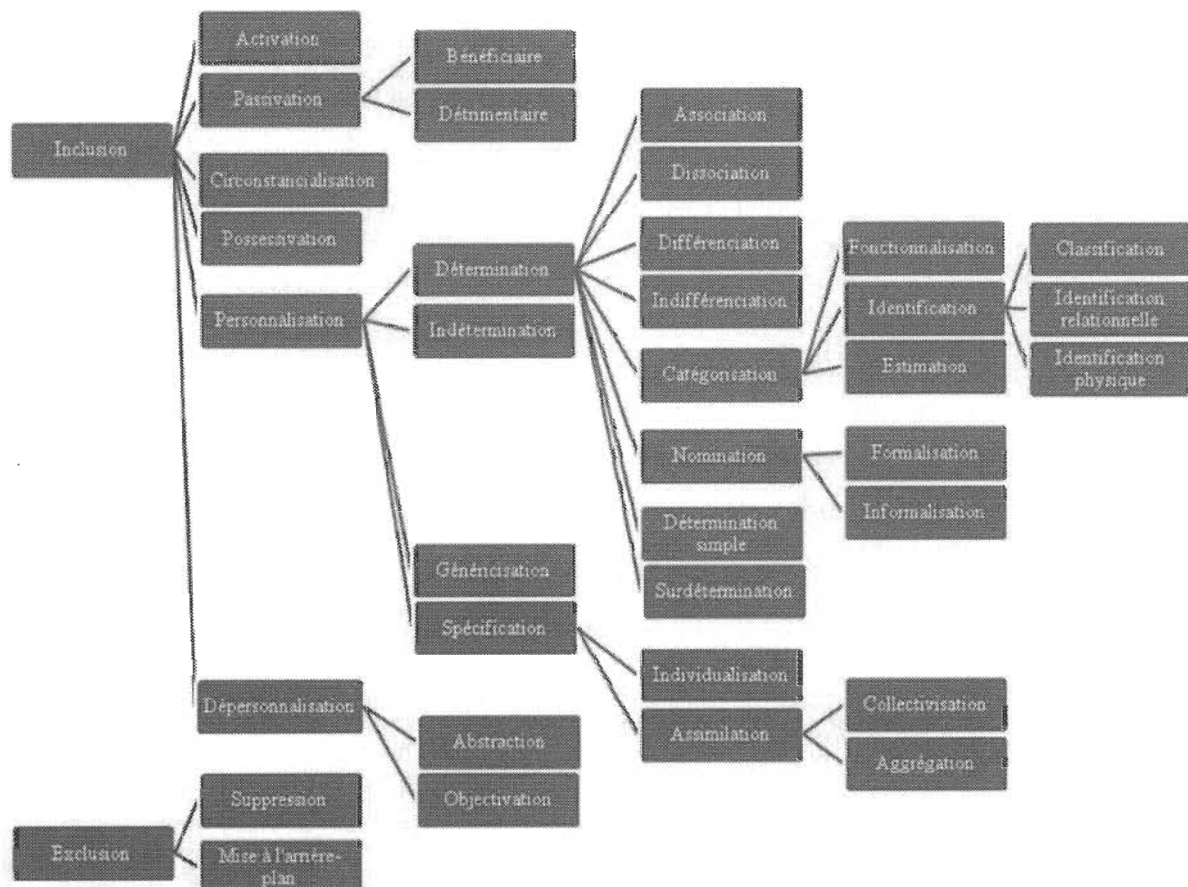
Par la suite, nous avons analysé les représentations des acteurs sociaux selon Van Leeuwen (2008) en dressant d'abord la liste des acteurs inclus dans le texte, et ce, de manière chronologique. Le locuteur inclut certains acteurs sociaux (les représente) selon ses intérêts et selon le public auquel il s'adresse (Van Leeuwen, 2008). Étant donné le détail des catégories retenues par Van Leeuwen, nous avons choisi de ne présenter qu'un schéma dans le corps du texte et de mettre la définition des catégories dans l'annexe 3. Comme le fait Van Leeuwen, nous voulions également étudier l'exclusion des acteurs sociaux, car nous croyons que les acteurs qui ne sont pas mentionnés dans les communiqués sont aussi importants que ceux qui y sont présents. Nous avons donc également pris soin d'intégrer une catégorie *exclusion* à la grille. En effet, cette catégorie est significative, car le locuteur peut inclure et exclure certains acteurs sociaux « en fonction de ses intérêts et de ses buts en lien avec le lectorat » (Van Leeuwen, 2009, paragr. 10).

Nous avons analysé toutes les catégorisations pour chacun des textes dans la grille présentée plus tôt, et ce, systématiquement. Nous avons mis en annexe (5) la grille documentée d'un communiqué (celui du 5 mai). Par la suite, nous avons compilé tous les résultats dans une

grille globale (que l'on retrouve en annexe 6) afin de nous assurer de ne pas passer à côté d'un résultat intéressant. Cette grille globale nous a permis de faire ressortir des dates charnières dans les textes analysés. Ensuite, nous avons choisi de présenter plus spécifiquement certaines catégories, les plus pertinentes, que nous avons choisies en observant la grille globale, les textes analysés et le contexte des communiqués.

En résumé, en suivant les catégorisations de Van Leeuwen, nous avons fait la liste des manières dont les acteurs sociaux sont représentés afin de vérifier si l'on voit une stratégie émerger chez le locuteur, celle « d'établir deux grands groupes : celui dont il fait partie (l'endogroupe) et celui qu'il stigmatise, les autres (l'exogroupe) » (Petitclerc, 2009, paragr. 25).

Tableau 2 : Schéma des catégories de représentations de Van Leeuwen



Notons que les catégories de Van Leeuwen ne sont pas aussi mutuellement exclusives que le suggère le schéma. Comme l'explique bien Van Leeuwen lui-même, le schéma doit être appliqué avec flexibilité. Pour chaque niveau du schéma, on doit choisir la catégorie qui convient le plus selon la représentation de l'acteur en question, mais il se peut que plusieurs choix soient possibles simultanément (Van Leeuwen, 2008). Il convient alors d'étayer et de nuancer tout à la fois l'interprétation qu'on peut en tirer. Précisons que pour nous assurer d'utiliser les bons termes pour les catégories de Van Leeuwen, nous avons utilisé la traduction d'Adèle Petitclerc (2009). Cependant, le choix des termes employés dans la traduction est quelquefois discutable, puisque certains sont des anglicismes et que d'autres n'existent tout simplement pas. Petitclerc écrit d'ailleurs, dans une note de bas de page, qu'il s'agit d'un « choix de traduction » et que cela « ne passe pas toujours très bien en français dans une traduction littérale », mais qu'elle a fait « le choix de trouver une traduction aussi correcte que possible pour ces néologismes » (Petitclerc, 2009, p. 35). Finalement, mentionnons que Van Leeuwen présente certaines catégories comme des procès¹², et d'autres comme des procédés¹³. En toute logique, les procédés devraient être des outils au service des procès, mais ce n'est pas toujours le cas. En définitive, nous les avons perçues comme des procédés mobilisés par le locuteur afin de mettre en place sa stratégie.

3.5 Les limites de la recherche

La première limite de notre recherche est l'homogénéité de notre corpus. Van Leeuwen encourage en effet les corpus variés du point de vue des genres de textes (2008). Dans le cadre d'un mémoire de maîtrise, nous avons jugé qu'il était plus réaliste de nous concentrer sur un type de textes, à savoir les communiqués de presse. Nous avons donc étudié les

¹² Procès de Van Leeuwen : exclusion, généricisation, spécification, assimilation, association et dissocation, indétermination et différenciation, nomination et catégorisation, fonctionnalisation et identification, personnalisation et dépersonnalisation et surdétermination.

¹³ Procédés de Van Leeuwen : actif, passif, bénéficiaire, détrimentaire, circonstancialisation, possessivation, détermination, indifférenciation, classification, identification relationnelle, identification physique, estimation, formalisation, informalisation, détermination simple, individualisation, collectivisation, agrégation, abstraction, objectivation, suppression et mise à l'arrière-plan.

communiqués émis par le gouvernement libéral de 2012 ayant pour thème la crise sociale en lien avec la hausse des droits de scolarité, et ce, entre février et septembre 2012. Nous aurions pu inclure dans notre corpus d'autres sources d'information provenant du gouvernement, comme les points de presse, mais nous avons fait le choix d'utiliser seulement ce genre de textes durant cette période précise. À défaut de pouvoir comparer les représentations selon différents formats, nous sommes au moins assurée de ne pas surévaluer des résultats qui relèveraient par exemple de différences liées aux lois du genre.

La deuxième limite est la subjectivité du chercheur dans l'analyse. En effet, chaque chercheur a ses propres représentations et c'est avec celles-ci qu'il peut comprendre et interpréter les représentations véhiculées dans les discours (Grize dans Jodelet, 1989). Ainsi, il nous faut mentionner que nous nous sommes d'abord intéressée au discours gouvernemental lorsque nous militions nous-mêmes contre la hausse des frais de scolarité en 2012. Nous avons pris des précautions méthodologiques en mettant beaucoup d'efforts à la construction de notre grille pour avoir un recul vis-à-vis de notre objet de recherche, mais nous ne pouvons garantir un détachement complet de nos représentations initiales.

Enfin, mentionnons que les analyses de Van Leeuwen ont porté sur le discours en langue anglaise (English discourse) alors que notre corpus est constitué de textes rédigés en français.

Chapitre 4

Résultats

Ce chapitre présentera d'abord le portrait des acteurs sociaux majeurs durant la crise de 2012, soit les associations étudiantes et le gouvernement. Dans un deuxième temps, nous présenterons les principales représentations des acteurs sociaux dans les textes analysés selon les cinq catégories d'acteurs (les étudiants, les associations étudiantes, la population, le gouvernement ainsi que les acteurs résiduels).

4.1 Portrait des acteurs sociaux

Dans cette section, nous tracerons le portrait des deux acteurs sociaux majeurs de la crise sociale de 2012 au Québec, soit les associations étudiantes et le gouvernement libéral en place.

4.1.1 Les associations étudiantes

Quatre associations étudiantes ont milité contre la hausse des frais de scolarité. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)¹⁴ représentait et défendait les étudiants provenant du secteur collégial (Simard, 2013). Durant la période qui nous intéresse, elle était présidée par Léo Bureau-Blouin jusqu'au 1^{er} juin 2012, puis par Éliane Laberge. Elle réunissait 80 000 étudiants provenant de 21 associations différentes (Bonenfant, Glinioer et Lapointe, 2013). La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)¹⁵, créée pour représenter les étudiants universitaires et défendre leurs intérêts et leurs droits (Simard, 2013), était présidée en 2012 par Martine Desjardins et représentait 125 000 étudiants provenant de 15 associations. La CLASSE, la coalition large de l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante), créée en 2001, prônait la gratuité scolaire et un soutien financier aux étudiants (Simard, 2013). Cette organisation comprenait, à son apogée, 100 000 membres, et avait deux co-porte-paroles, Gabriel Nadeau-Dubois (qui démissionna le 9 août 2012) et Jeanne Reynolds.

¹⁴ Nommée FAECQ de 1982 à 1990

¹⁵ Nommée FEEQ de 1989 à 1991

Une troisième co-porte-parole, Camille Robert, s'ajouta le 3 juin 2012. Finalement, il y avait la Table de concertation étudiante (TaCEQ), créée en 2009 par quelques associations étudiantes universitaires pour s'opposer à ce qu'elles estimaient être une centralisation excessive au sein de la FEUQ (Simard, 2013) et qui était représentée par son secrétaire général, Paul-Émile Auger. La TaCEQ fut moins active que les autres associations, mais elle représentait tout de même 65 000 étudiants, provenant de quatre associations (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013).

Avant le début du mouvement étudiant de 2012, la FECQ et la FEUQ étaient plus prédisposées que les deux autres associations à la concertation avec les autres acteurs sociaux, dont le gouvernement. En effet, avant 2012, ce sont elles qui jouaient le rôle d'intermédiaire auprès du gouvernement et des médias lorsqu'il était question de conditions étudiantes. Selon Bhéreur-Lagounaris, Boudreau, Carlier, Labrie et Ribeiro (2015), l'ASSÉ utilisait davantage le répertoire d'actions collectives (manifestations, réunions publiques, etc.) pour faire entendre son message. Cependant, lors du mouvement de 2012, les trois principales associations mobilisées contre la hausse (FECQ, FEUQ et CLASSE) ont travaillé de concert afin de créer une unité et de s'opposer au gouvernement. Dès le début du conflit, une coupure des liens fonctionnels entre le gouvernement et les associations s'est créée et a perduré durant plusieurs semaines (Dufour et Savoie, 2014). En effet, le gouvernement n'a pas répondu aux appels des associations étudiantes lancés dès le début des mandats de grève générale illimitée en février jusqu'à la mi-avril (Dufour et Savoie, 2014).

4.1.2 Le gouvernement libéral du Québec

En régime démocratique, le gouvernement se doit de considérer la communication comme un élément essentiel, puisqu'elle permet, selon Gingras (2003, p. 3) « le maintien de la cohésion sociale, l'organisation de lieux de débats citoyens, la recherche voire la fabrication du consentement et la lutte pour l'obtention et le maintien du pouvoir ». Dans le cas d'un gouvernement démocratique légitime, comme au Québec en 2012, il travaille dans un modèle

délibératif de communication (Montpetit dans Pétry, Bélanger et Imbeau, 2006). Des discussions sont donc au cœur de l'action politique qui, elle, évolue selon les idées et les opinions qui ressortent de ces débats. D'après Monpetit (Montpetit dans Pétry, Bélanger et Imbeau, 2006), les citoyens savent que le gouvernement ne peut convaincre et/ou satisfaire tout le monde et ils l'autorisent à suivre cette façon de faire si celui-ci met en branle des politiques acceptables par une majorité d'acteurs. De ce fait, le gouvernement, malgré qu'il soit influencé par des orientations idéologiques et partisans, doit favoriser le bien commun ou du moins avoir l'apparence de le faire pour bénéficier du consentement du public (Labbé et Monière, 2008). En d'autres mots, le gouvernement a besoin d'un appui populaire pour continuer à diriger le pays ou la province.

Ainsi, nous revenons à notre argumentaire sur le discours politique (chapitre 2, section 1) où nous exprimions que celui-ci cherche toujours à convaincre les citoyens que les décisions prises par le gouvernement sont les bonnes (Labbé et Monière, 2008). En effet, lorsqu'un acteur politique « prononce un discours, il ne choisit pas ses mots au hasard, car ses choix sont contraints ou encadrés par une série de paramètres qui dépendent de la situation d'énonciation et tout particulièrement de la fonction persuasive du discours politique » (Labbé et Monière, 2008, p. 18). De surcroît, le gouvernement doit, lorsqu'il émet un discours, tenir compte du fait qu'il souhaite élargir son soutien en plus de garder ses bases les plus fidèles.

Les discours d'un premier ministre, en raison de sa fonction, « sont révélateurs des orientations du gouvernement » (Labbé et Monière, 2008, p. 12). Dans le cas qui nous intéresse, le premier ministre en poste était Jean Charest. Il avait été élu premier ministre du Québec en 2003 dans un gouvernement libéral et le resta jusqu'en septembre 2012¹⁶. Mentionnons que Jean Charest a commencé sa carrière politique au fédéral au sein du Parti progressiste-conservateur de 1984 à 1998, pour ensuite se diriger en politique provinciale en devenant le chef du Parti libéral du Québec de 1998 à 2012 (Assnat, 2014).

¹⁶ Élu en avril 2003 (gouvernement majoritaire) ; réélu en mars 2007 (gouvernement minoritaire) ; réélu en décembre 2008 (majoritaire avec une courte majorité) et défait en septembre 2012 (battu dans son comté par le péquiste Serge Cardin et par un gouvernement minoritaire péquiste).

Une analyse lexicale des discours des premiers ministres du Québec, dont celui de Jean Charest pendant son premier mandat, a été produite par Labbé et Monière (2008). Leurs conclusions au sujet de Jean Charest sont qu'il tient un discours « plus tourné vers le constat, la conservation du pouvoir, que vers l'action, mais qui est assez fortement situé dans le temps et dans l'espace géographique et social (notamment grâce aux chiffres, aux dates et aux noms propres) » (Labbé et Monière, 2008, p. 197). Ils mentionnent que le premier ministre Charest utilise beaucoup le terme « État », mais dans un autre sens (moins positif) que les autres politiciens en général, critiquant et remettant en cause le « modèle de l'État québécois ». Le premier ministre Charest vise alors une réingénierie de l'État dans le but de réduire ses dépenses et de réduire sa taille (Labbé et Monière, 2008). On peut le voir dans cet exemple tiré d'une allocution de Jean Charest prononcée le 2 juillet 2003 :

« J'ai aussi annoncé l'enclenchement de six grands travaux qui constitueront le cœur de la réingénierie de l'État québécois :

- Révision des structures de l'État et des programmes gouvernementaux ;
- Revue des modes d'intervention de l'État dans l'économie ;
- Réorganisation des services de santé ;
- Examen des perspectives de décentralisation et de déconcentration ;
- Recentrage du réseau de l'éducation sur l'élève et l'étudiant ;
- Simplification et allègement du fardeau fiscal. » (Gouvernement du Québec, 2003).

Labbé et Monière soulignent sa « vision conservatrice ou néolibérale du rôle de l'État et de son rapport à la société » (2008, p. 203).

L'abondance des chiffres dans les discours de Jean Charest est aussi ressortie des recherches de Labbé et Monière, les chiffres ayant une fonction de symbole afin de frapper l'imaginaire des citoyens. En ce sens, les auteurs mentionnent que l'utilisation des chiffres peut aider à l'image de l'acteur politique en « jouant la carte de la compétence, de l'expertise [...] pour montrer qu'il maîtrise les dossiers les plus complexes » (Labbé et Monière, 2008, p. 197).

Selon Montpetit (dans Pétry, Bélanger et Imbeau, 2006, p. 152), « le refus de la délibération est apparent dans la démarche de réingénierie que privilégie le gouvernement Charest ». Il mentionne que ce gouvernement a plutôt choisi la confrontation et qu'il a préféré s'associer à

des firmes privées pour réfléchir au rôle et à la restructuration de l'État. Il indique qu'à cette époque (celle du premier mandat), le gouvernement Charest avait délégitimé les opposants au projet et avait incité ses ministres à répondre avec des formules toutes faites (Montpetit dans Pétry, Bélanger et Imbeau, 2006).

Les communiqués qui constituent notre corpus proviennent du bureau du premier ministre Jean Charest, mais également de certains ministères. D'abord, il y a le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport avec, à sa tête, Line Beauchamp, jusqu'à sa démission le 14 mai 2012 (à ce poste de 2010 à 2012) lorsqu'elle est remplacée par Michelle Courchesne, qui avait déjà été ministre de l'Éducation de 2007 à 2010. D'autres communiqués proviennent du Ministère de la Sécurité publique dirigé par Robert Dutil (de 2010 à 2012) ainsi que du Ministère des Finances dirigé par Raymond Bachand (de 2009 à 2012).

4.2 Présentation des résultats

Dans cette section, nous exposerons les résultats obtenus lors de l'analyse de notre corpus. Rappelons que ce dernier est constitué de communiqués de presse et d'une lettre ouverte émis par le gouvernement libéral entre les mois de février et de septembre 2012 sur la crise sociale de 2012 au Québec. Étant donné la complexité du schéma¹⁷ de Van Leeuwen, nous avons d'abord effectué un premier recensement quantitatif de l'ensemble des procédés et procès utilisés dans notre corpus. Comme nous l'avons déjà expliqué, les procès peuvent être vus comme des types de représentations et les procédés, comme des moyens mobilisés pour produire ces types de représentation. Le tableau présentant les résultats bruts se trouve en annexe (6). À partir de ce tableau, nous avons repéré les procès et procédés les plus souvent mobilisés et avons entrepris de les analyser pour étudier les représentations des acteurs sociaux. Les procédés et procès seront définis au moment de les présenter pour la première

¹⁷ La complexité tient à la structuration à la fois verticale et réticulaire (en réseau) des catégories de Van Leeuwen (tableau 2 de la section 3.4.)

fois, mais aussi dans l'annexe 3. À partir de maintenant, pour évoquer les procès et procédés, nous utiliserons le terme plus général de catégories d'analyse.

D'abord, mentionnons que plusieurs catégories de Van Leeuwen figurent peu ou pas du tout dans les communiqués de presse. Il s'agit de l'identification physique (par exemple « la ministre aux cheveux bruns »), de l'estimation (utilisation de termes évaluatifs comme « les mauvaises associations étudiantes »), la nomination informelle (l'utilisation du prénom du premier ministre uniquement : « Jean »), l'abstraction (la représentation avec une qualité négative comme « les pauvres ») ainsi que l'indétermination (lorsque le locuteur représente un acteur social sans le spécifier comme dans le communiqué du 18 mai où le locuteur aborde les « sanctions pécuniaires variant entre : 1 000 \$ et 5 000 \$ par jour *pour tout individu* » qui *ne respecterait pas la loi 78* (nos italiques). On pouvait s'y attendre puisque ces procédés ne sont pas appropriés dans un discours officiel comme celui que nous étudions. En effet, un communiqué de presse demande de la retenue et de la rigueur dans la façon de représenter les acteurs sociaux. En évitant de produire ces représentations, le gouvernement respecte l'éthique suggérée pour un communiqué, c'est-à-dire d'établir un respect entre le locuteur et les récepteurs afin de créer un véritable dialogue entre les parties¹⁸ (Maisonneuve, Lamarche et St-Amand, 2009).

D'autres catégories sont présentes dans notre corpus, sans apporter de nouvelles démonstrations pour notre objet de recherche, qui est d'observer quels acteurs sont légitimés et lesquels sont délégitimés dans le discours gouvernemental. On retrouve dans cette situation la circonstancialisation (l'utilisation de compléments circonstanciels), la détermination simple (quand l'acteur social est représenté par une seule caractéristique), la surdétermination (quand l'acteur social est représenté par plusieurs caractéristiques).

D'autres catégories sont utiles, mais seulement parce qu'elles nous amènent à d'autres sous-catégories qui sont, elles, plus éclairantes pour notre recherche. C'est le cas de la

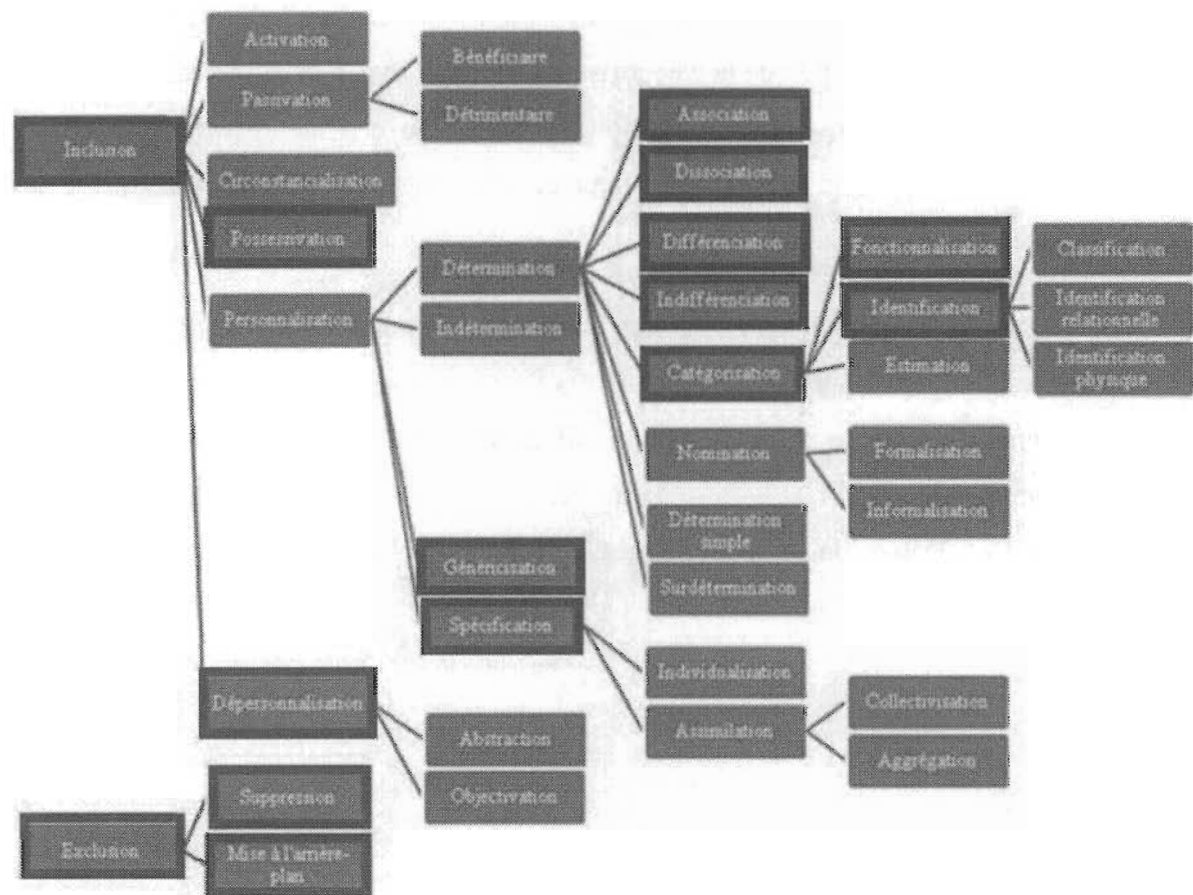
¹⁸ À noter que les locuteurs respectent l'éthique des communiqués dans les textes analysés, mais qu'ils n'ont pas créé un véritable dialogue avec les autres parties impliquées.

personnalisation (lorsqu'un acteur social est présenté avec des traits humains) qui débouche sur la détermination (lorsque l'identité de l'acteur social est spécifiée d'une manière ou d'une autre) qui elle, nous mène à plusieurs catégories comme l'association/dissociation, la différenciation/indifférenciation, etc.; de la catégorisation (lorsqu'un acteur est représenté par son identité ou ses fonctions) qui mène à la fonctionnalisation et l'identification; et de l'assimilation (lorsque le locuteur présente un acteur de manière groupée)¹⁹ qui nous dirige vers la collectivisation et l'agrégation.

Au final, nous avons donc retenu les catégories suivantes : l'inclusion, la possessivation, l'association/dissociation, la catégorisation (incluant la fonctionnalisation et l'identification), la spécification/généricisation, la différenciation/indifférenciation, la dépersonnalisation et l'exclusion (incluant la suppression et la mise à l'arrière-plan). Elles sont représentées dans le tableau qui suit (tableau 3) avec un cadrage rouge sur le schéma de Van Leeuwen.

¹⁹ Par souci de lisibilité, nous n'avons pas reproduit toutes les sous-divisions, mais le lecteur pourra en prendre connaissance dans l'annexe 3.

Tableau 3 : Schéma des catégories de représentations de Van Leeuwen avec un code de couleur pour les catégories retenues



4.2.1 Les étudiants

Nous englobons dans les *étudiants* les appellations suivantes : les membres des associations étudiantes (mais non leurs leaders ou porte-paroles), les étudiants, les étudiants québécois, les étudiantes et étudiants de la classe moyenne, les ex-étudiants, les jeunes, etc. La liste complète des appellations de tous les acteurs, dont l'acteur étudiant, se trouve en annexe 2.

Inclusion

Les étudiants sont inclus, c'est-à-dire qu'ils sont mentionnés par les locuteurs²⁰, dans 17 des 23 textes pour un total de 126 occurrences²¹. Ils sont mentionnés davantage à certaines périodes que d'autres. Ainsi, ils sont évoqués à plusieurs reprises dans les communiqués du mois d'avril (5, 6 et 27 avril), c'est-à-dire au moment où le gouvernement présente des solutions pour améliorer l'accessibilité aux études et précise l'impact pour les diverses catégories d'étudiants. Les étudiants figurent également en plus grand nombre dans les communiqués des 16 et 18 mai ayant pour sujet le projet de loi 78²². Le locuteur y explique les différentes mesures législatives et leurs impacts sur les différents acteurs sociaux, dont les étudiants ; ce qu'il fera à nouveau dans le communiqué du 31 mai. Il est aussi beaucoup question des étudiants dans la lettre ouverte du 17 mai publiée par le ministre des Finances. Enfin, les étudiants sont évoqués dans le communiqué du 13 juin, lorsque le gouvernement précise son implication pour l'accessibilité aux études.

Si les étudiants sont largement inclus dans les communiqués étudiés, ils sont en revanche très peu actifs. Les étudiants sont donc rarement représentés comme une force active et dynamique, mais sont, au contraire, presque exclusivement vus comme étant passifs. En effet, les étudiants sont représentés comme bénéficiaires, c'est-à-dire comme subissant, recevant ou profitant de l'action d'autrui. On le voit bien dans cet exemple du 5 avril où le locuteur écrit : « Ces mesures permettront d'accroître l'accessibilité aux études universitaires pour les étudiants de la classe moyenne ». Le locuteur mentionne clairement que les étudiants bénéficieront de mesures, mises en place par le gouvernement, et que cela favorisera leur accessibilité aux études.

²⁰ Les locuteurs des communiqués sont présentés dans la section 4.1.

²¹ Le nombre d'occurrences par acteur figurent dans l'annexe 6, de même que le nombre total d'occurrences par acteur pour chaque catégorie.

²² *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent* (Assemblée nationale, 2012, p. 1)

Possessivation

L'acteur étudiant est représenté par la possessivation (à l'aide d'un pronom possessif, d'un pronom personnel ou d'un adjectif possessif) à 23 occasions, notamment dans le communiqué du 18 mai. Le gouvernement recourt à ce procédé pour cet acteur principalement dans les derniers communiqués étudiés, pendant la période du 17 mai au 19 juillet 2012, c'est-à-dire après la mise en place de la loi spéciale jusqu'au déclenchement des élections. En voici un exemple : « de permettre à *nos* jeunes d'avoir accès à leur établissement d'enseignement de façon sécuritaire » (*nos* italiques). Le gouvernement veut ainsi démontrer à la population qu'il met en place cette loi spéciale pour le bien des étudiants, les préservant ainsi de la violence et de l'intimidation faites par *la minorité dans les rues*. Dans ce cas, *nos jeunes* aident à la création d'un *nous* englobant le gouvernement, la population et les étudiants, qui se retrouvent à être les enfants (les jeunes) de ceux à qui il s'adresse. En revanche, si l'on regarde le texte du 17 mai, le terme *il* est utilisé à plusieurs reprises pour représenter [ce que le locuteur appelle] la minorité étudiante qui manifeste contre la hausse des frais de scolarité. Le locuteur n'englobe donc pas l'ensemble des étudiants dans son *nous*, mais uniquement ceux qu'il dit défendre.

Association/dissociation

L'association survient lorsque le locuteur forme des groupes avec certains acteurs sociaux ; et dissociation, lorsqu'il défait des groupes d'acteurs. L'acteur étudiant est par définition toujours associé, par exemple avec les expressions *les étudiants* et *les étudiantes et étudiants du Québec*.

Catégorisation

La catégorisation englobe la fonctionnalisation et l'identification (qui inclut la classification ainsi que l'identification relationnelle). Si l'on regarde globalement tous les textes étudiés, les étudiants sont bien davantage fonctionnalisés (91 occasions) que classifiés (29 occasions) ou représentés par une identification relationnelle (9 occasions). Précisons qu'il y a

fonctionnalisation lorsque l'acteur est identifié par son rôle ou sa fonction ; classification lorsque l'acteur est représenté par des caractéristiques sociodémographiques (âge, provenance, classe sociale, etc.) ; et identification relationnelle lorsqu'il est présenté par une relation personnelle (de travail, de parenté, etc.). Par exemple, il y a classification lorsqu'il est question *des jeunes* et identification relationnelle lorsqu'il est question des parents : « les étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$ ». La prédominance de la fonctionnalisation était prévisible puisque les étudiants sont d'abord représentés dans les textes par leur fonction qui est celle d'étudier et non par leur appartenance sociale ou leur âge.

Spécifique/générique

L'acteur étudiant est plus souvent présenté par une représentation spécifique (72 fois), c'est-à-dire par une précision quelconque de l'acteur, que par une représentation générique (46 fois), soit une présentation de l'acteur en tant que classe. Par exemple, le locuteur ajoute régulièrement à l'expression *les étudiants* une caractéristique telle que « de la classe moyenne », « qui gagnent moins », etc. Le locuteur met ainsi l'accent sur une spécificité (l'appartenance à la classe moyenne) qui correspond de fait à la fraction de l'électorat la plus souvent convoitée par les acteurs politiques. Cette spécification des étudiants par leur appartenance à la classe moyenne s'observe souvent dans les textes. Ce type de spécification est également une forme de différenciation, qui sert à distinguer les groupes d'étudiants.

Le locuteur peut spécifier un acteur de plusieurs façons : par l'individualisation, par la collectivisation, par la généricisation ou par l'agrégation. Dans le cas des étudiants, le locuteur les collectivise davantage (59 occasions) qu'il les agrège (4 occasions) ou les individualise (jamais). Par exemple, lorsque le locuteur écrit « les étudiants », il s'agit de généricisation ; s'il évoque « les étudiants universitaires qui ont droit à une bourse », il s'agit d'une spécification collective. Les étudiants sont régulièrement spécifiés (par leur classe sociale) de manière collective dans les textes où le gouvernement présente des propositions pour mettre fin au conflit. Le locuteur décrit donc les bonifications et modifications pour

différentes catégories d'étudiants : « les étudiants de premier cycle », « les étudiants provenant d'une famille ayant un revenu inférieur à 100 000 \$ », etc.

La spécification collective des acteurs peut aussi se faire par l'agrégation lorsque le locuteur quantifie un acteur en ajoutant par exemple une statistique ou un chiffre devant l'appellation de l'acteur : « Ce sont donc plus de 44 000 étudiants qui verront leur soutien financier augmenter » (communiqué 27 avril). En quantifiant les étudiants, le locuteur donne du poids à l'argumentaire du gouvernement voulant que ses propositions aideront des milliers d'étudiants qui en ont besoin. À noter que l'agrégation n'est mobilisée qu'à 4 occasions, peut-être parce que le gouvernement n'avait pas intérêt à reprendre les chiffres utilisés par les médias pour documenter l'ampleur de la crise.

Différenciation/indifférenciation

Les étudiants sont différenciés la plupart du temps, soit à 101 occasions. En général, ils sont différenciés à la fois du gouvernement et des autres acteurs : « le gouvernement a été à l'écoute et présente aujourd'hui à l'ensemble des étudiants et des Québécois [...] ». L'extrait suggère ainsi que les étudiants ne sont pas des Québécois.

Il y a également différenciation au sein même du groupe étudiant. Cependant, la division des étudiants en deux camps n'est explicite que dans un seul des textes analysés : la lettre ouverte du 17 mai. Cette particularité de la lettre ouverte tient au fait qu'elle est un genre différent du communiqué et qu'on ne retrouve pas le même vocabulaire et la même retenue dans une lettre ouverte que dans un communiqué. À cette occasion, le locuteur oppose la minorité d'étudiants qui seraient dans la rue à la majorité des étudiants qui voudraient étudier : « La majorité des étudiants l'a compris. Cette majorité n'a pas à être l'otage d'une minorité qui poursuit ses propres objectifs ». Le locuteur marginalise ceux qui manifestent contre le gouvernement en suggérant qu'ils sont peu nombreux, les délégitimant du même coup. Cette lettre est publiée au moment où la loi spéciale est déposée et le locuteur cherche à démontrer que la majorité des étudiants ont besoin de l'aide du gouvernement pour retourner sur les bancs d'école sans être intimidés, bloqués ou empêchés par la minorité : « Et pour cela,

certains sont même disposés à priver leurs collègues de la majorité de leur droit à l'éducation ». Dans les autres textes, le locuteur réalise une division de manière plus subtile, en recourant, entre autres, à la spécification des différents types d'étudiants (les détails ont été exposés précédemment dans la catégorie *spécifique/générique*).

Dépersonnalisation

Le gouvernement dépersonnalise très peu les étudiants. Autrement dit, il utilise peu de noms abstraits mettant à l'arrière-plan leur identité humaine. Il le fait, par contre, à quelques occasions entre le 16 mai et le 18 mai au moment où le gouvernement cherche à répondre à l'appel de la population lui demandant de régler le conflit ainsi qu'à la pression du maire de Montréal et du gouvernement du Canada. Il vise donc les parents ainsi que les proches des étudiants afin qu'ils comprennent que le gouvernement agit ainsi en pensant à « leur future carrière ».

Exclusion

L'acteur étudiant est absent de 7 des 23 communiqués. La suppression arrive surtout au milieu du conflit lorsque le gouvernement et les associations étudiantes négocient. Plus précisément, les étudiants sont absents le 13 mars (où il est plutôt question des contribuables ainsi que des taxes et impôts qu'ils paient), le 16 avril (où il est question du piratage des sites Internet du ministère de l'Éducation), le 23 avril (où on annonce une rencontre entre le gouvernement et les associations étudiantes), le 25 avril (où il est question de l'exclusion de la CLASSE à la table de discussions), le 4 mai (où le gouvernement convoque les associations étudiantes) ainsi que dans les deux communiqués du 14 mai (où on annonce la démission de Line Beauchamp). L'acteur étudiant est mis à l'arrière-plan à 48 occasions, c'est-à-dire qu'il est question de cet acteur sans le nommer. Par exemple, dans le communiqué du 27 avril, le locuteur parle « d'une bonification de l'aide », mais sans préciser qui en profitera. On comprend cependant qu'il s'agit des étudiants. Le locuteur procède à la mise à l'arrière-plan des étudiants principalement lorsque le gouvernement leur fait des

propositions (le 5 avril, le 27 avril, le 13 juin et le 5 juillet). Le locuteur met donc de l'avant les propos du gouvernement pour ajouter un poids à son argumentaire.

4.2.2 Les associations étudiantes

Nous englobons dans *les associations étudiantes* leurs représentants, que nous avons présentés dans la section 4.1.1, ainsi que les associations étudiantes elles-mêmes. La liste des appellations se trouve en annexe 2.

Inclusion

Les associations étudiantes sont moins présentes (84 occurrences) que les étudiants (126). En effet, les associations étudiantes sont incluses dans 17 des 23 textes analysés, tout comme les étudiants, mais moins souvent dans chacun de ceux-ci. À noter qu'à certains moments, le locuteur prête aux associations étudiantes un rôle actif tout en leur *imposant* d'agir. La reconnaissance des associations étudiantes s'accompagne donc souvent d'une injonction, celle de condamner les gestes de violence : « En tant que leaders, il est de votre devoir de condamner sans équivoque tout geste s'apparentant à de la violence, du vandalisme et de l'intimidation » (communiqué du 18 avril). On peut dire qu'il s'agit d'un faux dilemme, puisque le locuteur sous-entend que les associations étudiantes ont seulement deux positions possibles : soit elles jouent leur rôle de leader et condamnent les actes de violence, soit elles n'agissent pas en leader en ne condamnant pas les gestes commis.

Les moments où les associations étudiantes sont le plus présentes correspondent aux périodes où le mouvement étudiant bat son plein, soit de la fin du mois d'avril lorsque la confrontation avec les policiers augmente, jusqu'au milieu du mois de juin, à l'occasion du Grand Prix de Montréal durant lequel il y a du profilage politique envers les jeunes portant le carré rouge. C'est au cours de cette période que la ministre demande aux associations de condamner les

gestes de violence attribués aux étudiants et que le gouvernement annonce une entente de principe avec les associations étudiantes²³.

Possessivation

Les associations étudiantes sont représentées par la possessivation à 9 occasions. Par exemple, le 31 mai, le locuteur évoque *leur contribution*, dans le sens « d'une part apportée à une dépense commune, et en particulier aux dépenses de l'État » (Larousse, 2017a). Le locuteur y amène le fait que le gouvernement a offert aux associations étudiantes un compromis, soit une diminution de la hausse des frais de scolarité, mais que ceux-ci ont l'ont refusée : « Le gouvernement du Québec a tout d'abord offert aux associations étudiantes de diminuer de 35 \$ leur contribution individuelle à la hausse des droits de scolarité ». Dans le communiqué du 18 avril, le locuteur aborde les préoccupations qu'il a pour « notre société », mais réfère aux leaders étudiants comme des *ils* : « Puisqu'ils sont élus par leurs pairs et parce qu'ils se veulent aussi des modèles [...] ». En procédant ainsi, le locuteur exclut les leaders étudiants du reste de la société.

Association/dissociation

Les associations étudiantes sont représentées en association à 79 occasions et en dissociation à 4 occasions. À certains moments, les associations sont représentées comme autant d'entités distinctes (par ex. : la FEUQ, la FECQ, la CLASSE) ; alors que d'autres fois, elles sont associées ensemble (par ex. : les associations étudiantes). Dans le cas des associations étudiantes, le locuteur a procédé à un procès d'association jusqu'à la mi-avril : « M^{me} Line Beauchamp, demande aux associations étudiantes d'effectuer publiquement cette même déclaration ». Dans cet exemple, il n'y a aucune différenciation entre les associations étudiantes. Puis, dans le communiqué du 25 avril, le procès d'association cède sa place à la dissociation : « Mme Beauchamp a toutefois indiqué que les discussions se poursuivaient

²³ Le 5 mai 2012, après 22 heures consécutives de négociations, une entente de principe est signée entre le gouvernement et les représentants des associations étudiantes, non pas sur les frais de scolarité, mais sur les frais institutionnels obligatoires. Les associations présenteront à leurs membres le contenu de l'entente au cours de la semaine suivante ; elle sera rejetée massivement.

avec les représentants des trois autres associations étudiantes ». Selon le gouvernement, l'autre association étudiante, la CLASSE, a fait le choix de s'exclure des discussions puisqu'elle aurait fait la promotion d'une manifestation durant une période de trêve.

Catégorisation

Rappelons que la catégorisation regroupe les catégories fonctionnalisation et l'identification (classification et l'identification relationnelle). Cet acteur est fortement fonctionnalisé (représenté par ses fonctions) et jamais classifié ou encore représenté par une identification relationnelle. Il est fonctionnalisé à 67 occasions, dont principalement entre le 18 avril et le 5 mai (moment où les associations sont assez présentes dans les textes, car le gouvernement s'adresse à elles en demandant des condamnations de violence, des rencontres, etc.), ainsi qu'entre le 18 mai et le 13 juin (communiqués dans lesquels il y a description du contenu de la loi spéciale, rectification de propos tenus par des associations étudiantes, etc.).

Spécification/généricisation

Tout comme les étudiants, les associations étudiantes sont surtout spécifiées de manière collective (58 occurrences), et ce, principalement entre le 18 avril et le 5 mai ainsi qu'entre le 16 mai et le 19 juillet. Par exemple, c'est le cas lorsque le locuteur évoque dans le communiqué du 17 mai « les leaders étudiants ». Les associations sont spécifiées individuellement à 3 occasions seulement et générisées un peu plus souvent (16 fois), c'est-à-dire représentées en tant que classe, groupe générique. On observe l'individualisation dans le communiqué du 18 mai où le locuteur mentionne les conséquences pour « un représentant d'une association étudiante » qui ne respectait pas la nouvelle loi spéciale. La générisation renvoie aux occasions où le locuteur parle de cet acteur en termes « des associations étudiantes ». À noter que les associations étudiantes ne sont représentées par la nomination qu'à une seule reprise, lorsque le locuteur salue le fait que Martine Desjardins a été réélue présidente de la FEUQ pour un deuxième mandat.

Différenciation/indifférenciation

Les associations étudiantes sont différenciées 74 fois, soit 88 % des occasions où elles sont mentionnées. Le locuteur, à certains moments (notamment vers la fin du mois d'avril), différencie explicitement les associations étudiantes des autres acteurs. En effet, dans le texte du 18 avril, le locuteur présente certains impacts négatifs des gestes commis dans le cadre de manifestations. Le locuteur suggère que les associations étudiantes cautionnent ces actes en ne les reniant pas : « Puisqu'ils sont élus par leurs pairs et parce qu'ils se veulent aussi des modèles de leadership pour les générations à venir, les leaders étudiants doivent dénoncer haut et fort tout acte de violence, de vandalisme et d'intimidation ». Ils différencient donc les leaders étudiants des associations étudiantes, des étudiants et des autres acteurs en leur assignant un rôle de modèle.

Le gouvernement fait aussi, à un certain moment, une distinction entre la CLASSE et les autres associations étudiantes. On peut le voir dans le communiqué du 25 avril qui a pour titre « La classe s'exclut de la table de discussion ». Le locuteur accuse la CLASSE d'avoir fait la promotion d'une manifestation sur son site Internet²⁴ durant la trêve demandée par le gouvernement et affirme qu'elle s'est donc elle-même exclue des négociations. Comme nous l'avons déjà mentionné, le gouvernement, dans son communiqué du 25 avril, indique que tous sont prêts à négocier, sauf la CLASSE : « Mme Beauchamp a toutefois indiqué que les discussions se poursuivaient avec les représentants des trois autres associations étudiantes ».

Le communiqué du 19 juillet est publié après le dépôt d'un avis par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au sujet de la Loi 12²⁵. Le gouvernement s'y représente comme un acteur ayant été « témoin de scènes de violence non acceptables » et il porte un regard évaluatif pour différencier et juger les actes portés par les étudiants impliqués

²⁴ Le locuteur ne précise pas dans son texte que le calendrier de la CLASSE était un espace ouvert à tous (où n'importe qui pouvait ajouter des événements) et non pas un espace réservé aux dirigeants de l'organisation.

²⁵ L'avis stipulait que la Loi 12 portait « atteinte directement ou indirectement aux libertés de conscience, d'opinion, d'expression, de réunion pacifique et d'association ».

dans le conflit²⁶. En somme, le gouvernement a tenté de marginaliser cette organisation par différents moyens, entre autres en la différenciant des autres acteurs pour souligner ses points négatifs.

Mentionnons aussi que le locuteur fait peu de différenciation entre les porte-paroles des associations étudiantes et les associations étudiantes ou avec les membres de ces associations. La plupart du temps, il est question des associations étudiantes de manière globale ou encore d'une association étudiante en particulier, par exemple la FEUQ, mais sans préciser qu'il y a une personne à la tête de cette organisation. Les porte-paroles des associations étudiantes ne sont donc pas valorisés par le locuteur. D'ailleurs, lorsqu'il est les questions des associations étudiantes dans leur ensemble ou d'une association précise, le locuteur ne fait pas de différenciation entre celle(s) -ci et les membres qu'elle(s) représente (nt).

Dépersonnalisation

Les associations étudiantes sont dépersonnalisées à une seule reprise, le 31 mai. Le locuteur parle alors de « leur contribution individuelle ». On verra que la situation est différente chez d'autres acteurs, dont le gouvernement.

Exclusion

Les associations étudiantes sont absentes de 8 des 23 textes, principalement au début du mouvement étudiant (13 mars, 5 avril) et à la fin de celui-ci (5 juillet, 19 juillet et 13 août) tandis qu'elles sont mises à l'arrière-plan à 13 occasions, essentiellement pendant les mois d'avril et mai. On peut apercevoir cette mise à l'arrière-plan dans cet exemple du 27 avril où le locuteur évoque : « une solution globale qui répond aux préoccupations exprimées ». Il ne mentionne pas qui avait exprimé ces préoccupations, mais on comprend qu'il s'agit des

²⁶ D'ailleurs, il n'en est pas fait mention dans les communiqués, mais le ministre de la Sécurité publique de l'époque, Robert Dutil, avait déclaré le 27 avril 2012 que Gabriel Nadeau-Dubois incitait à la violence (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). Quelques jours plus tard, le 15 mai 2012, une requête en outrage au tribunal était déposée en Cour supérieure par un étudiant de l'Université Laval contre Gabriel Nadeau-Dubois pour avoir incité les étudiants à ne pas respecter les injonctions (Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013). La cause avait finalement été portée jusqu'en Cour suprême, qui allait acquitter l'ancien co-porte-parole de la CLASSE en octobre 2016 (Nadeau, 2016).

associations étudiantes. En comparaison, les étudiants sont supprimés dans 7 des 23 textes et mis à l'arrière-plan à 48 reprises. Ainsi, au début du mouvement étudiant, malgré le nombre record de grévistes qui les suivent (305 000 étudiants), le locuteur n'inclut pas les associations étudiantes. Puis, constatant que le conflit s'étire, le gouvernement se voit dans l'obligation de discuter avec les associations étudiantes et donc de les inclure dans ses communications.

4.2.3 La population

Nous englobons dans la *population* les Québécois qui ne sont pas représentés comme étudiant (acteur étudiant) ou représentant d'une association étudiante (acteur association étudiante), qui ne sont pas représentés non plus comme membre du gouvernement (acteur gouvernement), d'un regroupement professionnel (acteur résiduel), du personnel ou de la direction d'un établissement scolaire (acteur résiduel). En revanche, la population comprend les parents et conjoints d'étudiants, « les Québécois », « la population », « le public ». Nous avons choisi d'exclure certains groupes comme les forces policières, les syndicats ou les professeurs, car ils sont appelés à jouer un rôle différent de celui des citoyens dans le mouvement étudiant qui nous intéresse²⁷. La liste des appellations se trouve en annexe 2.

Inclusion

La population est présente (incluse) à 102 occasions dans les textes analysés. Elle est principalement incluse au début du conflit (du 13 mars au 5 avril) lorsque le locuteur prend à témoin la population, ainsi que vers la fin du conflit (du 14 mai au 31 mai), au moment où après avoir mis en place la loi spéciale, le gouvernement parle de plus en plus de déclencher les élections. Un sondage indique alors que la population appuie majoritairement (66 %) la position du gouvernement dans le conflit (soit de hausser les frais de scolarité)²⁸. La

²⁷ Ils ont été classés parmi les acteurs résiduels

²⁸ Les résultats sont cependant plus mitigés concernant la loi spéciale : 51 % de la population québécoise était en faveur contre 49 % en défaveur. Le sondage CROP/La Presse (Lessard, 2012) avait été réalisé durant la période du 22 au 25 mai 2012 pour connaître l'opinion des Québécois sur le conflit étudiant.

population est représentée passivement la très grande majorité du temps et souvent comme destinataire des informations produites par le gouvernement : « Soulignons que les renseignements contenus dans ce site sont présentés de façon simple et accessible, permettant au public d’avoir une idée concrète des ressources disponibles [...] » (communiqué du 20 mars). Le site du Ministère n’offre en effet aucune possibilité d’interaction, sinon très indirectement via la mention du fil Twitter du Ministère.

Possessivation

La population est représentée par la possessivation à 17 occasions, dont dans le communiqué du 13 mars, où le locuteur aborde le fait que « les contribuables paient *leur* juste part des services qu’ils reçoivent » (nos italiques).

Association/dissociation

La population est représentée la plupart du temps dans un procès d’association, soit à 62 occasions. L’association chez cet acteur est logique, car la population, par définition, regroupe un ensemble de personnes vivant dans une même région. Alors, quand le locuteur écrit « les Québécois » ou « la population québécoise », cela inclut un regroupement de personnes.

Il peut y avoir dissociation néanmoins lorsque le locuteur retire une personne d’un groupe auquel elle appartenait plus tôt dans le texte. Par exemple, dans le communiqué du 13 mars, le locuteur présente d’abord le groupe *les contribuables* avant d’en isoler « le patient qui doit être hospitalisé ». Le locuteur dissout donc le groupe *les contribuables* pour mettre l’accent sur un exemple précis de contribuable ; un contribuable/un patient qui doit être hospitalisé. Le locuteur apporte un exemple relié à la santé, ce qui n’est pas anodin, la santé constituant l’une des grandes priorités de l’électorat québécois.

Catégorisation

Dans 21 des 23 textes analysés, la population est davantage représentée par qui elle est (classification) plutôt que par sa fonction (fonctionnalisation). Cela se fait par exemple à l'aide de sa nationalité québécoise (les Québécois ou la population québécoise) plutôt que par sa fonction de contribuable. C'est l'inverse dans 2 communiqués, soit ceux du 13 mars et du 31 mai. Au total, elle est donc fonctionnalisée 16 fois et classifiée 39 fois. Elle est aussi présentée à 11 occasions par une identification relationnelle, principalement par la mention de parent ou de conjoint de l'étudiant. L'identification relationnelle s'accompagne souvent (10 fois) de la possessivation (utilisation de pronom possessif).

Généricisation/spécification

Le gouvernement utilise la généricisation à 56 occasions et la spécification à 36 occasions pour représenter la population. Le locuteur utilise très rarement (2 occasions) la spécification à l'aide d'une individualisation (le 17 mai), mais utilise plutôt la collectivisation à 31 reprises (surtout au début et à la fin du conflit). Il y a généricisation lorsqu'il est question de « la population » ; collectivisation, lorsqu'il est question « des citoyens de Bourassa-Sauvé » ; et spécification individuelle lorsqu'il est question de « chacun », comme dans l'exemple suivant : « Mais chacun doit accepter de faire sa juste contribution ».

Différenciation/indifférenciation

La population est différenciée un peu plus de la moitié des occasions. Parmi la population, on retrouve les parents et conjoints des étudiants, différenciés à la fois des autres acteurs et des (autres) citoyens. On l'observe, entre autres, dans le communiqué du 20 mars où on peut lire : « Nous tenons à ce que les étudiants, leurs parents et les citoyens aient accès à toute l'information nécessaire sur l'aide financière ». Le locuteur fait donc une différenciation, ou une distinction, entre les étudiants, les parents et les citoyens, comme si les citoyens ne pouvaient être ni étudiants ni parents. Le locuteur aurait pu écrire : « pour que tous les citoyens aient accès... »

Dépersonnalisation

La dépersonnalisation est peu pratiquée pour représenter l'acteur population (8 fois), comparativement par exemple au gouvernement (65 occasions). Cette caractérisation, qui met de côté les traits humains de l'acteur à l'aide d'un nom abstrait, se retrouve le 5 avril (2 fois), le 18 avril (1 fois), le 27 avril (1 fois), le 17 mai (2 fois) ainsi que le 18 mai (2 fois). Par exemple, c'est le cas dans le communiqué du 5 avril lorsque le locuteur écrit : *aucune contribution parentale*. Ainsi, le locuteur aborde plutôt la contribution du parent que le parent lui-même.

Exclusion

La population est exclue (à la fois par la suppression et la mise à l'arrière-plan) principalement entre le 20 mars et le 15 avril ainsi qu'entre le 23 avril et 5 mai. Elle est supprimée à 6 reprises, dont le 6 avril (la ministre Beauchamp parle d'une rencontre avec les associations étudiantes), le 15 avril (le gouvernement se dit prêt à discuter de la gestion des universités), le 25 avril (la CLASSE est exclue des négociations), le 4 mai (les partenaires universitaires et collégiaux sont convoqués par la ministre) ainsi que dans les deux communiqués du 5 mai (le gouvernement et les associations étudiantes concluent une entente de principe). En somme, la population est moins supprimée que les étudiants (7 fois) et les associations étudiantes (8 fois), mais l'est davantage que le gouvernement (0 fois) et que les autres acteurs (3 fois).

La population est mise à l'arrière-plan à quelques occasions (8 fois), principalement le 20 mars et le 31 mai. Ce procédé, rappelons-le, est moins radical que la suppression : il s'agit de moments où le locuteur ne mentionne pas explicitement un acteur alors qu'il est question de lui. Cela signifie donc que la présence de cet acteur est diminuée, qu'il n'est pas mentionné à un certain moment dans le texte où son évocation serait attendue, mais qu'il peut être présent ailleurs dans un même texte (Van Leeuwen, 2008, p. 30). Par exemple, dans le communiqué du 20 mars intitulé « Une campagne d'information qui se poursuit », le destinataire de la campagne est mis à l'arrière-plan. Il sera cependant présenté plus tard dans le texte : « la

population du Québec ». En comparaison, les quatre autres regroupements d'acteurs sont davantage mis à l'arrière-plan : les étudiants à 48 occasions, les associations étudiantes à 48 occasions, le gouvernement à 41 occasions et les autres acteurs, à 15 occasions. Bref, la population figure régulièrement dans les communiqués, mais elle joue un rôle passif ou effacé.

4.2.4 Le gouvernement

Nous englobons dans le *gouvernement* les appellations comme les ministères, les ministres, les députés, le premier ministre et le gouvernement. Rappelons que la liste de toutes les appellations se trouve à l'annexe 2.

Inclusion

Étant donné que nous étudions les communiqués rédigés par le gouvernement, il était prévisible que celui-ci soit toujours inclus et majoritairement actif dans les textes, ce qui est bien le cas. Il est donc inclus dans les 23 textes analysés pour un total de 373 occasions et y est en grande partie actif. Il est souvent mentionné le 5 et le 27 avril, le 14 mai, les 16 et 17 mai ainsi que le 31 mai, soit lorsque le gouvernement présente des propositions aux étudiants ; lorsque la ministre Beauchamp démissionne ; et lorsque la loi spéciale est adoptée à l'Assemblée nationale.

Possessivation

On retrouve une forte tendance à la possessivation (107 fois) chez le locuteur lorsque celui-ci représente le gouvernement. En effet, le *nous* est très présent pour appuyer certains arguments, comme dans le communiqué du 14 mai où le locuteur veut souligner le « parcours remarquable » accompli par la ministre Line Beauchamp, qui vient de démissionner : « Pour nous, c'est une parlementaire appréciée, efficace et respectueuse que l'on voit partir ». Dans

le même texte du 14 mai, le locuteur cite le premier ministre Charest : « Line Beauchamp nous annonce aujourd'hui une décision qui nous attriste tous ».

Association/dissociation

Le gouvernement est associé à 138 occasions et est dissocié à 137 occasions. Il y a association lorsque plusieurs acteurs du gouvernement sont regroupés comme dans le communiqué du 5 mai (2) : « La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Line Beauchamp, accompagnée de la présidente du Conseil du trésor, M^{me} Michelle Courchesne, et du ministre délégué aux Finances, M. Alain Paquet ». La dissociation se produit plus loin dans le communiqué lorsqu'il est seulement question de « la ministre Beauchamp ».

Catégorisation

Le gouvernement est fonctionnalisé 176 fois et est classifié 21 fois. En effet, il est représenté par ses fonctions dans tous les textes analysés, mais encore davantage à certains moments, en particulier lorsque le gouvernement présente des propositions aux étudiants (5 avril, 27 avril, 31 mai) et lorsqu'il adopte le projet de loi 78 (16 et 18 mai). On peut lire par exemple : « [...] a déclaré aujourd'hui la vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Line Beauchamp, accompagnée du ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal, M. Raymond Bachand » (communiqué 5 avril). La multiplication de caractéristiques professionnelles met l'accent sur les qualités et les compétences de ces ministres. Comme Van Leeuwen (2009, paragr. 109) le souligne : « les acteurs sociaux qui ont un haut statut social, tels que le gouvernement ou les experts sont toujours fonctionnalisés ».

En comparaison avec le nombre d'occurrences de l'acteur gouvernement présent dans les textes, il y a peu de classification. Celle-ci se retrouve très peu en début de conflit, mais plutôt entre le 27 avril et le 19 juillet 2012. Pour ce qui est de l'identification relationnelle, le

locuteur l'utilise à une seule reprise pour cet acteur, le 6 avril, lorsque la ministre de l'Éducation présente le ministre des Finances comme son collègue.

Généricisation/spécification

Le gouvernement est l'acteur le plus spécifié (228 occasions) et individualisé (166 occasions). Cela lui permet de mettre doublement en valeur les titres, qualifications et affiliations des ministres et autres élus. On le voit dans cet exemple du 18 mai, lorsque plusieurs ministres se regroupent pour parler d'une même voix : « La vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M^{me} Michelle Courchesne, le ministre de la Sécurité publique, M. Robert Dutil, et le ministre de la Justice et Procureur général, M. Jean-Marc Fournier, ont commenté l'adoption du projet de loi « permettant aux étudiantes et étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements d'enseignement postsecondaires qu'ils fréquentent ». D'ailleurs, le gouvernement est le seul acteur spécifié par la nomination, à une exception près²⁹. Il est nommé dans tous les communiqués, sauf dans celui du 16 avril, qui est très bref et qui porte sur le piratage des sites Internet du ministère de l'Éducation.

Les locuteurs utilisent toujours la nomination formelle comme dans les exemples suivants : « monsieur Bachand » ou « la ministre Line Beauchamp » sauf le 14 mai, lorsque le cabinet du premier ministre publie un communiqué pour annoncer la démission de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp. À cette occasion, le locuteur exprime la tristesse qu'il ressent face à son départ et la remercie en appelant la ministre par son prénom (Line). Cela nous la fait voir davantage comme un être humain contrairement aux moments où tous ses titres et ses fonctions sont exposés avant son nom. On retrouve ces représentations (spécification, individualisation et nomination) dans la majorité des communiqués, mais davantage en avril et en mai, soit lorsque le conflit se corse.

²⁹ L'acteur association étudiante est nommé à une occasion le 15 avril, pour saluer la réélection de Martine Desjardins comme présidente de la FEUQ.

Le gouvernement est collectivisé à 68 reprises (principalement entre le 14 et le 17 mai) et généricisé à 59 reprises (majoritairement entre le 16 et le 31 mai). L'appel au collectif démontre que plusieurs personnes du gouvernement - et dans les cas qui nous intéressent, ce sont essentiellement des ministres ou le premier ministre - se joignent à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Cet ajout donne un poids supplémentaire au propos amené par le locuteur. L'utilisation d'un terme générique, tel que le gouvernement, amène également du poids à l'argumentaire du locuteur. Dans ce cas, ce ne sont pas seulement des personnes qui soutiennent le propos du locuteur, mais le gouvernement, c'est-à-dire « l'organe de l'État qui assure la direction générale d'un pays et qui [...] détient le pouvoir exécutif » (Larousse, 2017b).

Différenciation/indifférenciation

Le gouvernement est différencié la plupart du temps, soit à 284 occasions. Le *nous*, déjà évoqué dans les rubriques précédentes, englobe les acteurs gouvernementaux et ceux qui les appuient, mais il sert également à distinguer le point de vue ou les actions du gouvernement de ceux de ses adversaires, c'est-à-dire les associations étudiantes et les étudiants qui manifestent : « Nous avons cherché à résoudre ce conflit par la discussion et le dialogue ». Suggérant que le gouvernement était ouvert à régler le conflit contrairement aux associations étudiantes qui, elles, ne l'auraient pas été, le locuteur ajoute : « Malgré toutes ces semaines de conflit, le gouvernement en vient à la conclusion que les représentants des associations étudiantes ne sont pas prêts à faire une réelle ouverture ». La différenciation sert donc ici à présenter le gouvernement comme étant l'acteur faisant preuve de bonne volonté et d'ouverture par opposition aux associations étudiantes et à la portion agissante des étudiants.

Dépersonnalisation

Le gouvernement se dépersonnalise à de nombreuses reprises dans les textes analysés, soit à 65 occasions. Il le fait davantage les 5 et 27 avril ainsi que les 16 et 17 mai, lorsqu'il est question des propositions faites aux étudiants (par exemple : « ces deux mesures permettront d'accorder... ») et lorsque le conflit est à son apogée, c'est-à-dire lorsque le gouvernement

met en place la loi spéciale (par exemple : « ce projet de loi reconnaîtrait... »). En effaçant le gouvernement comme auteur du projet de loi, du budget ou des mesures annoncées, le locuteur donne aux décisions du gouvernement un caractère à la fois impersonnel et officiel. Le locuteur peut ainsi mettre de l'avant la fonction de l'État plutôt que les acteurs qui forment ce gouvernement et prennent les décisions.

Exclusion

Le gouvernement n'est pas supprimé (exclu) dans les textes analysés, ce qui était prévisible vu qu'il est le locuteur de ces textes. Par contre, il est mis à l'arrière-plan à de nombreuses reprises, 41 fois. Cela arrive principalement entre le 13 mars et le 15 avril, entre les 23 et 27 avril ainsi qu'entre le 31 mai et le 7 août. Par exemple, dans le communiqué du 5 avril, on peut lire : « Ce soutien financier additionnel sera accordé dès l'automne 2012 ». Il y a mise à l'arrière-plan dans ce cas, car la phrase se termine sans préciser que cela est fait par le gouvernement, mais on le comprend en lisant le texte en entier, car le gouvernement est mentionné ailleurs.

4.2.5 Les acteurs résiduels

Nous englobons dans les acteurs résiduels les acteurs qui ne font pas partie des groupes déjà mentionnés. Il s'agit notamment des institutions scolaires et leurs dirigeants, des syndicats, de différents comités, des entreprises, des forces policières, etc. Les appellations figurent en ordre chronologique d'occurrence dans l'annexe 2.

Inclusion

Les acteurs résiduels ont été recensés 144 fois. On les trouve surtout dans les communiqués du 16 au 18 mai ainsi que dans celui du 7 août, quand il est beaucoup question des institutions postsecondaires et de leurs directions. À partir de la mi-mai en effet, le gouvernement concentre ses efforts à convaincre la population et les institutions scolaires du bien-fondé de ses décisions en vue d'obtenir leur appui aux élections qui vont bientôt être

déclenchées. Il explique qu'il met en place la loi spéciale en collaboration avec les cégeps et universités pour mettre fin au conflit. Il explique aussi les changements qui seront apportés au calendrier scolaire et donc les impacts sur ces institutions.

Les acteurs résiduels sont présentés comme actifs à quelques occasions seulement, principalement dans le communiqué du 5 juillet. Ils sont donc représentés comme passifs dans la majorité des cas. Or, les acteurs résiduels, notamment les professeurs, ont été des protagonistes importants durant le mouvement étudiant de 2012, puisqu'un bon nombre d'entre eux se sont mobilisés en faveur des revendications étudiantes³⁰. Les communiqués émis par le gouvernement ne rendent pas compte de cette implication et donc du contexte global de la crise de 2012. Par exemple, dans le communiqué du 5 mai (le 2^e), le locuteur évoque « [...] la volonté du gouvernement du Québec d'assurer aux partenaires des réseaux collégial et universitaire un environnement de haut standard [...] ». Les partenaires des réseaux collégial et universitaire sont ainsi présentés comme d'éventuels bénéficiaires de ce que le gouvernement veut mettre en place.

Possessivation

Les acteurs résiduels sont représentés par la possessivation à 13 occasions dans les textes. On peut observer cette représentation dans le communiqué du 5 juillet où le locuteur présente la réaction du Comité consultatif sur l'accessibilité aux études (CCAFÉ) au sujet du Règlement sur l'aide financière aux études. Le locuteur y présente le fait que le CCAFÉ « [il] a accueilli favorablement les modifications [...], qu'il constatait aussi que le Québec était parmi les provinces qui offraient les coûts nets les plus bas [...] et qu'il concluait que le coût des études demeurerait parmi les plus abordables ». Le locuteur expose le point de vue de ce comité, mais on peut se questionner sur le fait qu'il ne l'aurait peut-être pas fait si celui-ci n'avait pas été en sa faveur.

³⁰ C'était le cas par exemple du collectif « Profs contre la hausse ».

Association/dissociation

Les acteurs résiduels sont associés 66 fois et dissociés 2 fois (16 et 18 mai). Dans le communiqué du 18 mai, le locuteur présente les conséquences pour les différents acteurs en cas de désobéissance de la nouvelle loi. Par exemple, il écrit : « un organisme ou un groupement qui organise une manifestation ». La dissociation se produit lorsque le locuteur dissout le groupe qu'il avait créé pour ne présenter qu'un seul acteur. Dans le communiqué du 18 mai, le locuteur défait cette association en spécifiant uniquement « l'organisateur ».

Catégorisation

Les acteurs résiduels sont fortement fonctionnalisés (72 occasions) et peu classifiés (3 occasions). Par exemple, dans le communiqué du 18 mai, le locuteur présente le fait que les manifestants devront fournir leur itinéraire aux forces policières. Les forces policières sont présentées par leurs fonctions.

Généricisation/spécification

Les acteurs résiduels sont peu généricisés (7 fois), mais plutôt spécifiés collectivement (83 fois). Par exemple, dans le communiqué du 15 avril, le locuteur utilise la généricisation en parlant de « l'enjeu de la gestion des universités ». En effet, il n'est pas question d'une université précise, mais plutôt des universités dans leur ensemble tandis que dans le communiqué du 7 août, il est question d'un établissement spécifique soit le Collège Bois-de-Boulogne. Dans le communiqué du 4 mai, le locuteur spécifie collectivement les universités en parlant « des représentants de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) ». Il n'est donc plus question des universités au sens large, mais plutôt de leurs dirigeants. Les trois cas où il y a spécification individuelle se présentent dans le communiqué du 18 mai quand le locuteur décrit les modalités de la loi spéciale en précisant entre autres les amendes pour les contrevenants. Il explique par exemple qu'il y aura une amende entre 7 000 \$ et 35 000 \$ si le fautif est le dirigeant d'un établissement. Le locuteur

isole le dirigeant qui contreviendrait à la nouvelle loi en le dissociant de l'ensemble des dirigeants et en le présentant individuellement.

Différenciation/indifférenciation

Cet acteur est différencié à 65 occasions dans les textes analysés. Par exemple, il y a différenciation entre deux acteurs de ce groupe dans le communiqué du 7 août lorsque le locuteur mentionne « l'entente intervenue entre le Comité patronal de négociation des collèges et la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec ». En revanche, il y a indifférenciation lorsqu'il mentionne les enseignantes et enseignants. Le locuteur ne précise donc pas qu'il y a des professeurs qui sont contre la hausse, d'autres en faveur et d'autres encore, qui n'ont pas pris position. Ne pas les différencier fait en sorte que le locuteur n'a pas à expliquer pourquoi le gouvernement n'a pas l'appui de l'ensemble des professeurs des cégeps et des universités. Dans cette veine, lors du printemps 2012, il y avait également des établissements en grève et d'autres non, mais les établissements n'ont été différenciés que dans le communiqué du 7 août, lorsque le locuteur fait le décompte des établissements touchés par la grève.

Dépersonnalisation

Les acteurs résiduels sont dépersonnalisés à de nombreuses occasions, et ce, principalement entre le 16 et 18 mai. Les locuteurs présentent souvent les impacts du mouvement étudiant sur les universités, sans spécifier les personnes affectées, comme les étudiants, les professeurs ou encore les dirigeants des universités. Le caractère incarné (humain) des conséquences s'efface donc derrière la structure universitaire. De plus, la dépersonnalisation, combinée à la représentation passive de ce groupe d'acteurs par le locuteur, démontre que les acteurs résiduels sont amenés à jouer un rôle très effacé, à tout le moins dans le discours politique.

Exclusion

Dans 3 des 23 textes analysés, on ne trouve aucun acteur résiduel. Les enseignants sont exclus des communiqués jusqu'au 16 mai, lorsque le gouvernement met en place la loi

spéciale. À ce moment, le gouvernement veut s'assurer du retour en classe de l'ensemble des établissements en grève et peut-être compte-t-il sur l'appui des professeurs en les incluant dans son discours. De plus, à 15 occasions, il y a mise à l'arrière-plan d'un des acteurs résiduels. Par exemple, dans le communiqué du 5 avril, il est question de l'enseignement universitaire au Québec. On imagine qu'il est question entre autres des enseignants du milieu universitaire, mais ce n'est pas précisé dans ce cas-ci, ce qui nous fait dire que cet acteur est mis à l'arrière-plan.

Chapitre 5

Discussion

Dans ce chapitre, nous ferons une synthèse des résultats présentés dans le chapitre précédent afin de faire ressortir les principales conclusions de notre recherche, puis nous discuterons du non-dit, soit des informations passées sous silence dans les communiqués que nous avons étudiés.

Nous avons donc choisi d'étudier le discours politique, et plus précisément celui du gouvernement libéral de 2012. Comme nous l'avons indiqué au moment de présenter notre cadre conceptuel, le discours politique veut chercher à influencer les citoyens dans le but de légitimer ses prises de position et ses actions. Pour étudier le discours politique du gouvernement, nous avons choisi de nous concentrer sur les communiqués de presse publiés entre les mois de février et septembre 2012 auxquels nous avons ajouté une lettre ouverte. Outil destiné de prime abord aux médias, les communiqués de presse, également accessibles à la population sur le site Internet du gouvernement, ont été durant le conflit étudiant « à la fois des cibles, des relais et des acteurs d'une lutte à la fois discursive et politique pour l'interprétation du mouvement et l'évaluation de sa légitimité à participer au débat public » (Millette, 2013, p. 74). Avec cette recherche, nous voulions observer quels acteurs étaient légitimés par le gouvernement et lesquels étaient délégitimés.

Il est important de rappeler qu'une analyse critique de discours exige de prendre en compte le contexte dans lequel les discours sont publiés. Évidemment, dans une situation de conflit majeur comme celui qui nous intéresse, c'est d'autant plus important que des éléments nouveaux surviennent à chaque instant dans l'actualité et ceux-ci ont des impacts sur les gestes et paroles des différents acteurs.

5.1 La synthèse des résultats

Nous avons d'abord étudié l'inclusion et l'exclusion des acteurs sociaux pour constater que ces stratégies varient selon les moments de la crise. Les tableaux (3 et 4) qui suivent le démontrent bien. Par exemple, on voit ressortir le fait que le gouvernement est davantage

inclus à certaines dates charnières (5 avril, 27 avril, 14 mai, 16 mai, 17 mai et 31 mai). Le 5 avril, le 27 avril et le 31 sont des dates où le gouvernement fait des propositions de solutions aux étudiants ou réitère celles déjà offertes. Le 14 mai est le moment où la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, démissionne de son poste et les 16-17 mai représentent le moment de l'adoption de la loi spéciale par le gouvernement en place afin de mettre fin au conflit. Le gouvernement s'inclut donc lorsqu'il y a possibilité d'un règlement du conflit.

Du côté des étudiants, il arrive régulièrement que leur inclusion se fasse aux dépens de celle des associations étudiantes et vice versa. Par exemple, il y a une hausse de l'inclusion de l'acteur *étudiant* vis-à-vis de l'acteur *associations étudiantes* lorsque le gouvernement fait des propositions pour améliorer l'accessibilité aux études (5 et 27 avril, 31 mai) ainsi que les jours où le gouvernement dépose la loi spéciale (16-17-18 mai). Inversement, le gouvernement inclut davantage les associations étudiantes par rapport aux étudiants à certaines périodes, dont le 18, 23 et 25 avril ainsi que dans les deux communiqués du 5 mai, soit dans les moments où le gouvernement négocie avec les associations étudiantes. De plus, mentionnons que ni les étudiants ni les associations étudiantes ne sont très présents dans les communiqués du mois de mars, peut-être parce que le gouvernement avait sous-estimé la réaction du mouvement étudiant à l'annonce de la hausse des droits de scolarité³¹.

En résumé, les étudiants sont plus souvent mentionnés dans les textes analysés que les associations étudiantes et la population. L'acteur gouvernemental est trois fois plus présent que l'acteur étudiant, comme l'indique le tableau 3 sur l'inclusion des acteurs sociaux dans les textes. Il fallait s'attendre à ce que ces deux acteurs soient très présents dans un contexte où il y a un conflit entre les étudiants et le gouvernement. Les acteurs résiduels figurent plus souvent dans les communiqués que les étudiants, mais cela s'explique par le fait que cette catégorie englobe divers groupes d'acteurs, dont les professeurs, les syndicats, les forces policières, etc.

³¹ Une attachée politique de la ministre de l'Éducation avait déclaré à Martine Desjardins, lors du dépôt du budget en 2011, que « de toute façon, les étudiants ne se mobiliseront pas ; on n'est plus en 2005 » (Radio-Canada, 2017).

Tableau 4 : Inclusion des acteurs sociaux

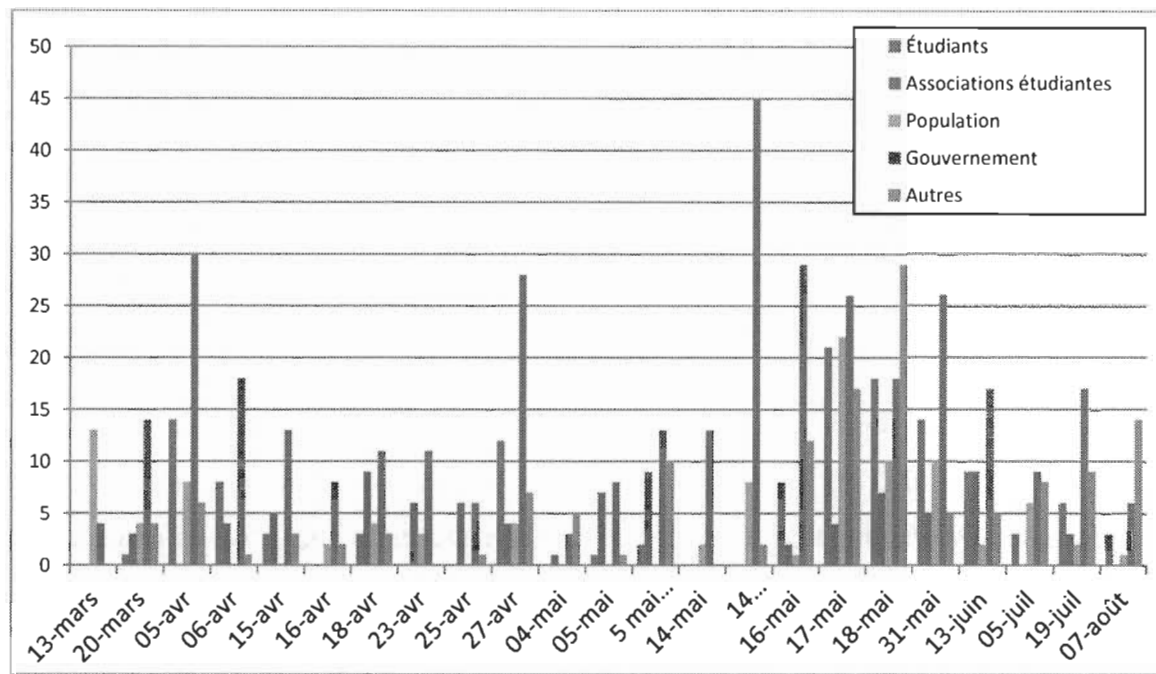
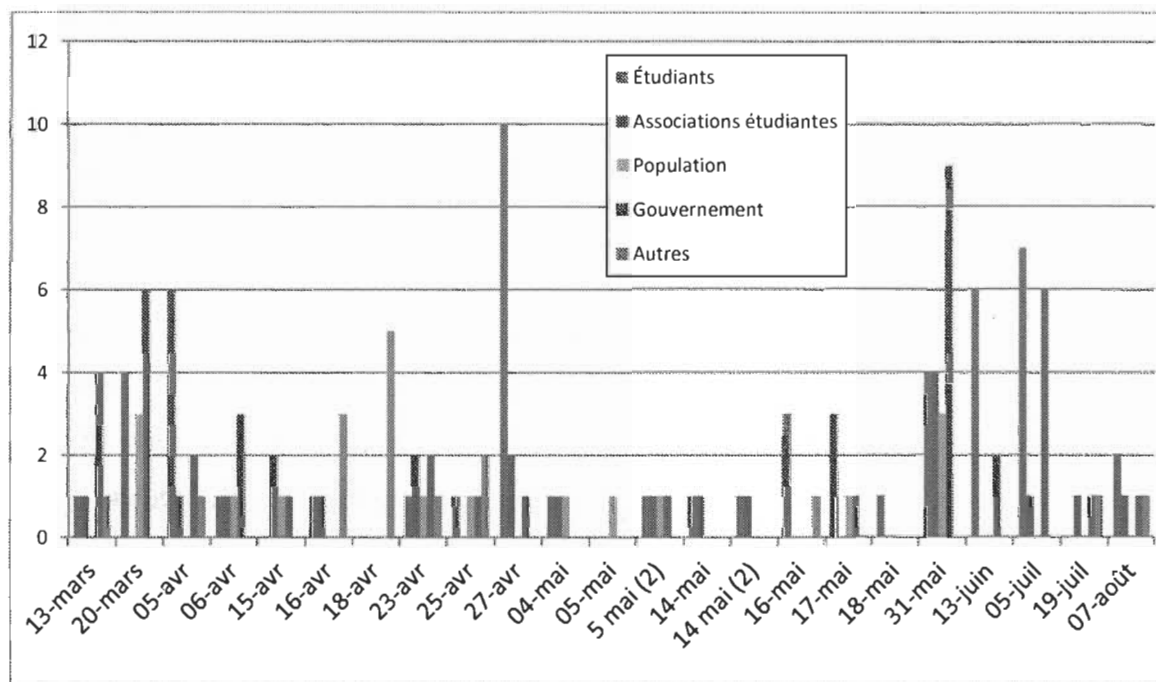


Tableau 5 : Exclusion des acteurs sociaux



Il y a peu d'identification relationnelle pour représenter les acteurs sociaux et cela se fait principalement chez les acteurs étudiants et chez la population au moyen de la relation parent-étudiant ou conjoint-étudiant. L'identification relationnelle s'accompagne souvent de la possessivité. Contrairement aux médias qui quantifiaient régulièrement le nombre d'étudiants en grève dans le réseau complet ou encore par institution durant le conflit³², le locuteur utilise peu l'agrégation (la quantification des acteurs). On peut penser que le gouvernement n'utilise pas ces chiffres pour ne pas montrer le nombre de personnes qui ne sont pas en accord avec lui, et ce, afin de ne pas se délégitimer.

La fonctionnalisation est omniprésente dans les textes étudiés³³. Sa présence s'explique par le fait que nous étudions le discours politique et que la fonctionnalisation fait partie intégrante de ce genre de textes. Par exemple, les étudiants sont principalement représentés par leur rôle d'étudiants et c'est la même chose pour les associations étudiantes, le gouvernement et les acteurs résiduels, qui sont également majoritairement fonctionnalisés. Seule la population est davantage représentée par qui elle est (classification) plutôt que par sa fonction. Cela est fait par exemple en mettant de l'avant sa nationalité (les Québécois ou la population québécoise) plutôt que par sa fonction de citoyen. D'ailleurs, lorsqu'elle est fonctionnalisée, la population est davantage représentée comme contribuable que comme citoyen. Le locuteur utilise aussi la classification pour parler des étudiants (tout en continuant de les fonctionnaliser). En effet, le locuteur spécifie régulièrement la classe sociale des étudiants dont il fait mention, comme « les étudiantes et étudiants les moins nantis », « les étudiants de la classe moyenne », etc.

Nous avons également constaté une collectivisation des étudiants, des associations étudiantes, de la population et des acteurs résiduels, mais une spécification du gouvernement. Pourtant, les associations étudiantes auraient pu être nommées comme les membres du gouvernement, puisqu'elles ont aussi des représentants à leur tête. Or, comme nous l'avons vu, le locuteur ne précise que très rarement l'existence des porte-paroles des associations étudiantes, mais

³² Par exemple, dans *Le Devoir* du 10 mai 2012 (La Presse canadienne), on peut lire qu'il y a eu 200 000 manifestants à l'occasion du Jour de la Terre (le 22 mai 2012) et qu'il y a encore 165 000 étudiants en grève.

³³ Les nombres d'occurrences totaux ainsi que par communiqué se retrouvent en annexe 6.

évoque plutôt l'association étudiante dans son ensemble. Ce traitement tranche avec celui des médias qui ont fortement individualisé et spécifié les porte-paroles des associations (Gabriel Nadeau-Dubois, Léo Bureau-Blouin et Martine Desjardins). Ne pas mentionner les porte-paroles évitait au locuteur de légitimer ces organisations qui luttaienent contre lui puisque, comme nous l'avons déjà évoqué, le ton d'un communiqué politique se prête moins bien au procédé inverse, c'est-à-dire à la délégitimation explicite. Nommer les porte-paroles aurait donc pu contribuer à les mettre en valeur.

En contrepartie, le gouvernement est fortement spécifié, individualisé, nommé et fonctionnalisé par le locuteur. En effet, il est spécifié par la nomination et par la ou les fonctions des ministres et du premier ministre impliqués dans tous les textes analysés. À certains moments de la crise, on retrouve une très forte utilisation de ces types de représentation. Cela se produit particulièrement lorsque le gouvernement présente des propositions aux étudiants (5 avril, 27 avril, 31 mai) et lorsqu'il adopte le projet de loi 78 (16 et 18 mai). On peut lire par exemple : « [...] a déclaré aujourd'hui la vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Line Beauchamp, accompagnée du ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal, M. Raymond Bachand » (communiqué 5 avril). La multiplication de caractéristiques professionnelles met l'accent sur les qualités et les compétences de ces ministres. Encore une fois, c'était un résultat prévisible, car le gouvernement se légitime par les fonctions qu'il occupe et c'est donc normal qu'il les mette de l'avant et les utilise dans ses discours officiels. Comme Van Leeuwen (2009, paragr. 109) le souligne : « les acteurs sociaux qui ont un haut statut social, tels que le gouvernement ou les experts sont toujours fonctionnalisés ». Ce rappel des titres et fonctions soutient l'argumentaire du communiqué, car cela « confère aux opinions exprimées un poids qu'elles n'auraient pas sinon » (Le Bart, 1998, p. 106-107). De plus, les rares citations présentes dans les textes analysés sont celles du gouvernement. Ce genre d'autocitation se veut un « moment de légitimation du combat et de crédibilité d'un parti qui donne ainsi l'impression d'avoir gagné » (Herman, 2009, p. 6). Comme l'écrit Bourdieu (1977, p. 24), les arguments d'autorité (arguments renforcés par l'autorité de la

personne qui les utilise) ont pour but de « garder cette autorité et de contribuer à sa crédibilité ».

Un autre de nos constats est que la différenciation est très présente dans les textes analysés. Cela s'explique par le fait qu'une différenciation entre « nous » et « l'autre » est une caractéristique du discours politique. Cela nous ramène aux modalités idéologiques théorisées par Van Dijk et qui reposeraient, notamment lors de conflits, sur la « différenciation entre ce qui fait partie du groupe et ce qui en est exclu, c'est-à-dire typiquement entre *nous* et *eux* » (Van Dijk, 2006, p. 77). Nous avons mentionné, dans la section 2.4, que la délégitimation sert à disqualifier et à stigmatiser *l'autre* et que de ce fait, cette stratégie suppose que le locuteur insiste sur les points négatifs de cet *autre* afin de convaincre la population d'être en accord avec ses propres propositions (Charaudeau, 2005). Cela permet aussi de légitimer l'action du gouvernement en mettant de l'avant ce qu'il fait de positif pour régler le conflit (Le Bart, 1998). Ainsi en indiquant vouloir contrer les manifestants qui font usage de la violence, le gouvernement se présente comme le héros de la situation. De ce fait, le gouvernement s'autolégitime en expliquant qu'il agit comme il le fait pour et au nom de la population qui est « lasse de la violence » ainsi que pour « la majorité des étudiants qui étudie ou qui voudrait le faire ». Il légitime ainsi la population ainsi que cette majorité d'étudiants qui désire étudier. D'ailleurs, le locuteur légitime principalement les acteurs qui confortent ses actes ou ses paroles. En contrepartie, il délégitime les associations étudiantes qui, selon lui, ne coopèrent pas avec le gouvernement ainsi que « la minorité d'étudiants qui est dans la rue ». On peut associer cette stratégie de légitimation de soi et de délégitimation de l'autre au carré idéologique de Van Dijk (2006), qui rend compte assez nettement de la représentation des acteurs sociaux dans notre corpus. Rappelons que le carré idéologique, tel que vu dans la section 2.1.2, consiste à accentuer les points positifs du locuteur et les points négatifs de l'autre ainsi qu'à diminuer les points négatifs du locuteur et les points positifs de l'autre (Van Dijk, 2006).

Dans les communiqués de notre corpus, le gouvernement fait preuve d'un certain respect pour les associations étudiantes surtout au début du mouvement étudiant. Par exemple, il

souligne, dans le communiqué du 15 avril, le fait que la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, soit réélue : « au cours du dernier week-end la FEUQ a reporté à sa tête Martine Desjardins, ce qu'a tenu à saluer la ministre ». Cependant, ce respect n'est pas appliqué de la même manière selon l'association étudiante et selon le contexte, puisque le ton change au cours du conflit. En effet, l'analyse des communiqués a révélé une distinction, ou une différenciation, entre les associations étudiantes à un certain moment (de la mi-avril à la fin avril). On peut penser que le locuteur a voulu marginaliser la CLASSE et ainsi la délégitimer, en l'associant entre autres à la violence. Cette tentative du gouvernement de briser la coalition des associations étudiantes doit être interprétée en tenant compte de l'histoire du mouvement étudiant des années 2000 et en particulier du conflit de 2005. En 2005, les représentants de la CASSÉE (CLASSE en 2012) n'avaient pas voulu dénoncer la violence (tout comme en 2012). Le gouvernement avait dès lors refusé de négocier avec cette association étudiante durant l'entièreté du conflit, mais avait continué à discuter avec les autres associations (Millette, 2011). En 2012, les autres associations n'ont pas accepté que la CLASSE soit retirée des négociations, ce qui a fait en sorte que le mouvement est resté plus solidaire et plus fort face au gouvernement.

5.2 Le non-dit

Un grand nombre d'événements ou de symboles de la crise sociale de 2012 au Québec ne se retrouvent pas dans les textes analysés, notamment la référence aux carrés rouges ou encore à la violence policière³⁴. Étant donné que nous nous attardions aux représentations des acteurs, nous n'avons pu faire une analyse précise du vocabulaire employé par le gouvernement, ce qui peut être une limite à notre recherche. Nous tenions tout de même à faire un petit survol de ce que nous avons vu (ou non) dans les communiqués. En effet, en tant que témoin de cette période, nous avons noté certains mots-clés qui circulaient beaucoup dans les médias et nous nous attendions donc à les retrouver dans les communiqués du gouvernement, dont les *0,50 \$ par jour*, le *boycott étudiant*, la *majorité silencieuse*.

³⁴ Pourtant largement médiatisée, dont le cas de la policière portant le matricule 728.

Utilisée en conférence de presse (Radio-Canada, 2012b), la présentation de la hausse des frais de scolarité ramenée à 0,50 \$ par jour ne figure qu'à deux reprises dans les communiqués : le 27 avril (le jour de la conférence de presse) et le 31 mai (lors d'un rappel des propositions faites précédemment par le gouvernement). La hausse annoncée était maintenue, mais étalée sur 7 ans plutôt que 5 ans. La démonstration avait été largement mobilisée dans les débats.

Pour ce qui est du *boycott*, il en est question à seulement 3 occasions dans un seul communiqué (16 mai) et à 2 occasions de *cours* ou de *sessions suspendues* dans un autre communiqué (18 mai). Il est question de *conflit* à 4 occasions (4, 5 et 16 mai), de *situation étudiante* et de *sortie de crise* à une occasion (respectivement les 16 mai et 31 mai), mais il n'est jamais question de *grève* dans les communiqués. Ainsi, « contrairement à l'usage coutumier, le gouvernement Charest a préféré parler de *boycott* des cours plutôt que de grève pour désigner le moyen de pression choisi par le mouvement étudiant » (Julien, 2012, p. 157). Le procédé prive les étudiants de reconnaissance, puisqu'en « faisant la promotion du boycottage, le gouvernement avait l'avantage d'orienter le débat non plus sur les finalités de la mobilisation, mais sur les moyens d'action, sur sa légitimité et, par le fait même, sur celle des organisations étudiantes » (Millette, 2013, p. 74). Julien (2012, p. 157) affirme qu'en « niant ainsi toute légitimité démocratique au mouvement étudiant, le gouvernement Charest a encouragé la juridicisation du conflit », visible entre autres par les arrestations de masse et les diverses injonctions.

Pour ce qui est de la *majorité silencieuse*, cette expression n'est jamais utilisée dans les communiqués de presse du gouvernement pendant la période qui nous intéresse. Il est plutôt question de contribuables (12 reprises), de la classe moyenne (9 occasions) ou dans une moindre mesure, de citoyens (7 occasions). Le ministère de l'Éducation fait également référence à cette catégorie d'acteurs (à une occasion) par la mention « au nom de la population qui est lasse des gestes de perturbations » (communiqué du 23 avril). Le Bart (1998) explique cela par le fait qu'une des manières les plus efficaces de s'autolégitimer pour un politicien est de rappeler qu'il parle au nom de ses électeurs ou des citoyens qu'il représente. On fait appel au terme *majorité* dans un seul communiqué (celui du 17 mai)

lorsque le ministère des Finances oppose la minorité d'étudiants qui serait dans la rue à la majorité qui voudrait étudier. La majorité (silencieuse) renvoie donc, dans les communiqués, aux étudiants.

Nous avons également remarqué que les différents locuteurs n'ont pas le même vocabulaire. Par exemple, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a un cadrage plus axé sur *l'accessibilité aux études* tandis que le celui du ministère des Finances et du Revenu vise davantage le côté financier de la hausse avec des expressions comme *fardeau fiscal*, *rigueur* ou *juste part*. En effet, l'expression *juste part* et ses variantes, très courantes dans le discours médiatique, ont été utilisées dans les textes analysés presque exclusivement par le ministère des Finances et du Revenu (communiqué du 13 mai et du 17 mai). Le ministère de l'Éducation ne les a utilisés que deux fois, et ce, dans le communiqué du 6 avril. Cependant, on note que le mot *contribution* revient de façon régulière dans les communiqués, dans une optique de contribution financière venant des parents pour aider l'étudiant (8 reprises) ou encore dans celle de la juste part des étudiants (1 seule occasion).

Par contre, l'expression *accessibilité aux études* est revenue régulièrement (29 occasions). En effet, d'avril à juillet, on la retrouve fréquemment. Le gouvernement insiste sur sa volonté de prioriser l'accessibilité aux études.

Le gouvernement, notamment le ministre des Finances dans ses discours officiels écrits, utilise certaines représentations sociales et idéologies qui circulent dans la société québécoise. Comme nous l'avons dit précédemment, les représentations sociales sont des valeurs et croyances communes et celles-ci, lorsqu'elles sont véhiculées par une personne ou un groupe de personnes, forment les idéologies. Les représentations et idéologies figurant dans le premier communiqué émis sur les frais de scolarité par le gouvernement, le 13 mars, sont celles de l'utilisateur-payeur³⁵, et du fait que les contribuables paient assez d'impôts, etc.

³⁵ En effet, le communiqué de presse du 13 mars a pour titre *Les contribuables paient leur juste part des services qu'ils reçoivent*. Le locuteur aborde le concept d'utilisateur-payeur et se questionne sur la part que l'utilisateur d'un service devrait payer pour le service qui lui est offert.

Elles sont véhiculées dans le but de soutenir les arguments du gouvernement et de convaincre la population d'augmenter la part de l'étudiant dans le paiement de la facture étudiante.

Un des cadrages fréquents du mouvement étudiant a été la violence (Millette, 2013). Le gouvernement a également utilisé cet argumentaire dans certains de ses discours écrits (principalement en avril et en mai, soit les mois où les tensions étaient plus fortes). En effet, de nombreux termes rappelant cette thématique sont présents, tels que violence, perturbations, débordements, intimidation, ordre, sécurité, etc. Ce cadrage, utilisé à la fois par les médias et par le gouvernement, est devenu un élément central du conflit (Millette, 2013). Ainsi, selon Millette (2013, p. 82), « l'utilisation stratégique de ce cadre, en plus de servir à miner la légitimité des organisations étudiantes les plus fermement opposées au gouvernement, a permis au Parti libéral du Québec de se positionner, à l'aube d'élections à venir, comme un tenant de la ligne dure et du respect des autorités politiques, judiciaires et policières ». Notons également que la violence policière n'est jamais abordée dans les communiqués du gouvernement, même si l'on sait que de grandes confrontations se sont déroulées dans les rues tout au long du mouvement étudiant (Millette, 2013, Dupuis-Déri, 2013, Bonenfant, Glinier et Lapointe, 2013).

Somme toute, quelqu'un qui n'aurait eu d'autre source que les communiqués de presse du gouvernement libéral pour prendre connaissance de la mobilisation étudiante de 2012 n'aurait eu accès qu'à une vision très restreinte et déformée de ce qui s'est réellement déroulé. Pour s'en convaincre, on peut consulter par exemple l'ouvrage publié par le photojournaliste Jacques Nadeau (2012) sur le mouvement étudiant qui en souligne, entre autres choses, la créativité. En revanche, le lecteur de communiqués échapperait sans doute à la violence des propos tenus dans l'espace public, sur les ondes de certaines radios, dans les pages de certains quotidiens ou encore dans les médias socionumériques.

Conclusion

L'objectif de cette recherche était d'étudier les représentations des acteurs sociaux dans le discours officiel du gouvernement libéral lors de la crise étudiante de 2012, qui fut historique à de nombreux égards, notamment par sa durée et l'ampleur de sa mobilisation. En effet, à un certain moment (le 22 mars 2012), il y avait 305 000 étudiants en grève sur un total de 400 000. Nous avons donc étudié les communiqués de presse émis par ce gouvernement entre les mois de février et septembre 2012. Nous voulions ainsi observer quels acteurs étaient légitimés et lesquels étaient délégitimés dans ce discours. Notre hypothèse de départ était que le gouvernement allait s'autolégitimer, légitimer la population et délégitimer les associations étudiantes. À la lumière de nos résultats, notre hypothèse s'avère pour l'essentiel, mais doit être nuancée.

Prenons d'abord le cas des associations étudiantes. Le locuteur varie sa façon de les représenter selon la période du conflit. Par exemple, dans le communiqué du 27 avril, le locuteur mentionne que « le gouvernement donne son accord à la création d'un conseil d'évaluation des universités, tel que l'a demandé la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ». Ainsi, dans ce texte, le locuteur légitime et respecte la demande faite par une des associations étudiantes. Cependant, dans le communiqué du 31 mai, le ton est différent : « De toute évidence, les associations étudiantes ne désirent qu'une seule chose, la gratuité au gel des droits de scolarité (*sic*), et ce, sans voir à long terme les conséquences sur la qualité des établissements et la valeur de leur diplôme, et sans considérer non plus l'impact qu'une telle situation peut créer sur les générations futures ». Dans ce cas, le gouvernement délégitime les demandes des associations étudiantes en suggérant notamment qu'elles manquent de sens pratique, de vision et de solidarité intergénérationnelle. Ainsi, le locuteur délégitime les associations étudiantes lorsqu'il estime qu'elles ne coopèrent pas avec lui comme dans le communiqué du 31 mai que nous venons d'évoquer. Il les délégitime aussi dans le texte du 25 avril, au motif (infondé) que la CLASSE n'aurait pas respecté la trêve demandée par le gouvernement.

Du côté des étudiants, nous pouvons conclure que, de manière générale, le locuteur légitime ceux qu'il présente comme « la majorité des étudiants qui désire étudier » et délégitime ceux

qu'il dit être « la minorité qui est dans la rue ». Nous voyons cette opposition comme un faux dilemme, puisque cela voudrait dire que ceux qui désirent étudier ne sont pas dans la rue et que ceux qui sont dans la rue ne désirent pas étudier. Or, notre participation active au mouvement étudiant et la fréquentation de nombreux étudiants militants nous empêchent de souscrire à une telle hypothèse.

Pour ce qui est de la population, elle est présentée comme subissant les contrecoups du mouvement étudiant et désireuse, tout comme le gouvernement, que « la pression baisse ». En fait, le gouvernement dit agir « pour le bénéfice des étudiants et de la population » (communiqué du 16 mai). Le fait qu'il dise agir au nom de la population lui confère, en principe, reconnaissance et légitimation. Cependant, il se contente de représenter la population comme une simple observatrice passive du conflit en question.

Les acteurs résiduels sont également représentés de manière passive et effacée. Ils sont principalement représentés lorsque leurs points de vue concordent avec le gouvernement et donc, lorsqu'ils viennent le légitimer en appuyant son argumentaire. On peut par exemple observer cette stratégie dans le communiqué du 5 juillet où le locuteur aborde le fait que le CCAFÉ (Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études) « concluait que les hausses des droits de scolarité annoncées n'étaient pas soudaines ».

Finalement, comme nous venons de le présenter, le gouvernement pratique systématiquement l'autolégitimation. Il y parvient en usant de plusieurs stratégies, notamment en présentant les personnes qui le représentent (les ministres, le premier ministre) avec leurs nombreux titres et fonctions. Cela permet de mettre de l'avant leurs compétences et de légitimer le rôle ou les rôles qu'ils occupent (Le Bart, 1998).

Retour sur le dispositif d'enquête

Pour analyser notre corpus, nous avons travaillé avec le schéma de Van Leeuwen (2009), qui s'est révélé un peu fastidieux à utiliser en raison de la complexité de sa structure, du chevauchement de certaines de ces catégories, de la terminologie souvent peu évocatrice et de

l'absence d'une traduction adéquate. Nous confirmons par ailleurs l'importance, soulignée par les auteurs de la CDA, de bien connaître le contexte de production du discours. En effet, il n'est pas certain que sans une connaissance intime du mouvement étudiant, il nous aurait été possible de produire une lecture aussi riche.

Avec cette recherche, nous nous sommes intéressée au discours écrit du gouvernement libéral pendant une période précise, soit la mobilisation étudiante de 2012 au Québec. Le fait qu'il existe désormais un certain nombre de travaux sur les discours de cette période, auquel notre mémoire apporte précisément une contribution, rend possible la comparaison revendiquée par certains des auteurs de la CDA. Par exemple, il serait possible de comparer le discours étudiant et le discours politique afin de voir si les mêmes stratégies sont utilisées. Ou encore de comparer le discours médiatique avec le discours politique. Nous espérons que d'autres chercheurs mettront à profit nos résultats afin de mieux comprendre les processus de légitimation et de délégitimation et de révéler une part du non-dit que l'étude de notre corpus a paradoxalement mis au jour.

Références

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses universitaires de France.
- Ancelevici, M. et Dupuis-Déri, F. (2014). *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal : Écosociété.
- Assemblée nationale. (2012). *Projet de loi 78*. Consulté en ligne le 11 septembre 2014. Consulté de <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-78-39-2.html>
- Assemblée nationale. (2013). *Maurice Le Noblet Duplessis*. Consulté en ligne le 26 mai 2016. Consulté de <http://www.assnat.qc.ca/fr/deputes/duplessis-maurice-le-noblet-3057/biographie.html>
- Barry, A.O. (2002). *Les bases théoriques en analyse du discours*. Consulté de <http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/metho-2002-01-barry.pdf>
- Bas, F. (1996). La « majorité silencieuse » : une construction du pouvoir. Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie. *Lettre d'information*, (17). Consulté de http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf/Lettre_d_info_68_no17_01-05-96.pdf.
- Beaudet, G. (2013). *Les dessous du printemps étudiant : la relation trouble des Québécois à l'histoire, à l'éducation et au territoire*. Québec : Éditions Nota Bene.
- Beaudet, P. (2014). Mouvement étudiant et luttes populaires au Québec. *Revue internationale et stratégique*, 1 (93), 101-108. DOI 10.3917/ris.093.0101
- Berthiaume, G., Corbo, C. et Beauchemin, J. (2011). *La Révolution tranquille en héritage*. Montréal : Boréal.
- Bhéreur-Lagounaris, A., Boudreau, J.-A., Carlier, D., Labrie, M. et Ribeiro, C. (2015). *Trajectoires printanières : Jeunes et mobilisation politique à Montréal*. Consulté de http://espace.inrs.ca/2654/1/TrajectoiresPrintanieres%20_FINAL.pdf
- Blouin-Genest, G. (2012). Le (dé) goût d'un printemps : la construction sociale de la violence et de l'extrémisme politique lors du conflit étudiant québécois. *Cultures & Conflits*, 3 (87), 160-166. Consulté de <http://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2012-3-page-160.htm>
- Bonardi, C. et Roussiau, N. (2014). *Les représentations sociales*. Paris : Dunod.
- Bonenfant, M., Glinier, A. et Lapointe, M.-E. (2013). *Le printemps québécois : une anthologie*. Montréal : Écosociété.
- Boulay, S. (2012). Exploration du phénomène d'astroturfing : une stratégie de communication usurpant l'identité citoyenne dans l'espace public. *Revue internationale Communication sociale et publique*, (7), 61-84. ISSN 1913-5297.

- Bourdieu, P. (1977). L'économie des échanges linguistiques. *Langue française*. (34) 17-34. DOI : 10.3406/lfr.1977.4815.
- Bourque, G. et Duchastel, J. (1988). *Restons traditionnels et progressifs : Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*. Montréal : Boréal.
- Brunelle, C., Lampron, L.-P. et Roussel, M. (2012). La liberté d'expression en contexte de crise : le cas de la grève étudiante. *Les Cahiers de droit*, 53 (4), 831-859. DOI : 10.7202/1013009ar
- Cauchy, C. (2009, 28 mars). McGill français, il y a 40 ans - L'impossible union de causes qui s'opposent. *Le Devoir*. Consulté de <http://www.ledevoir.com/societe/education/242305/mcgill-francais-il-y-a-40-ans-l-impossible-union-de-causes-qui-s-opposent>
- Charaudeau, P. (2002). À quoi sert d'analyser le discours politique ? Dans *deldiscurspolitic, IULA-UPF, Barcelone*. Consulté de <http://www.patrick-charaudeau.com/A-quoi-sert-d-analyse-le-discours.html>
- Charaudeau, P. et Maingueneau, D. (2002). *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Éditions du Seuil.
- Charaudeau, P. (2005). *Le discours politique : les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert.
- Chiasson-LeBel, T. et Coutu, B. (2012). La petite histoire du carré rouge. *Relations*, 760, 34-35. Consulté de <http://id.erudit.org/iderudit/67571ac>
- Clain, O. (2013). Présentation : carrés rouges. Éléments de sociographie du mouvement de 2012. *Recherches sociographiques*, 54 (3), 399-417. DOI : 10.7202/1020998ar
- Collette, K. (2013). Distances et conciliations sur le statut du discours : autour d'une analyse émergente des discours du Printemps érable. *Cahiers de recherche sociologique*, (54), 71-94. DOI : 10.7202/1025993ar
- Comeau, R. et Bourque, G. (1989). *Jean Lesage et l'éveil d'une nation : les débuts de la révolution tranquille*. Sillery : Presses de l'Université du Québec.
- Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec. (2002). *L'éducation pour tous : une anthologie du Rapport Parent*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- De Certeau, M. (1990). « Faire avec: usages et tactiques », dans *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris : Folio, p. 50-68.

- Dormagen, J.-Y. et Mouchard, D. (2007). *Introduction à la sociologie politique*. Bruxelles : De Boeck.
- Dufour, P. et Savoie, L.-P. (2014). Quand les mouvements sociaux changent le politique. Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec. *Canadian Journal of Political Science*, 47(3), 475-502. Doi : 10.1017/S0008423914000870
- Dupuis-Déri, F. (2013). *À qui la rue ? Répression policière et mouvements sociaux*. Montréal : Écosociété.
- Ethier, P. et Poirier-St-Pierre, R. (2013). *De l'école à la rue. Dans les coulisses de la grève étudiante*. Montréal : Écosociété.
- Fairclough, N. (2012). Critical discourse analysis. *International Advances in Engineering and Technology (IAET)*, 7. Consulté de <http://scholarism.net/FullText/2012071.pdf>
- Fairclough, I. et Fairclough N. (2012). Analyse et évaluation de l'argumentation dans l'analyse critique du discours (CDA) : délibération et dialectique des Lumières. *Argumentation et Analyse du Discours*, (9). Consulté de <http://aad.revues.org/1369>
- Fairclough, N. (2013). Critical discourse analysis and critical policy studies. *Critical Policy Studies*, 7(2), 177–197. DOI:10.1080/19460171.2013.798239
- Francoeur, C. (2012). Informer ou In-former ? : Les formats journalistiques au service du statu quo. *COMMPosite*. 15 (2), 17-32. Consulté de <http://www.commposite.org/index.php/revue/article/view/127>
- Frappier, A., Poulin, R. et B. Rioux. (2012). *Le printemps des carrés rouges : lutte étudiante, crise sociale, loi liberticide, démocratie de la rue*. Montréal : M Éditeur.
- Gallant, N., Latzko-Toth, G., Pastinelli, M. (2015). Circulation de l'information sur les médias sociaux pendant la grève étudiante de 2012 au Québec. *Centre d'études sur les médias*. Consulté de <http://www.cem.ulaval.ca/pdf/CirculationInformation.pdf>
- Ghiglione, R. (1974). Attitudes psycholinguistiques et perception des mots. *Journal de psychologie normale et pathologique*, 170-180. Consulté de http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/15130/HERMES_1989_5-6_201.pdf;jsessionid=02CA437C6DD3E2983CF186C2780DF83B?sequence=1
- Gingras, A.-M. (2003). *La communication politique : État des savoirs, enjeux et perspectives*. Ste-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Giordano, Y. (2003). *Conduire un projet de recherche*. Colombelles : Éditions EMS.
- Giroux, D. & Charlton, S. (2014 a). Les médias et la crise étudiante : traitement du conflit par les réseaux de télévision. *Centre d'études sur les médias*, 59 pages.

Giroux, D. & Charlton, S. (2014b). Les médias et la crise étudiante : traitement du conflit par la presse quotidienne montréalaise. *Centre d'études sur les médias*, 72 pages.

Gouvernement du Québec. (2003, 2 juillet). *Allocution du premier ministre du Québec à l'occasion de l'ouverture du débat sur les crédits 2003-2004*. Consulté de https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx?idf.

Gramsci, A. (1978). *Cahiers de prison*. Paris : Gallimard.

Herman, T. (2009). *Le discours politique est-il soluble dans le discours médiatique ?* Communication présentée lors du colloque *Le français parlé dans les médias : les médias et le politique*. Consulté de https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_C5A86F8CAA9B.P001/REF

Influence communication. (2012). État de la nouvelle : Bilan 2012. Consulté de <http://www.influencecommunication.com/sites/default/files/bilan-2012-qc.pdf>

Jodelet, D. (1989). *Les représentations sociales*. Paris : PUF.

Julien, F. (2012). Le printemps érable comme choc idéologique. *Cultures & Conflits*, (87). Consulté de <http://conflits.revues.org/18503>

Koller, V. (2009). Analyser une identité collective en discours : acteurs sociaux et contextes. *Semen*, (27). Consulté de <http://semen.revues.org/8676>

Krieg-Planque, A. (2006). « Formules » et « lieux discursifs » : propositions pour l'analyse du discours politique. *Semen*, (21). Besançon : Presses universitaires de Franche-Comté.

Labbé, D. et Monière, D. (2008). *Les mots qui nous gouvernent : Le discours des premiers ministres québécois : 1960-2005*. Montréal : Monière-Wollank Éditeurs.

Laforest, M. (2006). Interaction, ratés de l'intercompréhension et identité professionnelle : traces discursives du social. *Gragoatá*, 1 (20), 29-45. Consulté de <http://www.uff.br/posletras/portugues/revistas/gragoata20web.pdf#page=29>

Lamizet, B. (2011). *Le langage politique. Discours, images, pratiques*. Paris : Éditions Ellipses.

La Presse canadienne. (2012, 10 mai). Droits de scolarité : la CLASSE rejette l'entente conclue avec Québec. *Le Devoir*. Consulté de <http://www.ledevoir.com/societe/education/349748/droits-de-scolarite-la-classe-rejette-l-entente-conclue-avec-quebec>

Larousse. (2017a). *Contribution*. Consulté de <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/contribution/18924>

- Larousse. (2017b). *Gouvernement*. Consulté de <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/gouvernement/37698>
- Le Bart, C. (1998). *Le discours politique*. Paris : PUF.
- Le Bart, C. (2003). L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur. *Mots. Les langages du politique*, 72 (2003). DOI : 10.4000/mots.6323
- Lemay, V. et Laperrière, M.-N. (2012). Contestation étudiante et soubresauts étatiques : le printemps québécois sous une perspective droit et société. *Revue canadienne de Droit et société*, 27 (3), 427-438. Consulté de https://muse.jhu.edu/login?auth=0&type=summary&url=/journals/canadian_journal_of_law_and_society/v027/27.3.lemay01.pdf
- Lemieux, V. (2007). Discours et pratiques des partis politiques. *Politique et Sociétés*, 26 (2-3), 5-18. DOI : 10.7202/017660ar
- Lessard, D. (2012, 26 mai). Sondage CROP-*La Presse* : la loi spéciale divise le Québec. *La Presse*. Consulté de <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/25/01-4528871-sondage-crop-la-presse-la-loi-speciale-divise-le-quebec.php>
- Macé, E. (2006). Sphère publique, industries culturelles, mouvements culturels. Dans Macé, E. (Éds), *As seen on TV. Les imaginaires médiatiques. Une sociologie postcritique des médias* (pp. 75-105). Paris : Amsterdam.
- Mainguenu, D. (2012). Que cherchent les analystes du discours ? *Argumentation et Analyse du Discours*, (9). Consulté de <http://aad.revues.org/1354>
- Maisonnette, D., Lamarche, J.-F. et St-Amand, Y. (2009). *Les relations publiques dans une société en mouvance*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Martin, E. (2013). Le printemps contre l'hégémonie : la mobilisation étudiante de 2012 et le blocage institutionnel de la société québécoise. *Recherches sociographiques*, 54 (3), 419-450. DOI : 10.7202/1020999ar
- Mathieu, L. (2011). *La démocratie protestataire : mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Mazière, F. (2005). *L'analyse du discours : histoire et pratiques*. Paris : Presses universitaires de France.
- Meunier, E.-M. et Warren, J.-P. (2002). *Sortir de la grande noirceur : l'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*. Sillery : Septentrion.

- Meyer, M. (2001). Between theory, method, and politics: positioning of the approaches to CDA. Dans Meyer, M. et R. Wodak (Eds.), *Methods of Critical Discourse Analysis* (pp.14-31). London : SAGE.
- Millette, J. (2011). *Relations publiques et contestation étude du cas de la grève menée par les étudiants québécois en 2005*. (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal, Montréal. Consulté de <http://www.archipel.uqam.ca/4027/1/M12006.pdf>
- Millette, J. (2013). *De la rue au fil de presse. Grèves étudiantes et relations publiques*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Monière, D. (1977). *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*. Montréal : Éditions Québec Amérique.
- Moscovici, S. (1976). *La psychanalyse, son image, son public*. Paris : PUF.
- Nadeau, J. (2016, 27 octobre). Outrage au tribunal : Gabriel Nadeau-Dubois acquitté. *Le Devoir*. Consulté de <http://www.ledevoir.com/non-classe/483224/cours-supreme-gabriel-nadeau-dubois>
- Nadeau, J. (2012). *Carré rouge : le ras-le-bol du Québec en 150 photos*. Montréal : Fides.
- Nadeau-Dubois, G. (2013). *Tenir tête*. Montréal : Lux.
- Nadeau-Dubois, G. (2014). *Libres d'apprendre : Plaidoyers pour la gratuité scolaire*. Montréal : Écosociété.
- Panitch, L., Albo, G. et Chibber, V. (2013). *Quelle stratégie?* Mont-Royal : M Éditeur.
- Petitclerc, A. (2009). Introduction aux notions de contexte et d'acteurs sociaux en Critical Discourse Analysis, *Semen*, (27). Consulté de <http://semen.revues.org/8540>
- Pétry, F., Bélanger, E. et Imbeau, L. M. (2006). *Le Parti libéral : Enquêtes sur les réalisations du gouvernement Charest*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Provencher, A. (2012). Le Printemps érable : une invitation à repenser les relations publiques politiques. *COMMPosite*. 15 (2), 5-15. Consulté de <http://www.commposite.org/index.php/revue/article/view/126/116>
- Provencher, A. (2013). *Vers une approche sociale ou managériale des relations publiques ? le cas du printemps érable*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Montréal. Consulté de <http://www.archipel.uqam.ca/6027/>
- Radio-Canada. (2012a). *Les grèves étudiantes au Québec : quelques jalons*. Consulté de <http://ici.radio-canada.ca/sujet/Droits-scolaire/2012/02/14/003-droits-greve-chrono.shtml>

- Radio-Canada. (2012b). *Québec propose d'étaler la hausse des droits de scolarité sur sept ans*. Consulté de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/559342/charest-beauchamp-cdp>
- Radio-Canada. (2017). *Printemps érable : les leçons d'une bataille inachevée*. Consulté de http://ici.radio-canada.ca/emissions/medium_large/2016-2017/chronique.asp?idChronique=428583
- Raynauld, V., Lalancette, M. et Tourigny-Koné, S. (2015 a). *Political Protest 2.0: Social Media and the 2012 Student Strike in the Province of Quebec*. Communication présentée au APSA 2014 Annual Meeting Paper. Montréal.
- Raynauld, V., Lalancette, M. et Tourigny-Koné, S. (2015b). Taking Protest to the Twittiverse : Making Sense of New Forms of Political Action on Social Media. *The Center for E-Democracy*. Consulté de <http://www.centreforedemocracy.com/taking-protest-twittiverse-making-sense-newforms-political-action-social-media/>
- Rey, A. (2005). *Dictionnaire culturel en langue française*. Paris : Le Robert.
- Robert, A. et Bouillaguet, A. (1997). *L'analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France.
- Rosanvallon, P. (2008). *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*. Paris : Éditions du Seuil.
- Sabourin, P. (2006). L'analyse de contenu. Dans Gauthier, B. (Éds), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Sauvageau, F. et Thibault, S. (2013 a). Les médias et la crise étudiante. *Centre d'études sur les médias*. Consulté de <http://www.cem.ulaval.ca/pdf/Crise%20etudiante%20Sauvageau-Thibault.pdf>
- Sauvageau, F. et Thibault, S. (2013b). Tout voir et tout entendre, mais sans comprendre ! Le conflit étudiant et les défaillances des médias. *Recherches sociographiques*, 14 (3), 497-518. DOI : 10.7202/1021003ar
- Simard, M. (2013). *Histoire du mouvement étudiant québécois 1956-2013 : Des trois braves aux carrés rouge*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Sloan, T. (1965). *Une révolution tranquille ?* Montréal : Éditions HMH.
- Surprenant, M.-E. et Bigaouette, M. (2013). *Les femmes changent la lutte : au cœur du printemps québécois*. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Thompson, J. B. (1987). Langage et idéologie. *Langage et société*, 39 (mars), 7-30. Consulté de http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/lsoc_0181-4095_1987_num_39_1_2340

- Tremblay, P. A., Roche, M. et Tremblay, S. (2015). *Le Printemps Québécois : Le Mouvement Étudiant de 2012*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Trudel, F. (2014). *Un cégep dans la rue*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Turbide, O., Vincent, D. et Laforest, M. (2008). Les « X » à Québec : La construction discursive d'un groupe exclusif. *Recherches sociographiques*, 49 (1), 87-112. DOI : 10.7202/018195ar
- Van Dijk, T. A. (1995). Discourse Analysis as Ideology Analysis. Dans Schäffner, C. et Wenden, A. (Eds.), *Language and Peace* (pp. 17-33). Aldershot: Dartmouth Publishin.
- Van Dijk, T. A. (2006). Politique, Idéologie et Discours. *Semen*, (21). Consulté de <http://semen.revues.org/1970>
- Van Leeuwen, T. (2008). *Discourse and practice new tools for critical discourse analysis*. New York: Oxford University Press.
- Weissbrod, L. (1981). Delegation and Legitimation as a Continuous Process: A Case Study of Israel, *Middle East Journal*, 35(4), 527-543. Consulté de <http://www.jstor.org/stable/4326303>
- Wodak, R. (2001). What CDA is about - a summary of its history, important concepts and its developments. Dans Meyer, M. et Wodak, R. (Eds.), *Methods of Critical Discourse Analysis* (pp. 1-13). London : SAGE.
- Wodak, R. (2009). Pragmatique et Critical Discourse Analysis : un exemple d'une analyse à la croisée des disciplines, *Semen*, 27 (juin). Consulté de <http://semen.revues.org/8878>
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès*, 1 (4), 27-42. Consulté de <http://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1989-1-page-27.htm>

Annexe 1

Corpus

Date	Titre du texte	Locuteur
13 mars 2012	Les contribuables paient leur juste part des services qu'ils reçoivent	Ministère du Revenu
20 mars 2012	<i>Aide financière aux études</i> – Une campagne d'information qui se poursuit	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
5 avril 2012	Un nouveau régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu et une aide financière bonifiée pour assurer l'accessibilité aux études	Ministère des Finances et du Revenu et ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
6 avril 2012	<i>Rencontre avec les associations étudiantes</i> – La ministre Beauchamp désire rectifier les faits	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
15 avril 2012	Québec prêt à discuter de la gestion des universités	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
16 avril 2012	Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport fait le point sur le piratage de ses sites	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
18 avril 2012	La ministre Beauchamp réitère sa demande aux associations étudiantes de condamner les gestes de violence, de vandalisme et d'intimidation	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
23 avril 2012	Une rencontre pour une solution rapide	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
25 avril 2012	La classe s'exclut de la table de discussion	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
27 avril 2012	<i>Hausse des droits de scolarité</i> – Une solution globale pour l'accessibilité aux études universitaires	Cabinet du premier ministre et ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
4 mai 2012	La ministre Beauchamp convoque les partenaires des réseaux collégial et universitaire	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
5 mai 2012	Le gouvernement du Québec annonce une entente de principe avec les quatre associations étudiantes	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
5 mai 2012	Le gouvernement du Québec annonce une entente de principe avec les quatre	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

	associations étudiantes	
14 mai 2012	Le premier ministre rend hommage à Line Beauchamp	Cabinet du premier ministre
14 mai 2012	La ministre Michelle Courchesne occupera des fonctions ministérielles additionnelles	Cabinet du premier ministre
16 mai 2012	<i>Boycott des étudiants</i> - Le gouvernement annonce le dépôt d'un projet de loi qui proposera des changements importants au calendrier scolaire et affirmera le droit à l'accès à l'éducation	Cabinet du premier ministre
17 mai 2012	Ce que le gouvernement consent à un groupe, il doit l'enlever à un autre	Ministère des Finances
18 mai 2012	Loi permettant aux étudiantes et étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements d'enseignement postsecondaire qu'ils fréquentent – Le projet de loi 78 adopté à l'Assemblée nationale	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
31 mai 2012	<i>Négociations sur les droits de scolarité</i> – Des discussions basées sur l'ouverture, mais l'impasse continue	Cabinet du premier ministre et ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
13 juin 2012	<i>Aide financière aux études</i> – Déclaration de la FECQ et de la FEUQ : la ministre Courchesne rectifie les faits	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
5 juillet 2012	<i>Aide financière aux études</i> — L'accessibilité aux études bonifiée dès l'automne	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
19 juillet 2012	Le gouvernement du Québec réagit à la suite de l'avis émis par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	Ministère de la Sécurité publique
7 août 2012	<i>Reprise des cours de la session d'hiver 2012 au collégial</i> – La ministre Courchesne se réjouit de l'entente intervenue avec la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Annexe 2

Liste exhaustive des appellations des acteurs

Étudiants	Associations étudiantes	Population	Gouvernement	Acteurs résiduels
Les étudiants	d'experts et de représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec	Les contribuables	Le ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal, M. Raymond Bachand	Du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Aux étudiants québécois	d'experts et de représentants de la Fédération étudiante universitaire du Québec	Ils [reçoivent]	Le ministre	ce comité
Les étudiants de la classe moyenne	d'experts et de représentants de la Fédération des associations étudiantes universitaires en éducation permanente	Les contribuables québécois	Il [se posait]	il [a rendu]
Des ex-étudiants	Les associations étudiantes	Ils [reçoivent]	Le gouvernement	d'experts et de représentants de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
L'étudiant qui gagne moins	Des associations étudiantes	Ils [participent]	Une campagne d'information	Des universités québécoises
Tous les étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$	Les représentants étudiants	L'ensemble des contribuables	le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Les étudiants de la classe moyenne	Les associations étudiantes	Certains	Des messages radiophoniques	De nombreux pays

Un étudiant dans cette situation	La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)	Le bénéficiaire ou l'utilisateur du service	Nous [tenons]	Les universités
Des étudiants	Elle [souhaitait – la FEUQ]	Du contribuable	Nous [le rappelons]	Des entreprises
50 000 étudiants qui sont, pour la plupart, issus de la classe moyenne	La FEUQ	Le patient qui doit être hospitalisé	Nos messages	L'endroit où les droits de scolarité sont parmi les plus bas au Canada
Des étudiants	Martine Desjardins	Le citoyen qui conduit une motocyclette	Les sommes disponibles	Chacune des parties
Un étudiant québécois	La FEUQ	Des contribuables	La ministre Beauchamp	Des universités
Un étudiant	Aux associations étudiantes	Les ménages québécois	On [parle]	Des universités
Il [doit assumer – un étudiant]	Aux associations étudiantes	la population québécoise	La ministre	Une Commission d'évaluation des universités du Québec
Un étudiant	Aux porte-paroles des différentes associations étudiantes	au public	Le Ministère	Les réseaux scolaires
Les étudiants	En tant que leaders	leurs parents	La loi sur le Conseil supérieur de l'éducation	La Sûreté du Québec
Aux étudiants provenant de la classe moyenne	Il [est de votre devoir]	les citoyens	La ministre	De certains groupes violents
Les étudiants	Ils [sont – les leaders étudiants]	Des personnes les plus vulnérables	le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Ces mouvements
Les étudiants	Ils [se veulent – les leaders étudiants]	Celles dont la carrière est moins lucrative	Un nouveau régime	Les collèges et universités au Québec
La communauté étudiante	Les leaders étudiants	Deux parents gagnants 50 000 \$ chacun	Une aide financière bonifiée	Les médias
Les étudiants	Aux leaders des associations étudiantes	Aucune contribution parentale	Le gouvernement	Conseil

La communauté étudiante	Aux associations étudiantes	Ses parents	Ces mesures	Des universités
Toutes et tous	Toutes les associations étudiantes	Les contribuables	La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Line Beauchamp	Un conseil d'évaluation des universités
Des étudiants	Chacune des associations	Une personne	Du ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal, M. Raymond Bachand	Cette instance
Ces derniers	Des associations étudiantes	Le Québec	Les ministres	Des universités
Les étudiants universitaires qui ont droit à une bourse	Ces dernières	La population en général	Le budget 2011-2012	Du réseau universitaire québécois
Leurs pairs	Elles-mêmes	Leur	Ce plan	Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Les générations à venir	La classe	Notre société	M. Bachand	les partenaires des réseaux collégial et universitaire
Quiconque	Des manifestants	Au Québec	Le ministre Bachand	les partenaires des réseaux collégial et universitaire
L'ensemble des étudiants	La CLASSE	Nous [avons – au Québec]	Le gouvernement	des représentants de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)
Les étudiants	Elle-même [la CLASSE]	D'autrui	Il [est prévu]	des représentants de la Fédération des cégeps

Plus de 44 000 étudiants	Elle [la CLASSE]	la population	Ce nouveau mécanisme	des représentants des principales centrales syndicales
Tous les étudiants	Les représentants des trois autres associations étudiantes	Tous	Le gouvernement	Des universités
Les étudiants dont le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$	Les associations étudiantes	Il [est maintenant possible]	Ce nouveau régime	Un conseil provisoire des universités
Les étudiants de la classe moyenne	Les associations étudiantes	L'ensemble des Québécois	[a-t -] il [affirmé]	Un conseil permanent des universités
Un étudiant sans revenu vivant chez ses parents	La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)	Aucune contribution parentale	Un soutien financier additionnel	Le Conseil provisoire
Plus de 50 000 étudiants	Des représentants étudiants	Le revenu des parents n'excède pas 100 000 \$	La ministre Beauchamp	Des universités
Des ex-étudiants	des associations étudiantes	ses parents	La ministre	Aux partenaires des réseaux collégial et universitaire
Des plus vulnérables d'entre eux [Des ex-étudiants]	Les quatre associations étudiantes	Aux Québécois	Un soutien financier additionnel	Nos établissements universitaires
Tous les étudiants qui le désirent	Les quatre associations étudiantes	Des Québécois	Des investissements importants	Les représentants de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)
Tous les étudiants du Québec	la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)	Nos enfants	Le ministre des Finances	Les représentants de la Fédération des cégeps
Leurs membres	la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)	La société québécoise	Ces bonifications	Les représentants des centrales syndicales
Aux étudiantes et étudiants du Québec	la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ)	De nombreux citoyens	Le plan de financement des universités québécoises	toutes les parties impliquées

Leurs membres	l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE)	Les citoyens de Bourassa-Sauvé	Les nouvelles mesures proposées	Le milieu culturel
la situation étudiante	Les associations étudiantes	Les	Le gouvernement	Des universités québécoises
des étudiants	Les associations étudiantes	[Au nom de] tous les Québécois	L'aide additionnelle	des établissements qui font l'objet d'un boycott
aux étudiants	Aux quatre associations étudiantes	Tous	Des préoccupations gouvernementales	les cégeps et les universités
les étudiants	Les quatre associations étudiantes	Tous nos concitoyens	La ministre Beauchamp	la direction d'un établissement
les étudiants	les quatre associations étudiantes	tous les Québécois	La ministre Beauchamp	les professeurs
des étudiants	la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)	Un autre [groupe]	La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Line Beauchamp	les 14 cégeps
aucun étudiant	la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)	Chacun	Il [n'y a]	les facultés et programmes universitaires actuellement aux prises avec un boycott étudiant
ceux désireux de poursuivre leur apprentissage	la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ)	Citoyens	Les membres de mon cabinet	les cégeps et les universités qui complètent actuellement leur session de façon normale
Aux étudiants	l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE)	Personne	La ministre Beauchamp	ceux qui font toujours l'objet de perturbations qui les empêchent de poursuivre la session
La majorité des étudiants	les associations étudiantes	Chacun	Le gouvernement	rien ni personne
Une minorité d'étudiants	les représentants des universités et des cégeps	Le contribuable québécois	Nous [le gouvernement]	un cégep ou d'une université

Ils [la minorité d'étudiants]	les représentants des associations étudiantes	Tous les citoyens québécois	Il [n'est nullement]	en classe
Leur éducation universitaire	Un groupe	Les Québécois	Le gouvernement du Québec	tous les acteurs concernés
Il [s'en trouve]	Des leaders étudiants	Les mieux nantis	Mme Beauchamp	D'autres gouvernements
Certains [de la minorité d'étudiants]	On [voudrait]	Les plus riches	Des mesures concrètes	Leurs citoyens
Leurs collègues de la majorité	Un groupe	Les plus démunis	La ministre Beauchamp	Entreprises
Ils [la minorité d'étudiants]	Les associations étudiantes	Les riches	Mon collègue le ministre des Finances	Des universités
Les étudiants	Une association étudiante	Le contribuable québécois	moi-même	Celles-ci [les universités]
Les étudiants	Une fédération étudiante	Les riches du Québec	Du gouvernement du Québec	Des universités québécoises
La minorité d'étudiants qui est dans la rue	Un représentant d'une association	Leur	La ministre	La propriété publique et privée
La majorité qui étudie ou voudrait le faire	Un représentant d'une fédération étudiante	Du Québec	J'[en appelle]	Les minières
Les diplômés compétents et créatifs	Une association d'étudiants	Une société plus égalitaire	La ministre Beauchamp	Les minières du Québec
La minorité d'étudiants qui persiste dans son intransigeance	Une fédération d'associations	Aux travailleurs	Québec	Leurs voisins de l'Ontario
Ils [la minorité d'étudiants]	Les représentants des quatre associations étudiantes	Des Québécois	La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Line Beauchamp	Il [en existe]
Ils [la minorité d'étudiants]	aux associations étudiantes	Un autre [groupe]	Cette déclaration	Toute organisation, privée comme publique
Les étudiants	Leur contribution individuelle	D'autres groupes	La ministre	Aux entreprises
La majorité des étudiants	Des associations étudiantes	Au Québec	J ['ai pris acte – la ministre]	Aux investisseurs

Cette majorité	les associations étudiantes	Au Québec	Je [suis – la ministre]	L'économie québécoise
D'une minorité	La FECQ	Une personne [un étudiant ou un professeur]	La ministre Beauchamp	Au réseau universitaire québécois
Aux étudiantes et étudiants	la FEUQ	Elle [a le droit – une personne]	La ministre de l'Éducation	Il [le réseau universitaire]
Ils [fréquentent – aux étudiantes et étudiants]	la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)	Tout individu	Elle [avait – la ministre]	Les établissements d'enseignement postsecondaire
Aux étudiantes et étudiants	la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)	Une personne	Le gouvernement	Les établissements d'enseignement postsecondaire
Ils [fréquentent – aux étudiantes et étudiants]	La FECQ	Au Québec	Je [tiens – la ministre]	La Fédération des cégeps
Aux étudiantes et étudiants qui le désirent	la FEUQ	Toute personne	Nous	La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)
Leur cheminement scolaire ou leur future carrière	Le FECQ	Elle [doit – toute personne]	La ministre Beauchamp	L'établissement d'enseignement
Un étudiant	la FEUQ	Nous [avons – au Québec]	Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Les universités
Il [fréquente – un étudiant]	Elles [présenteraient]	Notre société démocratique	Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)	Les établissements dont les cours sont interrompus
Ses étudiantes et étudiants inscrits	Des associations étudiantes	des contribuables québécois	Il [a pris – le MELS]	Les collèges
Ils [poursuivront – ses étudiantes et étudiants]	Ces dernières	des contribuables québécois	Le MELS	Les autres établissements
Leur admission [les étudiantes et étudiants]	Les associations étudiantes	les contribuables	Du Ministère	Ces derniers

Les étudiantes et étudiants ayant fréquenté un établissement...		Au Québec	Le Ministère	Les établissements collégiaux
Ses membres		les contribuables	Il [accentuera – le ministère]	Des services d'enseignement
Nos jeunes		des contribuables	Une démarche	Un collège
Ils [se sont – nos jeunes]		des parents	La ministre Beauchamp	Il [fixe - collège]
Ils [ont – nos jeunes]		des conjoints	Ministre de la Sécurité publique, M. Robert Dutil	Une université
Tous les étudiants		la classe moyenne	L'Assemblée nationale	L'université
Celles et ceux qui le désirent		Au Québec	La vice-première-ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Line Beauchamp	Un dirigeant
les étudiants		Des contribuables québécois	M. Dutil	Un employé
tous les étudiants		Au Québec	J'[en appelle – Mme Beauchamp]	Une association de salariés
des étudiants		Une contribution des parents	Mme Beauchamp	Un dirigeant
ces derniers [les étudiants]		Une contribution du conjoint	Je [l'ai dit- Mme Beauchamp]	Un représentant d'un établissement
aux étudiants		Les deux parents qui vivent ensemble ont un revenu inférieur à 60 000 \$	Je [tiens à - Mme Beauchamp]	Une association de salariés
des milliers d'étudiants en formation postsecondaire non universitaire		La contribution parentale	Mme Beauchamp	Un établissement
des étudiants universitaires		Le Québec	La ministre	Un organisme

les contribuables et] les divers groupes d'étudiants		Au Québec	La vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Mme Line Beauchamp	Un groupement
les diverses clientèles		Une société comme la nôtre	La ministre Beauchamp	Au corps de police
tous les étudiants provenant d'une famille ayant un revenu inférieur à 100 000 \$		Certains citoyens	Nous [ne sommes plus - le gouvernement]	Le corps de police
Aux étudiants de la classe moyenne		Il [est]	Il [faut]	L'organisateur
44 000 étudiants			Je [demande – la ministre]	Au corps de police
Leur diplôme			Mme Beauchamp	Tous
les générations futures			Nous [devons - le gouvernement]	Des universités
Les étudiantes et étudiants québécois			Mme Beauchamp	tous les acteurs du milieu de l'éducation
des étudiants universitaires du 1er cycle			Il [est temps]	Des universités québécoises
les étudiantes et étudiants les moins nantis			La ministre Beauchamp	Des établissements
67 000 étudiants			Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Aux établissements d'enseignement supérieur
les étudiants de la classe moyenne			La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M ^{me} Line Beaucha mp	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE)
Les étudiantes et étudiants dont le revenu familial se situe entre 60 000 \$ et 100 000 \$			Nous [ne pouvons]	Leur [analyse]

les étudiantes et étudiants provenant de la classe moyenne			Nous [avons clairement demandé]	Le CCAFE
nos étudiantes et étudiants			Je [Line Beauchamp]	Son avis
les étudiants universitaires du 1 ^{er} cycle bénéficiant du Programme de prêts et bourses			La ministre Beauchamp	Du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFÉ)
Les étudiantes et étudiants issus de la classe moyenne			M ^{me} Beauchamp	Le CCAFE
Celles et ceux qui ont un plus faible revenu			Une solution globale	Il [a accueilli – le CCAFE]
Tous les étudiants universitaires provenant d'une famille ayant des revenus de 100 000 \$ et moins			Le premier ministre du Québec, Jean Charest	Le CCAFÉ
Nos jeunes			La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp	Il [constatait – le CCAFE]
Certains étudiants			Nous	Les provinces
Tous les étudiants			Le gouvernement	Au Canada
Aux étudiants qui le désirent			Le premier ministre	Il [concluait – le CCAFE]
Ceux qui souhaitent étudier			Nous	La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Des étudiants			L'ensemble des mesures	La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

les étudiantes et étudiants			La ministre Beauchamp	Leur établissement d'enseignement
aux étudiantes et étudiants			Le gouvernement	Aux établissements d'enseignement
des étudiantes et étudiants			Cette mesure	La Cour supérieure du Québec
			Nous	La Cour d'appel
			Cette proposition	La Cour supérieure
			Cette mesure	D'autres regroupements
			Cette proposition	Les tribunaux
			Ces deux mesures	la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec
			Le gouvernement	le Comité patronal de négociation des collèges
			Ce nouveau régime	la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec
			Le gouvernement	le réseau collégial
			Cette proposition	aux enseignantes et enseignants
			Un effort financier considérable	Des ressources supplémentaires
			Au budget 2011-2012	les deux parties
			La ministre	les collèges touchés par le conflit étudiant
			Le gouvernement	ressources
			Ces mesures	les enseignantes et enseignants réguliers des établissements concernés
			Nous	de ressources

			Nous	les établissements concernés par cette entente sont les suivants (Collège Ahuntsic ; Cégep André-Laurendeau ; Collège Édouard-Montpetit ; Collège Lionel-Groulx ; Collège de Maisonneuve ; Cégep Marie-Victorin ; Collège Montmorency ; Collège de Rosemont ; Cégep de Saint-Hyacinthe ; Cégep de Saint-Jérôme ; Cégep de Saint-Laurent ; Collège de Valleyfield ; Cégep du Vieux Montréal)
			La ministre Beauchamp	Les représentantes des enseignantes et enseignants du 14 ^e établissement touché par la situation
			La ministre Beauchamp	Le Collège de Bois-de-Boulogne
			la vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M ^{me} Line Beauchamp	
			de représentants du gouvernement du Québec	
			Le gouvernement du Québec	

			La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M ^{me} Line Beauchamp	
			la présidente du Conseil du trésor, M ^{me} Michelle Courchesne	
			du ministre délégué aux Finances, M. Alain Paquet	
			Le gouvernement du Québec	
			Nous [avons]	
			La ministre Beauchamp	
			La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport	
			Du gouvernement du Québec	
			M ^{me} Courchesne	
			Notre gouvernement	
			M. Paquet	
			La ministre Beauchamp	
			Le gouvernement du Québec	
			La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M ^{me} Line Beauchamp	

			la présidente du Conseil du trésor, M ^{me} Michelle Cour chesne	
			Du ministre délégué aux Finances, M. Alain Paquet	
			Le gouvernement du Québec	
			Nous [sommes]	
			Je [tiens]	
			La ministre Beauchamp	
			Le premier ministre	
			Line Beauchamp	
			la vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp	
			le premier ministre du Québec, Jean Charest	
			Lui	
			Ses nombreuses réalisations	
			Line Beauchamp	
			Nous	
			Nous	
			Tous	
			Je [suis]	
			Moi	
			L'[ai]	
			Nos rangs	
			Cette femme talentueuse	
			Elle [a assumé]	
			L'État québécois	

			Je [crois]	
			Elle [a]	
			Je [comprends]	
			Je [respecte]	
			Le premier ministre	
			Line Beauchamp	
			Chaque ministère	
			Elle [a]	
			ministre de la Culture et des Communications	
			elle [qui a créé]	
			ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	
			elle [a jeté]	
			elle [a enclenché]	
			Line Beauchamp	
			Le premier ministre	
			une députée dévouée	
			Nous	
			une parlementaire appréciée, efficace et respectueuse	
			On	
			L'[avoir – Line Beauchamp]	
			Elle	
			je [vois]	
			Line	
			Nous	
			je [veux]	
			La	
			Lui	
			Jean Charest	

			La ministre Michelle Courchesne	
			La ministre Line Beauchamp	
			Le premier ministre Jean Charest	
			La ministre Michelle Courches ne	
			Elle	
			Madame Beauchamp	
			Nous	
			Je [tiens]	
			La	
			L'État	
			Madame Courchesne	
			Je [lui souhaite]	
			Le premier ministre	
			Le gouvernement	
			Du Conseil des ministres	
			le premier ministre du Québec, Jean Charest	
			la vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne	
			des décisions gouvernementales	

		nous [avons rencontré]	
		nous [souhaitons]	
		le gouvernement	
		nous [l'avons fait]	
		le premier ministre	
		le gouvernement	
		l'Assemblée nationale	
		ces propositions	
		elle [s'adressent – ces propositions]	
		nous [avons cherché]	
		nous [avons proposé]	
		le gouvernement	
		le gouvernement	
		ces mesures	
		madame Courchesne	
		le gouvernement	
		ce projet de loi	
		on	
		Le projet de loi	
		s'il [le projet de loi]	
		il [le projet de loi]	
		le projet de loi	
		l'Assemblée nationale	
		le premier ministre	
		Le gouvernement	
		Il [doit- le gouvernement]	
		Le budget 2010- 2011	
		Du gouvernement du Québec	
		Cette stratégie	

			Elle [reconnaît- cette stratégie]	
			Gouvernement	
			Le budget	
			Le plan de financement	
			Cet investissement	
			Nous [avons – le gouvernement]	
			Le gouvernement	
			Le gouvernement	
			Il [faut]	
			Une telle mesure	
			On [la suivait]	
			Cette mesure	
			Le système	
			Notre fiscalité et nos programmes sociaux	
			On [pourrait]	
			Du gouvernement du Québec	
			Il [faut]	
			Le gouvernement	
			Il [doit – le gouvernement]	
			Nos budgets et nos propositions récentes	
			Le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand	
			L'Assemblée nationale	

			La vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M ^{me} Michelle Courchesne	
			Le ministre de la Sécurité publique, M. Robert Dutil	
			Le ministre de la Justice et Procureur général, M. Jean-Marc Fournier	
			L'Assemblée nationale	
			Notre priorité	
			La ministre Courchesne	
			La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport	
			Ce projet de loi	
			Le ministre Dutil	
			Le gouvernement	
			Nous [adoptons – le gouvernement]	
			Le ministre Fournier	
			Ce projet de loi	
			Du gouvernement du Québec	
			La ministre Courchesne	
			Le projet de loi	

			L'Assemblée	
			le gouvernement du Québec	
			le premier ministre du Québec, Jean Charest	
			la vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne	
			du ministre délégué aux Finances, Alain Paquet	
			Il [n'est pas possible]	
			Le gouvernement	
			Le gouvernement du Québec	
			Nous [le gouvernement]	
			le premier ministre Charest	
			Le gouvernement	
			Nous [le gouvernement]	
			La ministre Michelle Courchesne	
			Le gouvernement du Québec	
			le gouvernement du Québec	
			le gouvernement	

			Il [est à noter]	
			Notre préoccupation centrale	
			Notre responsabilité	
			Le ministre Paquet	
			le gouvernement	
			le gouvernement	
			Il [est nécessaire]	
			le gouvernement du Québec	
			Ce plan	
			Le gouvernement	
			la ministre Courchesne	
			La ministre Courchesne	
			la vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M ^{me} Michelle Courchesne	
			le gouvernement	
			On [évalue]	
			La ministre	
			Je [vous rappelle]	
			Du gouvernement	
			Nous [devons]	
			Nous [faisons]	
			Du Budget 2011- 2012	
			M ^{me} Courchesne	
			Leur [permettent]	

			Me [transmettra]	
			Le gouvernement	
			Je [vous assure]	
			J'[y serai]	
			La ministre	
			Le Conseil des ministres	
			La vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Mme Michelle Courchesne	
			Le gouvernement	
			Il [est très important]	
			Le gouvernement du Québec	
			Le gouvernement	
			La ministre	
			au Budget 2011-2012	
			Au Conseil des ministres	
			Le gouvernement du Québec	
			Le ministre de la Sécurité publique, M. Robert Dutil	

			La vice-première ministre, M ^{me} Michelle Courchesne, également ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor	
			Je [tiens – le ministre]	
			La loi 12	
			Nous	
			Témoins de scènes de violence non acceptables	
			Mon rôle en tant que ministre de la Sécurité publique	
			Il [était]	
			Nous	
			Le ministre	
			Le gouvernement	
			Nous	
			Nous	
			La loi 12	
			Mme Courchesne	
			Le gouvernement	
			La ministre Courchesne	

			La vice-première ministre, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, M ^{me} Michelle Courchesne	
			Notre volonté	
			Nous [allons]	
			la ministre Courchesne	
			le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	

Annexe 3

Catégories de Van Leeuwen

Inclusion

Il y a inclusion lorsque le locuteur inclut un acteur dans le texte, c'est-à-dire qu'il cite un acteur d'une quelconque façon.

Rôle actif

L'acteur social est considéré comme ayant un rôle actif lorsqu'il est « représenté comme une force active et dynamique dans une activité » (Van Leeuwen, 2008, p. 33).

Rôle passif

L'acteur social est considéré comme ayant un rôle passif lorsqu'il est « représenté comme *subissant* l'activité, ou comme en étant le *récepteur final* » (Van Leeuwen, 2008, p. 30).

Détrimentaire

Un acteur social détrimentaire est « traité comme un objet dans la représentation » (Van Leeuwen, 2008, p. 33).

Bénéficiaire

« Les acteurs sociaux bénéficiaires forment un tiers qui tire un bénéfice positif ou négatif de l'action » (Van Leeuwen, 2008, p. 33).

Circonstancialisation

L'attribution du rôle actif ou passif peut être faite par la circonstancialisation, c'est-à-dire par « des compléments circonstanciels prépositionnels » (Van Leeuwen, 2008, p. 33-34).

Possessivation

La possessivation survient lorsque l'acteur social, actif ou passif, est précédé d'un pronom possessif (Van Leeuwen, 2008, p. 33).

Personnalisation

Il y a personnalisation lorsqu'un acteur social est présenté avec des traits humains, c'est-à-dire qu'il est considéré comme une personne (Van Leeuwen, 2008, p. 47).

Détermination

Il y a détermination lorsque l'identité de l'acteur social est « spécifiée d'une manière ou d'une autre » (Van Leeuwen, 2008, p. 39).

Association

Il y a association lorsque le locuteur forme des groupes avec certains acteurs sociaux ou groupes d'acteurs sociaux (Van Leeuwen, 2008, p. 38).

Dissociation

Il y a dissociation lorsque des groupes d'acteurs sociaux sont défaits dans un texte (Van Leeuwen, 2008, p. 38).

Différenciation

Il y a différenciation lorsque le locuteur « différencie explicitement un acteur social individuel ou un groupe d'acteurs sociaux d'un autre acteur ou d'un autre groupe similaire, en créant une différence entre le *soi* et *l'autre*, ou entre *nous* et *eux* » (Van Leeuwen, 2008, p. 40).

Indifférenciation

Il y a indifférenciation lorsque le locuteur ne différencie pas explicitement un acteur social d'un autre (Van Leeuwen, 2008, p. 40).

Catégorisation

Il y a catégorisation lorsque les acteurs sont « représentés à partir des identités ou des fonctions qu'ils partagent avec d'autres » (Van Leeuwen, 2008, p. 40). Selon Van Leeuwen, il y a deux types de catégorisation : la fonctionnalisation et l'identification (2008, p. 40).

Fonctionnalisation

La fonctionnalisation, type de catégorisation selon Van Leeuwen, se manifeste lorsque l'on fait référence à un acteur social selon ce qu'il fait, soit une occupation ou un rôle (2008, p. 42). Il ajoute que les « acteurs sociaux ayant un haut statut social, comme le gouvernement ou les experts sont toujours fonctionnalisés » (2008, p. 45).

Identification

Il y a identification lorsque les acteurs sociaux sont représentés par ce qu'ils sont. Van Leeuwen en distingue trois sortes : la classification, l'identification relationnelle et l'identification physique (2008, p. 43).

Classification

Il y a classification lorsque le locuteur « fait référence à un acteur social à partir des catégories majeures » (Van Leeuwen, 2008, p. 42) d'une société donnée. Par exemple, dans la société occidentale, on retrouve « l'âge, le sexe, la provenance, la classe sociale, la richesse, la race, le groupe ethnique, la religion, etc. » (Van Leeuwen, 2008, p. 42). Ces catégories sont en mouvance selon l'époque et la culture (Van Leeuwen, 2008, p. 42).

Identification relationnelle

Il y a identification relationnelle lorsque le locuteur aborde un acteur social selon ses relations personnelles, de travail ou encore sa parenté (Van Leeuwen, 2008, p. 43).

Identification physique

Il y a identification physique lorsque le locuteur représente un acteur social par une ou des caractéristiques physiques, l'identifiant de manière unique dans un contexte donné (Van Leeuwen, 2008, p. 44).

Estimation

Il y a estimation lorsque le locuteur fait référence à un acteur social en termes évaluatifs, à savoir s'il est « bon ou mauvais, aimé ou détesté, admiré ou pris en pitié » (Van Leeuwen, 2008, p. 45).

Nomination

La nomination survient lorsque les acteurs sociaux sont « représentés soit à partir de leur identité propre, en étant *nommés* » (Van Leeuwen, 2008, p. 40). Ils peuvent être nommés de manière formelle ou de manière informelle.

Détermination simple

La détermination simple survient quand l'acteur social est représenté par une seule caractéristique.

Surdétermination

Il y a surdétermination quand le locuteur présente l'acteur par plusieurs caractéristiques. Selon Van Leeuwen (2008, p. 47), « la surdétermination est l'un des moyens par lesquels les textes légitiment les usages ».

Indétermination

Il y a indétermination lorsque les acteurs sociaux ne sont pas spécifiés, mais plutôt représentés comme des individus anonymes avec des termes comme *quelqu'un*, *une personne* ou encore *certain*s (Van Leeuwen, 2008, p. 39).

Généricisation

Il y a généricisation lorsque le locuteur utilise une référence générique pour représenter un acteur social en tant que classe (Van Leeuwen, 2008, p. 36).

Spécification

La spécification survient lorsque l'acteur social est représenté de manière spécifique, le rendant identifiable pour le public (Van Leeuwen, 2008, p. 36).

Individualisation

Il y a individualisation lorsque le locuteur fait référence à un acteur social en terme d'individu singulier (Van Leeuwen, 2008, p. 37). Selon Van Leeuwen (2008, p. 38), le gouvernement est un des acteurs sociaux le plus souvent individualisés pour présenter, par

exemple, un premier ministre fort et distinct comparativement au reste de la population, représentée plus souvent comme un groupe homogène et consensuel.

Assimilation

L'assimilation se produit lorsqu'il y a pluralisation, c'est-à-dire dans l'utilisation d'un nom collectif ou d'un nom référant à un groupe de personnes (Van Leeuwen, 2008, p. 37). Selon Van Leeuwen (2008, p. 37), il y a deux grands types d'assimilation, soit l'agrégation et la collectivisation.

L'agrégation

Il y a agrégation lorsqu'un acteur social est quantifié par le locuteur avec par exemple l'ajout d'un numéraire, le traitant comme une statistique (Van Leeuwen, 2008, p. 37-38).

La collectivisation

Il y a collectivisation lorsqu'il est question de groupe, de collectif. Cela peut se faire avec l'utilisation de la première personne du pluriel ou avec un terme au singulier désignant le pluriel (Van Leeuwen, 2008, p. 38).

Dépersonnalisation

Il y a dépersonnalisation lorsqu'un acteur social n'est pas représenté avec des traits humains, c'est-à-dire à l'aide d'un nom abstrait qui met à l'arrière-plan son identité. Selon Van Leeuwen (2008, p. 47), cela peut « donner une force ou une autorité impersonnelle à l'action ou à la qualité d'un acteur social ; et cela peut ajouter des connotations positives ou négatives à l'action ou à l'énoncé d'un acteur social ». Il présente deux types de dépersonnalisation, soit l'abstraction et l'objectivation (Van Leeuwen, 2008, p. 46).

Abstraction

Il y a abstraction lorsqu'un acteur social est représenté « au moyen d'une qualité qui leur est attribuée par et dans la représentation » (Van Leeuwen, 2008, p. 46).

Objectivation

Il y a objectivation lorsqu'un acteur social est représenté « au moyen de la référence à un lieu ou à une chose étroitement associée avec une personne ou avec une action dans laquelle ils sont représentés comme étant engagés » (Van Leeuwen, 2008, p. 46).

Exclusion

Tout comme l'inclusion, l'exclusion se produit selon les intérêts du locuteur et du public auquel il s'adresse (Van Leeuwen, 2008, p. 28). Elle peut être faite de manière inconsciente, par exemple en excluant le nom d'un acteur en supposant que le public connaît déjà cette information ou encore en considérant que cette information n'est pas pertinente pour le public (Van Leeuwen, 2008, p. 28). Il s'agit donc d'une réduction, par le locuteur, « du nombre de fois où l'on fait référence de manière explicite à des acteurs sociaux particuliers » (Van Leeuwen, 2008, p. 31). Certaines exclusions sont si radicales qu'elles ne laissent pas de traces dans le texte jusqu'au point où un acteur social peut être complètement occulté d'un texte (Van Leeuwen, 2008, p. 28). Van Leeuwen (2008, p. 29-31) distingue deux types d'exclusions, soit la suppression et la mise à l'arrière-plan.

Suppression

La suppression d'un acteur social se produit lorsqu'il n'y a pas de référence à cet acteur dans le texte. Elle peut être réalisée par une proposition impersonnelle telle que « maintenir cette politique est difficile » ou encore par l'effacement de l'agent au passif comme dans l'exemple « des préoccupations sont exprimées » (Van Leeuwen, 2008, p. 28).

Mise à l'arrière-plan

La mise à l'arrière-plan est une exclusion moins radicale que la suppression, c'est-à-dire que la présence d'un acteur social dans un texte est diminuée (Van Leeuwen, 2008, p. 30). Dans ce cas, l'acteur social n'est pas mentionné à un certain moment dans le texte où son évocation serait attendue, mais peut se retrouver ailleurs dans ce même texte (Van Leeuwen, 2008, p. 30).

Annexe 4

Exemple d'un communiqué (celui du 5 mai)

Le gouvernement du Québec annonce une entente de principe avec les quatre associations étudiantes

Québec, le 5 mai 2012 — La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Line Beauchamp, accompagnée de la présidente du Conseil du trésor, M^{me} Michelle Courchesne, et du ministre délégué aux Finances, M. Alain Paquet, confirme qu'une entente de principe est intervenue entre le gouvernement du Québec et les quatre associations étudiantes, soit la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

« Afin de mettre fin au conflit actuel, nous sommes arrivés à un terrain d'entente entre toutes les parties impliquées. Je tiens à saluer le caractère respectueux des échanges qui ont eu lieu au cours des dernières heures », a mentionné la ministre Beauchamp.

Au cours des prochains jours, les associations étudiantes ont pour mandat de soumettre à leurs membres cette entente de principe.

Source :

Hélène Sauvageau

Attachée de presse de la vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
418 644-0664

Annexe 5

Exemple d'une grille (celle du 5 mai)

Titre	Le gouvernement du Québec annonce une entente de principe avec les quatre associations étudiantes		
Structure contextuelle			
Date de la publication	5 mai 2012		
Type de discours	Communiqué de presse		
Contexte	Le 4 mai, le gouvernement convoque les 4 regroupements étudiants, les syndicats de professeurs, la CREPUQ et la Fédération des cégeps pour une négociation. Parallèlement à cette rencontre, le PLQ organise son conseil général à Victoriaville où le premier ministre défend les positions de son gouvernement dont la hausse des frais de scolarité. Environ 2 000 manifestants se rendent à Victoriaville pour contester et la manifestation tourne à l'affrontement avec les forces policières. On compte au total 12 blessés, dont deux grièvement ainsi qu'une centaine d'arrestations. Les représentants des associations étudiantes lancent un appel au calme. Le 5 mai, la ministre Line Beauchamp renonce à se rendre à Victoriaville et reste à Québec afin de poursuivre les négociations. Après une négociation de 22 heures, une entente de principe qui ne touche pas aux frais de scolarité est signée. Les associations étudiantes doivent se prononcer sur l'entente de principe au cours de la semaine suivante.		
Locuteur	Vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport via Hélène Sauvageau, attachée de presse		
Structure propositionnelle			
Acteurs sociaux	Grandes catégories d'acteurs sociaux impliqués dans la crise	Façon dont ils sont nommés dans le communiqué	Nombre d'occurrences
	Associations étudiantes	<ul style="list-style-type: none">▪ Les quatre associations étudiantes▪ Les quatre associations étudiantes▪ La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)▪ La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)▪ La Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ)▪ L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE)▪ Les associations étudiantes	7

	Étudiants	▪ Leurs membres	1
	Gouvernement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le gouvernement du Québec ▪ La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Line Beauchamp ▪ la présidente du Conseil du trésor, M^{me} Michelle Courchesne ▪ Du ministre délégué aux Finances, M. Alain Paquet ▪ Le gouvernement du Québec ▪ Nous [sommes] ▪ Je [tiens] ▪ La ministre Beauchamp 	8
	Population	▪	0
	Acteurs résiduels	▪ Toutes les parties impliquées	1

Représentation des acteurs sociaux dans le texte

Inclusion

Acteurs sociaux	Catégories de représentations	Oui	Non
Le gouvernement du Québec	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification	X	
	Classification	X	
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	

	Indétermination		X
	Généricisation	X	
	Spécification		X
	Individualisation		X
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Les quatre associations étudiantes	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation	X	
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
	Actif	X	

La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M ^{me} Line Beauchamp	Passif		X
	Bénéficiaire		X
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination	X	
	Formalisation	X	
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation	X	
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
La présidente du Conseil du trésor, M ^{me} Michelle Courchesne	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X

	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination	X	
	Formalisation	X	
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation	X	
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Du ministre délégué aux Finances, M. Alain Paquet	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination	X	
	Formalisation	X	
	Informalisation		X
	Détermination simple		X

	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation	X	
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Le gouvernement du Québec	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification	X	
	Classification	X	
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation	X	
	Spécification		X
	Individualisation		X
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X

Les quatre associations étudiantes	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation	X	
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	

	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X

	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
La Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ)	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X

	Objectivation		X
L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE)	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Nous	Actif	X	
	Passif		X
	Bénéficiaire		X
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation	X	
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X

	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation		X
	Fonctionnalisation		X
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple	X	
	Surdétermination		X
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Toutes les parties impliquées	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation		X
	Indifférenciation	X	
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X

	Informalisation		X
	Détermination simple		X
	Surdétermination	X	
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Je [tiens – la ministre Beauchamp]	Actif	X	
	Passif		X
	Bénéficiaire		X
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation	X	
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association		X
	Dissociation	X	
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation		X
	Fonctionnalisation		X
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple	X	
	Surdétermination		X
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation	X	
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X

	Abstraction		X
	Objectivation		X
La ministre Beauchamp	Actif	X	
	Passif		X
	Bénéficiaire		X
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association		X
	Dissociation	X	
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination	X	
	Formalisation	X	
	Informalisation		X
	Détermination simple	X	
	Surdétermination		X
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation	X	
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Les associations étudiantes	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation		X
	Possessivation		X
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	

	Dissociation		X
	Différenciation	X	
	Indifférenciation		X
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X
	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple	X	
	Surdétermination		X
	Indétermination		X
	Généricisation	X	
	Spécification		X
	Individualisation		X
	Assimilation		X
	Collectivisation		X
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Leurs membres	Actif		X
	Passif	X	
	Bénéficiaire	X	
	Détrimentaire		X
	Circonstancialisation	X	
	Possessivation	X	
	Personnalisation	X	
	Détermination	X	
	Association	X	
	Dissociation		X
	Différenciation		X
	Indifférenciation	X	
	Catégorisation	X	
	Fonctionnalisation	X	
	Identification		X
	Classification		X
	Relationnelle		X
	Physique		X
	Estimation		X
	Nomination		X

	Formalisation		X
	Informalisation		X
	Détermination simple	X	
	Surdétermination		X
	Indétermination		X
	Généricisation		X
	Spécification	X	
	Individualisation		X
	Assimilation	X	
	Collectivisation	X	
	Agrégation		X
	Dépersonnalisation		X
	Abstraction		X
	Objectivation		X
Exclusion			
Acteurs sociaux	Catégories de représentations	Justifications	
La population	Suppression	La population est absente du communiqué.	

Annexe 6

Grille globale

	13 mars	20 mars	5 avril	6 avril	15 avril	16 avril	18 avril	23 avril	25 avril	27 avril	4 mai	5 mai	5 mai (2)	14 mai	14 mai (2)	16 mai	17 mai	18 mai	31 mai	13 juin	5 juillet	19 juillet	7 août	Totaux
Inclusion	É: 0 A: 0 P: 13 G: 4 R: 0	É: 1 A: 3 P: 4 G: 14 R: 4	É: 14 A: 0 P: 8 G: 30 R: 6	É: 8 A: 4 P: 0 G: 18 R: 1	É: 3 A: 5 P: 0 G: 13 R: 3	É: 0 A: 0 P: 2 G: 8 R: 2	É: 3 A: 9 P: 4 G: 11 R: 3	É: 0 A: 6 P: 3 G: 11 R: 0	É: 0 A: 6 P: 0 G: 6 R: 1	É: 12 A: 4 P: 4 G: 28 R: 7	É: 0 A: 1 P: 0 G: 3 R: 5	É: 1 A: 7 P: 0 G: 8 R: 1	É: 2 A: 9 P: 0 G: 13 R: 10	É: 0 A: 0 P: 2 G: 13 R: 0	É: 0 A: 0 P: 8 G: 45 R: 2	É: 8 A: 2 P: 1 G: 29 R: 12	É: 21 A: 4 P: 22 G: 26 R: 17	É: 18 A: 7 P: 10 G: 18 R: 29	É: 14 A: 5 P: 10 G: 26 R: 5	É: 9 A: 9 P: 2 G: 17 R: 5	É: 3 A: 0 P: 6 G: 9 R: 8	É: 6 A: 3 P: 2 G: 17 R: 9	É: 3 A: 0 P: 1 G: 6 R: 14	É: 126 A: 84 P: 102 G: 373 R: 144
Actif	É: 0 A: 0 P: 5 G: 4 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 9 R: 1	É: 0 A: 0 P: 1 G: 23 R: 0	É: 0 A: 1 P: 0 G: 13 R: 0	É: 0 A: 1 P: 0 G: 13 R: 0	É: 0 A: 0 P: 7 G: 7 R: 0	É: 0 A: 4 P: 1 G: 10 R: 0	É: 0 A: 1 P: 1 G: 10 R: 0	É: 0 A: 2 P: 0 G: 6 R: 0	É: 0 A: 0 P: 22 G: 22 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 2 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 4 R: 0	É: 0 A: 1 P: 0 G: 9 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 9 R: 0	É: 0 A: 0 P: 21 G: 21 R: 0	É: 1 A: 0 P: 0 G: 25 R: 0	É: 6 A: 2 P: 0 G: 18 R: 1	É: 0 A: 0 P: 3 G: 13 R: 0	É: 0 A: 1 P: 0 G: 21 R: 0	É: 0 A: 6 P: 0 G: 12 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 6 R: 4	É: 0 A: 1 P: 0 G: 15 R: 2	É: 0 A: 0 P: 0 G: 5 R: 0	É: 7 A: 20 P: 10 G: 277 R: 11
Passif	É: 0 A: 0 P: 8 G: 0 R: 0	É: 1 A: 3 P: 4 G: 5 R: 3	É: 14 A: 0 P: 8 G: 7 R: 6	É: 8 A: 3 P: 0 G: 5 R: 1	É: 3 A: 4 P: 0 G: 0 R: 3	É: 0 A: 0 P: 2 G: 1 R: 2	É: 3 A: 5 P: 3 G: 1 R: 3	É: 0 A: 5 P: 2 G: 1 R: 0	É: 0 A: 4 P: 0 G: 0 R: 1	É: 12 A: 4 P: 4 G: 6 R: 6	É: 0 A: 1 P: 0 G: 1 R: 5	É: 1 A: 7 P: 0 G: 4 R: 1	É: 2 A: 8 P: 0 G: 4 R: 9	É: 0 A: 0 P: 2 G: 4 R: 0	É: 0 A: 0 P: 8 G: 24 R: 2	É: 7 A: 2 P: 1 G: 4 R: 12	É: 15 A: 2 P: 22 G: 8 R: 16	É: 18 A: 7 P: 7 G: 5 R: 29	É: 14 A: 4 P: 10 G: 5 R: 5	É: 9 A: 3 P: 2 G: 5 R: 4	É: 3 A: 0 P: 6 G: 3 R: 0	É: 6 A: 2 P: 2 G: 2 R: 7	É: 3 A: 0 P: 1 G: 1 R: 14	É: 119 A: 64 P: 92 G: 96 R: 133
Bénéficiaire	É: 0 A: 0 P: 8 G: 0 R: 0	É: 1 A: 3 P: 4 G: 1 R: 3	É: 14 A: 0 P: 7 G: 0 R: 2	É: 8 A: 3 P: 0 G: 3 R: 1	É: 3 A: 4 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 2 G: 1 R: 1	É: 3 A: 5 P: 3 G: 1 R: 3	É: 0 A: 4 P: 2 G: 1 R: 0	É: 0 A: 4 P: 0 G: 0 R: 1	É: 12 A: 4 P: 1 G: 1 R: 3	É: 0 A: 1 P: 0 G: 1 R: 5	É: 1 A: 7 P: 0 G: 4 R: 1	É: 2 A: 8 P: 0 G: 4 R: 6	É: 0 A: 0 P: 2 G: 4 R: 0	É: 0 A: 0 P: 8 G: 21 R: 1	É: 6 A: 2 P: 1 G: 3 R: 10	É: 15 A: 2 P: 22 G: 7 R: 15	É: 18 A: 7 P: 7 G: 4 R: 14	É: 13 A: 3 P: 10 G: 5 R: 2	É: 9 A: 3 P: 2 G: 4 R: 4	É: 3 A: 0 P: 3 G: 2 R: 4	É: 6 A: 3 P: 2 G: 2 R: 5	É: 3 A: 0 P: 1 G: 1 R: 10	É: 117 A: 63 P: 85 G: 70 R: 91
Déterminante	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 4 R: 0	É: 0 A: 0 P: 1 G: 7 R: 3	É: 0 A: 0 P: 0 G: 2 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 3	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 1 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 3 G: 5 R: 3	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 3	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 3 R: 1	É: 1 A: 0 P: 0 G: 1 R: 2	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 15	É: 1 A: 1 P: 0 G: 0 R: 2	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 2	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 4	É: 2 A: 2 P: 7 G: 26 R: 40
Circonstancia- lisation	É: 0 A: 0 P: 3 G: 0 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 2 R: 0	É: 7 A: 0 P: 5 G: 4 R: 3	É: 4 A: 3 P: 0 G: 2 R: 1	É: 2 A: 2 P: 0 G: 0 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 1	É: 3 A: 3 P: 1 G: 1 R: 2	É: 0 A: 1 P: 2 G: 1 R: 0	É: 0 A: 2 P: 0 G: 0 R: 0	É: 5 A: 4 P: 1 G: 1 R: 0	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 0	É: 1 A: 6 P: 0 G: 3 R: 0	É: 2 A: 7 P: 0 G: 4 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 1 R: 0	É: 0 A: 0 P: 2 G: 8 R: 1	É: 2 A: 0 P: 1 G: 3 R: 1	É: 1 A: 0 P: 0 G: 2 R: 1	É: 1 A: 0 P: 2 G: 0 R: 5	É: 1 A: 0 P: 1 G: 4 R: 1	É: 0 A: 2 P: 1 G: 1 R: 1	É: 2 A: 0 P: 1 G: 1 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 1	É: 0 A: 0 P: 0 G: 0 R: 0	É: 31 A: 30 P: 20 G: 40 R: 21

Possessivation	É:0 A:0 P:3 G:1 R:0	É:0 A:0 P:1 G:4 R:1	É:1 A:0 P:1 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:7 R:0	É:0 A:1 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:0	É:1 A:3 P:0 G:4 R:0	É:0 A:1 P:0 G:6 R:0	É:0 A:2 P:0 G:3 R:0	É:0 A:0 P:1 G:4 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:0 G:2 R:0	É:1 A:0 P:0 G:1 R:1	É:0 A:0 P:1 G:3 R:0	É:0 A:0 P:1 G:21 R:0	É:0 A:0 P:0 G:9 R:0	É:6 A:0 P:2 G:10 R:3	É:11 A:0 P:4 G:2 R:1	É:0 A:1 P:0 G:7 R:0	É:1 A:1 P:0 G:8 R:2	É:0 A:0 P:0 G:1 R:4	É:1 A:0 P:1 G:7 R:1	É:0 A:0 P:1 G:2 R:0	É:23 A:0 P:17 G:107 R:13
Personnalisation	É:0 A:0 P:13 G:4 R:0	É:1 A:3 P:4 G:9 R:4	É:14 A:0 P:6 G:15 R:1	É:8 A:4 P:0 G:17 R:1	É:3 A:5 P:0 G:11 R:1	É:0 A:0 P:2 G:7 R:2	É:3 A:9 P:3 G:11 R:1	É:0 A:6 P:1 G:4 R:0	É:0 A:6 P:0 G:6 R:1	É:12 A:4 P:3 G:16 R:5	É:0 A:1 P:0 G:3 R:5	É:1 A:7 P:0 G:8 R:1	É:2 A:9 P:0 G:13 R:7	É:0 A:0 P:2 G:13 R:0	É:0 A:0 P:8 G:42 R:1	É:6 A:2 P:1 G:19 R:4	É:20 A:4 P:20 G:15 R:5	É:16 A:7 P:8 G:14 R:15	É:13 A:4 P:8 G:23 R:2	É:9 A:9 P:2 G:16 R:2	É:3 A:0 P:3 G:8 R:6	É:6 A:3 P:2 G:14 R:7	É:3 A:0 P:2 G:5 R:10	É:120 A:83 G:293 R:81
Détermination	É:0 A:0 P:12 G:4 R:0	É:1 A:3 P:3 G:9 R:4	É:14 A:0 P:5 G:14 R:1	É:7 A:4 P:0 G:15 R:0	É:3 A:5 P:0 G:11 R:1	É:0 A:0 P:1 G:7 R:2	É:2 A:8 P:2 G:11 R:1	É:0 A:6 P:1 G:9 R:0	É:0 A:6 P:0 G:6 R:1	É:12 A:4 P:3 G:16 R:5	É:0 A:1 P:0 G:3 R:5	É:1 A:7 P:0 G:6 R:1	É:2 A:9 P:0 G:13 R:7	É:0 A:0 P:1 G:13 R:0	É:0 A:0 P:8 G:41 R:1	É:6 A:2 P:1 G:17 R:2	É:18 A:2 P:14 G:12 R:5	É:16 A:7 P:8 G:14 R:14	É:13 A:4 P:8 G:20 R:1	É:9 A:9 P:2 G:16 R:2	É:3 A:0 P:3 G:7 R:6	É:6 A:3 P:2 G:14 R:6	É:3 A:0 P:0 G:5 R:10	É:116 A:80 G:251 R:75
Association	É:0 A:0 P:8 G:1 R:0	É:1 A:3 P:3 G:5 R:4	É:8 A:0 P:5 G:7 R:1	É:7 A:4 P:0 G:7 R:0	É:3 A:4 P:0 G:2 R:0	É:0 A:0 P:1 G:7 R:2	É:2 A:8 P:2 G:1 R:1	É:0 A:6 P:1 G:4 R:0	É:0 A:6 P:0 G:2 R:1	É:11 A:4 P:3 G:12 R:0	É:0 A:1 P:0 G:1 R:5	É:1 A:7 P:0 G:2 R:0	É:2 A:9 P:0 G:8 R:7	É:0 A:0 P:1 G:2 R:0	É:0 A:0 P:8 G:5 R:1	É:6 A:2 P:1 G:14 R:1	É:18 A:2 P:12 G:11 R:5	É:14 A:7 P:8 G:9 R:13	É:13 A:4 P:8 G:15 R:1	É:9 A:9 P:2 G:7 R:2	É:3 A:0 P:3 G:5 R:6	É:6 A:3 P:2 G:10 R:6	É:3 A:0 P:0 G:1 R:10	É:107 A:79 G:138 R:66
Dissociation	É:0 A:0 P:4 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:3 R:0	É:6 A:0 P:0 G:7 R:0	É:0 A:0 P:0 G:6 R:0	É:0 A:1 P:0 G:9 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:10 R:0	É:0 A:0 P:0 G:5 R:0	É:0 A:0 P:0 G:4 R:0	É:1 A:0 P:0 G:4 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:5 R:0	É:0 A:0 P:0 G:11 R:0	É:0 A:0 P:0 G:36 R:0	É:0 A:0 P:0 G:3 R:1	É:0 A:0 P:2 G:1 R:0	É:2 A:0 P:0 G:5 R:1	É:0 A:0 P:0 G:5 R:0	É:0 A:0 P:0 G:9 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:0	É:0 A:3 P:2 G:4 R:0	É:0 A:0 P:0 G:4 R:0	É:9 A:4 P:8 G:137 R:2
Différenciation	É:0 A:0 P:12 G:4 R:0	É:1 A:3 P:2 G:8 R:4	É:13 A:0 P:5 G:1 R:1	É:7 A:4 P:0 G:15 R:0	É:3 A:5 P:0 G:11 R:0	É:0 A:0 P:1 G:7 R:2	É:2 A:7 P:0 G:12 R:1	É:0 A:6 P:0 G:9 R:0	É:0 A:6 P:0 G:6 R:1	É:10 A:4 P:2 G:16 R:4	É:0 A:1 P:0 G:3 R:3	É:0 A:7 P:0 G:8 R:0	É:0 A:8 P:0 G:13 R:6	É:0 A:0 P:0 G:13 R:0	É:0 A:0 P:3 G:41 R:1	É:3 A:2 P:0 G:17 R:2	É:18 A:2 P:11 G:11 R:5	É:15 A:3 P:2 G:20 R:12	É:10 A:4 P:8 G:14 R:0	É:9 A:9 P:2 G:16 R:2	É:3 A:0 P:3 G:7 R:6	É:5 A:3 P:2 G:14 R:6	É:2 A:0 P:0 G:5 R:9	É:101 A:74 G:53 R:65
Indifférenciation	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:2 A:0 P:1 G:1 R:1	É:0 A:0 P:0 G:0 R:2	É:1 A:0 P:0 G:0 R:1	É:2 A:1 P:0 G:0 R:1	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:5 G:0 R:0	É:3 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:3 G:0 R:0	É:1 A:4 P:0 G:0 R:2	É:3 A:0 P:0 G:0 R:1	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:1	É:14 A:5 P:14 G:1 R:9
Catégorisation	É:0 A:0 P:9 G:3 R:0	É:1 A:3 P:3 G:6 R:3	É:13 A:0 P:5 G:12 R:1	É:7 A:4 P:0 G:11 R:0	É:2 A:3 P:0 G:6 R:1	É:0 A:0 P:1 G:5 R:2	É:2 A:5 P:0 G:5 R:1	É:0 A:4 P:1 G:4 R:0	É:0 A:4 P:0 G:1 R:2	É:12 A:4 P:3 G:11 R:5	É:0 A:1 P:0 G:3 R:5	É:1 A:7 P:0 G:6 R:1	É:2 A:9 P:0 G:10 R:7	É:0 A:0 P:1 G:6 R:0	É:0 A:0 P:7 G:11 R:1	É:6 A:1 P:1 G:11 R:3	É:12 A:1 P:13 G:8 R:5	É:10 A:7 P:1 G:13 R:14	É:12 A:4 P:8 G:18 R:1	É:9 A:8 P:2 G:7 R:2	É:3 A:0 P:3 G:7 R:3	É:6 A:2 P:2 G:8 R:6	É:3 A:0 P:0 G:4 R:10	É:101 A:67 G:176 R:73
Fonctionnalisation	É:0 A:0 P:8 G:3 R:0	É:1 A:3 P:0 G:6 R:3	É:13 A:0 P:1 G:12 R:1	É:7 A:4 P:0 G:11 R:0	É:2 A:3 P:0 G:6 R:1	É:0 A:0 P:0 G:5 R:2	É:0 A:5 P:0 G:5 R:1	É:0 A:4 P:0 G:4 R:0	É:0 A:4 P:0 G:1 R:2	É:11 A:4 P:0 G:11 R:5	É:0 A:1 P:0 G:3 R:5	É:1 A:7 P:0 G:6 R:1	É:2 A:9 P:0 G:10 R:7	É:0 A:0 P:0 G:6 R:0	É:0 A:0 P:0 G:11 R:1	É:6 A:1 P:0 G:11 R:3	É:11 A:1 P:1 G:8 R:4	É:8 A:7 P:0 G:13 R:14	É:11 A:4 P:5 G:18 R:1	É:9 A:8 P:1 G:7 R:2	É:1 A:0 P:0 G:7 R:3	É:5 A:2 P:0 G:8 R:6	É:3 A:0 P:0 G:4 R:10	É:91 A:67 G:176 R:72

Détermination simple	É:0 A:0 P:6 G:3 R:0	É:1 A:0 P:2 G:8 R:3	É:6 A:0 P:2 G:12 R:1	É:4 A:4 P:0 G:10 R:0	É:2 A:4 P:0 G:11 R:1	É:0 A:0 P:0 G:6 R:2	É:2 A:6 P:2 G:8 R:0	É:0 A:4 P:0 G:8 R:0	É:0 A:5 P:0 G:1 R:2	É:1 A:2 P:1 G:13 R:5	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:1 A:1 P:0 G:3 R:0	É:1 A:2 P:0 G:7 R:3	É:0 A:0 P:0 G:9 R:0	É:0 A:0 P:5 G:37 R:1	É:5 A:0 P:0 G:16 R:0	É:9 A:2 P:7 G:9 R:7	É:11 A:5 P:2 G:10 R:8	É:5 A:3 P:6 G:10 R:3	É:2 A:7 P:2 G:15 R:1	É:0 A:0 P:2 G:5 R:5	É:3 A:3 P:1 G:9 R:6	É:0 A:0 P:0 G:3 R:4	É:53 A:48 P:38 G:214 R:53
Surdétermination	É:0 A:0 P:6 G:1 R:0	É:0 A:3 P:1 G:0 R:1	É:8 A:0 P:3 G:2 R:0	É:3 A:0 P:0 G:5 R:0	É:1 A:1 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:1 P:0 G:2 R:1	É:0 A:2 P:1 G:1 R:0	É:0 A:1 P:0 G:1 R:0	É:9 A:2 P:2 G:2 R:0	É:0 A:1 P:0 G:2 R:5	É:0 A:6 P:0 G:5 R:1	É:1 A:7 P:0 G:6 R:4	É:0 A:0 P:1 G:4 R:0	É:0 A:0 P:3 G:5 R:0	É:1 A:1 P:1 G:2 R:2	É:7 A:0 P:8 G:3 R:0	É:5 A:2 P:1 G:4 R:6	É:8 A:3 P:2 G:10 R:2	É:7 A:2 P:0 G:1 R:1	É:3 A:0 P:1 G:2 R:1	É:3 A:0 P:1 G:5 R:0	É:3 A:0 P:0 G:2 R:6	É:59 A:30 P:31 G:67 R:30
Indétermination	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:1 R:0	É:1 A:0 P:0 G:2 R:1	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:1 A:1 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:2 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:2	É:2 A:2 P:6 G:3 R:0	É:0 A:0 P:6 G:3 R:1	É:0 A:0 P:0 G:3 R:1	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:1	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:4 A:3 P:21 G:19 R:6
Généricisation	É:0 A:0 P:8 G:1 R:0	É:1 A:0 P:3 G:0 R:0	É:10 A:0 P:3 G:4 R:0	É:6 A:3 P:0 G:3 R:0	É:1 A:0 P:0 G:2 R:2	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:1 A:2 P:2 G:1 R:0	É:0 A:3 P:2 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:1	É:6 A:2 P:2 G:4 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:1 P:0 G:1 R:0	É:1 A:2 P:0 G:4 R:0	É:0 A:0 P:2 G:1 R:0	É:0 A:0 P:4 G:1 R:1	É:5 A:0 P:1 G:6 R:0	É:3 A:0 P:12 G:7 R:2	É:5 A:0 P:6 G:5 R:2	É:6 A:3 P:6 G:11 R:0	É:4 A:0 P:2 G:3 R:0	É:1 A:0 P:2 G:2 R:1	É:2 A:0 P:0 G:3 R:0	É:3 A:0 P:0 G:0 R:0	É:55 A:16 P:56 G:59 R:7
Spécification	É:0 A:0 P:8 G:3 R:0	É:0 A:3 P:1 G:9 R:4	É:4 A:0 P:4 G:10 R:6	É:2 A:1 P:0 G:12 R:1	É:2 A:5 P:0 G:10 R:1	É:0 A:0 P:1 G:7 R:2	É:2 A:6 P:2 G:10 R:3	É:0 A:3 P:0 G:9 R:0	É:0 A:6 P:0 G:6 R:0	É:4 A:2 P:1 G:11 R:5	É:0 A:1 P:0 G:3 R:5	É:1 A:6 P:0 G:6 R:1	É:1 A:7 P:0 G:9 R:7	É:0 A:0 P:0 G:12 R:0	É:0 A:0 P:4 G:41 R:0	É:1 A:1 P:0 G:12 R:4	É:17 A:4 P:6 G:7 R:5	É:11 A:6 P:2 G:9 R:14	É:7 A:1 P:2 G:9 R:2	É:5 A:9 P:0 G:13 R:2	É:2 A:0 P:3 G:4 R:7	É:4 A:3 P:2 G:11 R:7	É:0 A:0 P:0 G:5 R:10	É:63 A:64 P:36 G:228 R:86
Individualisation	É:0 A:0 P:0 G:3 R:0	É:0 A:0 P:0 G:3 R:0	É:0 A:0 P:0 G:9 R:0	É:0 A:0 P:0 G:10 R:0	É:0 A:1 P:0 G:9 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:10 R:0	É:0 A:0 P:0 G:6 R:0	É:0 A:0 P:0 G:4 R:0	É:0 A:0 P:0 G:6 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:5 R:0	É:0 A:0 P:0 G:8 R:0	É:0 A:0 P:0 G:11 R:0	É:0 A:0 P:0 G:33 R:0	É:0 A:0 P:2 G:5 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:2 P:0 G:8 R:3	É:0 A:0 P:0 G:7 R:0	É:0 A:0 P:0 G:9 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:6 R:0	É:0 A:0 P:0 G:3 R:0	É:0 A:3 P:2 G:166 R:3
Assimilation	É:0 A:0 P:5 G:0 R:0	É:0 A:3 P:1 G:6 R:4	É:4 A:0 P:4 G:1 R:6	É:2 A:1 P:0 G:2 R:1	É:2 A:4 P:0 G:1 R:1	É:0 A:0 P:1 G:7 R:2	É:2 A:6 P:2 G:0 R:3	É:0 A:3 P:0 G:3 R:0	É:0 A:6 P:0 G:2 R:0	É:4 A:2 P:1 G:5 R:5	É:0 A:1 P:0 G:1 R:5	É:1 A:6 P:0 G:1 R:1	É:1 A:7 P:0 G:1 R:7	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:4 G:8 R:0	É:1 A:1 P:0 G:7 R:4	É:17 A:4 P:4 G:6 R:5	É:11 A:4 P:2 G:1 R:11	É:7 A:1 P:2 G:2 R:2	É:5 A:9 P:0 G:4 R:2	É:2 A:0 P:3 G:2 R:7	É:4 A:3 P:2 G:5 R:7	É:0 A:0 P:0 G:2 R:10	É:63 A:59 P:31 G:68 R:83
Collectivisation	É:0 A:0 P:5 G:0 R:0	É:0 A:3 P:1 G:6 R:4	É:4 A:0 P:4 G:1 R:6	É:2 A:1 P:0 G:2 R:1	É:2 A:4 P:0 G:1 R:1	É:0 A:0 P:1 G:7 R:2	É:2 A:6 P:2 G:0 R:3	É:0 A:3 P:0 G:3 R:0	É:0 A:6 P:0 G:2 R:0	É:2 A:2 P:1 G:5 R:5	É:0 A:1 P:0 G:1 R:5	É:1 A:6 P:0 G:1 R:1	É:1 A:7 P:0 G:1 R:7	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:4 G:8 R:0	É:1 A:1 P:0 G:7 R:4	É:17 A:4 P:4 G:6 R:5	É:11 A:4 P:2 G:1 R:11	É:6 A:1 P:2 G:2 R:2	É:4 A:9 P:0 G:4 R:2	É:2 A:0 P:3 G:2 R:7	É:4 A:3 P:2 G:5 R:7	É:0 A:0 P:0 G:2 R:10	É:59 A:58 P:31 G:68 R:83
Agrégation	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:1 P:0 G:0 R:0	É:2 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:4 A:1 P:0 G:0 R:0

Dépersonnalisation	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:5 R:0	É:0 A:0 P:2 G:15 R:5	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:2	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:1 G:1 R:2	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:12 R:2	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:3	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:3 R:1	É:2 A:0 P:0 G:10 R:8	É:1 A:0 P:2 G:11 R:12	É:2 A:0 P:2 G:4 R:14	É:1 A:1 P:2 G:3 R:3	É:0 A:0 P:0 G:1 R:3	É:0 A:0 P:3 G:1 R:2	É:0 A:0 P:0 G:3 R:2	É:0 A:0 P:0 G:1 R:4	É:6 A:1 P:13 G:74 R:63
Abstraction	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0
Objectivation	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:5 R:0	É:0 A:0 P:2 G:15 R:5	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:2 R:2	É:0 A:0 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:1 G:1 R:2	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:12 R:2	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:3	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:3 R:1	É:2 A:0 P:0 G:10 R:8	É:1 A:0 P:2 G:11 R:12	É:2 A:0 P:2 G:4 R:14	É:1 A:1 P:2 G:3 R:3	É:0 A:0 P:0 G:1 R:3	É:0 A:0 P:3 G:1 R:2	É:0 A:0 P:0 G:3 R:2	É:0 A:0 P:0 G:1 R:4	É:6 A:1 P:13 G:74 R:63
Exclusion	É:1 A:1 P:0 G:4 R:1	É:4 A:0 P:3 G:6 R:0	É:6 A:1 P:0 G:2 R:1	É:1 A:1 P:1 G:3 R:0	É:0 A:2 P:1 G:1 R:0	É:1 A:1 P:0 G:0 R:3	É:0 A:0 P:0 G:0 R:5	É:1 A:2 P:1 G:2 R:1	É:1 A:0 P:1 G:1 R:2	É:10 A:2 P:0 G:1 R:0	É:1 A:1 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:1 A:1 P:1 G:1 R:0	É:1 A:1 P:0 G:0 R:0	É:1 A:1 P:0 G:0 R:1	É:3 A:0 P:0 G:1 R:0	É:3 A:0 P:1 G:1 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:0	É:4 A:4 P:3 G:9 R:0	É:6 A:0 P:0 G:2 R:0	É:7 A:1 P:0 G:6 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:1	É:2 A:1 P:0 G:1 R:1	É:55 A:21 P:14 G:41 R:18
Suppression	É:1 A:1 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:1 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:1 A:1 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:1	É:1 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:0 A:0 P:1 G:0 R:0	É:1 A:1 P:0 G:0 R:0	É:1 A:1 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:1 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:1 P:0 G:0 R:0	É:7 A:8 P:6 G:0 R:3
Mise à l'arrière-plan	É:0 A:0 P:0 G:4 R:0	É:4 A:0 P:3 G:6 R:0	É:6 A:0 P:0 G:2 R:1	É:1 A:1 P:0 G:3 R:0	É:0 A:2 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:3	É:0 A:0 P:0 G:0 R:5	É:0 A:2 P:1 G:2 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:2	É:10 A:2 P:0 G:1 R:0	É:0 A:1 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:1 A:1 P:0 G:1 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:0 A:0 P:0 G:0 R:0	É:3 A:0 P:0 G:0 R:1	É:3 A:0 P:1 G:1 R:0	É:1 A:0 P:0 G:0 R:0	É:4 A:4 P:3 G:9 R:0	É:6 A:0 P:0 G:2 R:0	É:7 A:0 P:0 G:6 R:0	É:0 A:0 P:0 G:1 R:1	É:2 A:0 P:0 G:1 R:1	É:48 A:13 P:8 G:41 R:15